

UNIVERSITÉ DE DIJON. — FACULTÉ DE DROIT

L'INSCRIPTION DE FAUX
CONTRE
LES PROCÈS-VERBAUX
EN MATIÈRE FISCALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

*présentée et soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Dijon
le mercredi 1^{er} avril 1903, à 1 heure*

PAR

Louis DEROLIN

Président : M. P. GAUDEMET,

*Suffragants : { MM. DUVERDIER DE SUZE, professeur.
PERCEROU, agrégé.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR
14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1903



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548218_0005

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE DIJON. — FACULTÉ DE DROIT

L'INSCRIPTION DE FAUX
CONTRE
LES PROCÈS-VERBAUX
EN MATIÈRE FISCALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

*présentée et soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Dijon
le mercredi 1^{er} avril 1903, à 1 heure*

PAR

Louis DEROLIN

Président : M. P. GAUDEMET.

*Suffragants : { MM. DUVERDIER DE SUZE, professeur.
PERCEROU, agrégé.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR
14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1903



INTRODUCTION

Dans tous les temps et dans tous les pays, les sociétés organisées ont senti la nécessité de protéger d'une manière toute spéciale le Trésor public, et de le faire jouir de privilèges dont plusieurs même s'étendirent souvent aux agents chargés de sa garde et de la gestion de ses intérêts. Il faut ranger dans cette catégorie un principe qui paraît de conception moderne, en vertu duquel aucun témoignage, aucune preuve ne sauraient prévaloir contre la constatation des agents du fisc faite dans certaines conditions rigoureusement déterminées par la loi. L'application en est faite, dans l'état actuel de notre législation fiscale, surtout au profit des procès-verbaux dressés par des agents des Douanes ou des Contributions Indirectes.

Un pareil privilège paraît, à première vue, une arme bien dangereuse au service d'agents parfois d'un ordre inférieur, souvent peu instruits, et toujours soumis à

toutes les passions humaines. Mais, cette impression se dissipe vite si l'on considère : 1° que la loi n'accorde une pareille autorité qu'à certaines mentions constatant des faits tombant directement sous les sens et exclusifs, par conséquent, de toute opération intellectuelle ; 2° que ce privilège a pour contre-partie des pénalités très sévères contre les agents convaincus d'avoir altéré la vérité ; 3° qu'enfin, tout recours n'est pas fermé au contrevenant qui se prétend victime d'une accusation mensongère.

Une procédure spéciale existe qui lui permet d'attaquer à la fois l'acte, puis les agents qui l'ont rédigé. Cette procédure est celle de l'inscription de faux qui emprunte son excessive rigueur, d'abord à son caractère tout exceptionnel, puis à la gravité des condamnations qui peuvent en être la sanction.

Son étude accompagne, dans tous les traités spéciaux, l'étude des procès-verbaux dont elle est le corollaire, et c'est à ce titre que Mangin, dans son magistral *Traité des procès-verbaux*, lui a consacré tout un chapitre ; mais, jusqu'ici, aucun travail d'ensemble ne lui avait été, croyons-nous, consacré.

Nous l'avons fait précéder d'une partie historique, à laquelle nous avons fait une assez large place. Dans l'étude de la procédure actuelle, peu de questions nouvelles restaient à examiner, car de très nombreux arrêts ont fixé sur chaque point la jurisprudence et ceux qui sont encore en litige portent le plus souvent sur l'in-

interprétation ou les extensions qu'ont cru devoir attribuer aux textes les Administrations chargées de leur application. L'évolution des idées amène depuis quelque temps de telles attaques contre le principe lui-même de la foi due aux procès-verbaux, qu'il nous a paru indispensable de consacrer un chapitre à cette discussion. Nous terminons enfin par l'examen de quelques réformes et améliorations qui pourraient être apportées à la procédure actuelle, vieille déjà de plus d'un siècle.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE

SECTION PREMIÈRE

LÉGISLATION DU DROIT COMMUN JUSQU'EN 1693

L'objet de ce travail est exclusivement l'inscription de faux contre les procès-verbaux *en matière fiscale*. Nous n'avons donc pas à traiter d'une façon générale de l'inscription de faux contre les actes authentiques ni à étudier dans tous leurs développements, les procédés suivant lesquels était contestée la validité des actes produits en justice. Nous ne nous occuperons de la législation actuelle de l'inscription de faux ou de sa formation historique, que dans les limites où cette étude sera nécessaire à l'exposé des règles de la procédure fiscale et à la recherche de son origine.

L'inscription de faux contre les procès-verbaux des agents du fisc est non seulement d'une création beaucoup plus récente que l'inscription de faux contre les actes notariés, mais elle doit son origine à des motifs

diamétralement opposés à ceux qui ont fait édicter la procédure dont elle constitue aujourd'hui une variante. En effet, tandis que les formalités de l'inscription de faux du droit commun apparaissent comme une restriction aux droits de la partie qui veut contester la sincérité d'un acte notarié, l'obligation de recourir à la procédure de l'inscription de faux pour combattre les assertions des rédacteurs d'un procès-verbal constitue non pas une restriction aux droits de l'individu prévenu d'une infraction fiscale, mais la concession d'un moyen de défense dont il ne disposait pas précédemment.

Nous allons montrer l'exactitude de cette double assertion. Dès l'origine de notre droit, on constate l'existence de procédures permettant d'attaquer la sincérité des chartes autres que les diplômes royaux (1). Beau-

(1) Il était défendu, sous peine de mort, d'attaquer la validité d'un diplôme royal. Pour les autres chartes, il n'est pas sans intérêt de remarquer que, dès une époque très ancienne, il existait deux procédures, l'une ordinaire, l'autre solennelle, pour attaquer la validité des documents produits comme preuves écrites.

« Il existe dans les deux droits francs [salien et ripuaire], deux
« manières d'attaquer une charte, l'une non solennelle, l'autre so-
« lennelle, qui diffèrent quant à leurs effets. En droit salique, la
« partie qui a produit une charte se défend contre l'attaque non
« solennelle en affirmant sous serment, avec douze co-jureurs,
« l'exactitude du contenu de cette charte. Si son adversaire ne
« veut pas admettre par avance ce serment comme preuve suffi-
« sante de la sincérité de la charte, il doit donner à son attaque
« une forme solennelle qui consiste dans la perforation de la
« charte opérée par lui-même devant le tribunal (*transforare*, *trans-*
« *pungere*, *perforare*). Celui qui a présenté la charte doit alors produire
« les témoins de cet acte et, à chacun de ceux-ci, l'adversaire oppose
« sept témoins pour prouver que c'est avec raison qu'il a perforé

manoir explique minutieusement comment on peut
 « soi obligier, que les lettres valent, et que les non, et
 comment on puet dire contre lettres et contre scel » (1),
 et les diplomatistes traitent en détail des formes et
 signes de validation des chartes (2). Nous n'avons pas
 à étudier ces règles. Il nous suffit de constater qu'à un
 moment, en 1535, on estima que les plaideurs abusaient
 de la faculté de mettre en discussion le contenu des
 actes notariés et qu'il était nécessaire, pour assurer à
 ces actes le respect qu'ils méritent, de n'admettre que
 sous certaines conditions et formalités, une partie à
 contester la sincérité d'un acte notarié. « L'inscription
 de faux se doit faire en personne ou par procureur
 spécialement fondé... etc. (3). »

La procédure d'inscription de faux était créée. Elle
 devait se préciser et atteindre son plein développement
 avec l'ordonnance du mois de juillet 1737.

Antérieurement à la période des grandes ordonnances,
 et, plus exactement à l'« Ordonnance du mois de mai

« la charte comme fausse et mensongère. Pour empêcher que cette
 « preuve ne soit administrée, la partie qui s'appuie sur la charte
 « peut recourir à une provocation en duel. » (Brunner, *Deutsche
 Rechtsgeschichte*. II, p. 421.) En note de Brunner : « Unus ex
 « septem testibus qui eam cartam firmaverunt, et unus ex illis
 « qui eam ream dixerunt, per pugnam contendunt. » (Lex Salica,
 édit. Behrend, Extravag. C. 4.)

(1) *Les Coutumes de Beauvoisis*, chap. XXXV. Conf. chap.
 XXXIX, par. 70 et suiv. et chap. LXIII, par. 20.

(2) GIRY, *Manuel de Diplomatique*, p. 825 et suiv.

(3) *Ord.* Octobre 1535, chap. XIX, art. 10.

1680, portant règlement sur le fait des gabelles », il n'était pas fait usage de la procédure de l'inscription de faux pour attaquer les procès-verbeaux des agents du fisc. Ces procès-verbaux pouvaient-ils être, suivant l'expression que notre Code d'instruction criminelle a puisée dans l'ancien droit, « débattus par la preuve contraire » ? Leur authenticité était-elle, au contraire, d'un degré supérieur à celle des actes notariés ? La question ne se pose pas en ces termes.

Les procès-verbaux des sergents ou gardes ont été, pendant de longs siècles, des témoignages oraux. Les comptes d'un receveur de la gruerie d'une généralité de Bourgogne nous fournissent l'exemple de la déposition d'un garde qui avait constaté un délit forestier. « Et « fist ledit Hennequin, en son absence, son rapport de « ung alloisier tout vert qui lui avait trouvé cospant « en ladite forest en la voie dessaroy..... » (Compte de Huguenin Duemme, receveur des deniers de la gruerie, 1376 à 1377) (1).

Il n'entre pas dans le cadre de notre travail de rechercher comment, sous l'empire de la procédure formaliste ou au début de l'application de la procédure d'enquête, le prévenu pouvait se disculper de l'accusation portée contre lui par le garde ; il nous suffit de constater que, dès le début du xiv^e siècle le témoignage du garde est

(1) ET. PICARD, Des délits et des peines en matière forestière au moyen-âge dans le duché de Bourgogne (*Extrait des Mémoires de la Société Eduenne.*)

considéré comme preuve du délit lorsque celui-ci comporte seulement une peine pécuniaire (1). A cette époque règne la théorie des preuves (2). Telle preuve, le serment du garde notamment, lie le juge. Le prévenu ne pouvait pas discuter le témoignage, lui opposer un autre témoignage, des présomptions, etc... La déposition faite sous serment par le garde devait être crue en justice, formait preuve contre le prévenu, à moins que celui-ci n'eût le moyen de reprocher les témoins (3). C'est ce que nous apprend l'art. 8 du titre X de l'ordonnance sur les forêts de 1669 : « ...pourvu que les parties accusées ne proposent point de cause suffisante de « récusation. »

La faculté de prouver la fausseté d'un procès-verbal par la procédure de l'inscription de faux n'est accordée aux prévenus d'infractions fiscales que par l'ordonnance du mois de juin 1680, sur le fait des entrées, aides et autres droits. Les formes de cette procédure étaient alors réglées par l'ordonnance criminelle de 1670. Les mêmes formes devant être observées en matière fiscale, nous allons analyser sommairement les dispositions de cette ordonnance.

(1) *Ord.* 2 juin 1319., art. 16 : « ...Ordené est que chacun sergent sera creu par son serment, des forés, des prises que il sera, où il ne charra que amende pécuniaire ». *Comp. Ord.* 1402 et *Règlement génér.* du Conseil de Mai 1607, art. 12.

(2) FAUSTIN-HÉLIE, *Inst. crim.*, I, n° 356 et suiv.

(3) Sur les reproches des témoins, v. JOUSSE, *Traité de la Justice criminelle*, II, p. 366 et suiv.

Le titre IX traite spécialement du « Crime de faux, tant principal qu'incident ». Nous allons étudier ces deux procédures en nous attachant surtout au faux incident, qui est la forme de poursuite la plus ordinaire. Assez rares, en effet, étaient les cas où le procureur du roi poursuivait extraordinairement les auteurs du faux. Ce cas ne se produisait que lorsqu'une inscription de faux ayant été formée par un contrevenant, le fermier, inquiet sur les suites, déclarait ne pas vouloir se servir du procès-verbal. Cette action au principal n'eût été d'aucun intérêt pour le prévenu désormais à l'abri de toute poursuite.

Le premier texte de l'ordonnance criminelle, qui se rapporte à notre matière, concerne la compétence. Tous juges, sauf les bas ou moyens judiciaires, peuvent connaître des inscriptions de faux incidentes aux affaires pendantes devant eux (1).

La procédure commence par une requête du demandeur tendant à faire déclarer par le défendeur s'il veut se servir de la pièce. Sa requête peut être déposée en son nom par son procureur, muni d'une procuration spéciale attachée à la requête (2), à laquelle est également joint le reçu de l'amende à verser pour s'inscrire. Cette amende est de 100 livres devant les Cours, de 60 livres dans les sièges qui y ressortissent immédiatement et de 20 livres dans les autres (3).

(1) Art. 20 du titre I de l'Ordonnance de 1670.

(2) Art. 6 du titre IX de l'Ordonnance de 1670.

(3) Art. 5 du titre IX de l'Ordonnance de 1670.

Elle a pour but d'empêcher les plaideurs de s'engager à la légère dans cette procédure. Mais, comme aucun délai ne leur était fixé, il arrivait qu'ils laissent s'instruire toute leur affaire ; puis, lorsque l'époque du jugement arrivait, peu de temps avant les vacances des Cours, soudain, ils s'inscrivaient en faux, ce qui rejetait la solution des affaires à la rentrée des magistrats et éternisait les procès. Pour éviter ces abus, une Déclaration du 31 janvier 1683 autorise les magistrats à obliger ceux qui forment une inscription de faux depuis le 15 juillet jusqu'à la fin du Parlement, en vue de retarder le jugement de leurs procès, à consigner une plus grande somme, pour la fixation de laquelle toute latitude leur est laissée (1).

La requête est alors, sur l'ordre du juge, inscrite au greffe et sommation est faite au défendeur d'indiquer s'il désire se servir de la pièce arguée de faux (2). S'il déclare ne pas s'en servir, elle est rejetée du procès, sauf à pourvoir aux dommages-intérêts de la partie (3) et l'amende consignée par l'inscrivant lui est restituée, car le rejet de la pièce équivaut à son égard à la déclaration de fausseté par jugement (4). Si au contraire, le défendeur affirme sa volonté de s'en servir, la pièce est déposée au greffe et ce dépôt signifié au demandeur

(1) BORNIER, *Conférences*, II, p. 408.

(2) Art. 7 du titre IX de l'Ordonnance de 1670.

(3) Art. 8 du titre IX de l'Ordonnance de 1670.

(4) BORNIER, *Conférences*, II, p. 112.

qui doit alors, dans les 24 heures, aller au greffe, assisté de son procureur, déclarer qu'il s'inscrit en faux et offre de donner ses moyens de faux dans les trois jours. Nous avons vu plus haut qu'il n'y avait aucun délai. Cependant, la Tournelle Criminelle, dans son audience du 15 décembre 1703, jugea qu'une partie n'était plus recevable à s'inscrire en faux après que les gens du roi avaient déposé leurs conclusions (1).

Les moyens de faux doivent être mis au greffe dans les trois jours. Le défendeur n'en reçoit ni communication ni copie, mais il ne lui est pas interdit de fournir une requête où il expose des fins de non-recevoir contre l'inscription (2).

Une décision du juge s'impose alors ; ou bien l'instance principale dépend du jugement sur le faux : alors il est sursis au principal jusqu'au jugement sur le faux ; ou bien le principal peut être jugé sans désemparer, et alors l'instance sur le faux est disjointe (3).

Le juge examine alors si les moyens de faux sont pertinents et admissibles et si tous ne le sont pas, il désigne ceux qui le sont. De ceux-là seulement, il ordonne la preuve et nomme les experts pour examiner les écritures et signatures. C'est une véritable enquête. « Le juge, dit Bornier, doit examiner diligemment la « vérité, par arguments, par témoins, par comparaison

(1) BORNIER, *Conférences*, II, p. 113.

(2) *Ibid.*, p. 116.

(3) *Ibid.*

« d'écritures, et la rechercher par tous les vestiges qu'on peut trouver. »

Quant à la comparaison d'écritures, il dit fort sagement qu'elle n'est pas absolument une preuve, mais seulement un indice (1). Les experts prêtent serment ; ils sont d'ailleurs choisis parmi les « maîtres écrivains ou les praticiens experts et entendus au fait d'écritures, comme notaires, greffiers et gens de même espèce » (2). La forme de la reconnaissance d'écritures est indiquée par le titre précédent (titre VIII) de la même ordonnance.

Si, après rapport des experts, la pièce est reconnue fausse, les juges peuvent décerner ajournement personnel ou décret de prise de corps contre le faussaire présumé (3). Cependant, pour qu'il y ait lieu au procès criminel, il faut d'après Bornier, trois conditions : dol en la personne, altération de la vérité de l'acte et dommage à celui qui s'est inscrit en faux (4).

La procédure criminelle est alors conduite « en la même forme et manière que celle des autres crimes » (5), c'est-à-dire en la forme indiquée par le titre III de la même ordonnance.

Quant à la peine, c'est toujours celle portée par l'édit de François I^{er} de 1531, c'est-à-dire la mort. Cet édit

(1) BORNIER, *Conférences*, p. 117.

(2) *Ibid.*, p. 118.

(3) Art. 16 du titre IX de l'Ordonnance de 1670.

(4) BORNIER, *op. cit.*, p. 118.

(5) Art. 1^{er} du titre IX de l'Ordonnance de 1670.

fut d'ailleurs confirmé par l'Ordonnance de mars 1670 qui divise les condamnés en deux catégories : d'abord, les «... gardes des livres des Chambres des Comptes, « et des bureaux des finances... et généralement, toute « personne faisant fonction publique, leurs clercs ou « commis... seront punis de mort ». Puis, ceux « n'ayant aucune fonction ou ministère public » ou qui « étant officiers, les aurout commis (les faux) hors de « leurs offices... les juges pourront les condamner à « telles peines qu'ils jugeront, même la mort, selon « l'exigence des cas et la qualité des crimes ».

Le demandeur qui succombe doit être condamné à une amende de 300 livres dans les Cours, 120 livres dans les sièges qui y ressortissent immédiatement et 60 dans les autres. La somme est déterminée selon le tribunal devant lequel l'inscription de faux a été primitivement formée et non d'après celui devant lequel peut avoir eu lieu le jugement définitif (1). Un tiers en est attribué à la partie adverse, et on en déduit les sommes primitivement consignées (2).

Celles-ci, trop élevées, sans doute, furent réduites de moitié, pour les Aydes, par l'Ordonnance de 1680 (3) confirmée par celle de 1681 (4). Cette dernière intro-

(1) BORNIER, *op. cit.*, p. 119.

(2) Art. 17 du titre IX de la même Ordonnance.

(3) Art. 9, titre V, de l'Ordonnance de juin 1680 sur le fait des Entrées, aydes et autres droits.

(4) Art. 49 du titre commun pour toutes les Aydes, de juillet 1681.

duisit un nouveau principe : elle édicta les énonciations dont devait se composer le procès-verbal et déclara que les « procès-verbaux *bien et dûment faits* et « affirmés en justice, seront crus jusqu'à inscription « de faux ». On peut ainsi anéantir un procès-verbal sans recourir à l'inscription de faux, en l'arguant de nullité de forme, nullité qui devient ainsi préjudicielle.

SECTION II

LÉGISLATION SPÉCIALE AVANT LA RÉVOLUTION

Jusqu'ici, la procédure employée pour les matières fiscales ne différait en rien du droit commun, que nous venons d'étudier. Avec elle, ceux qui désirent s'inscrire en faux le font lorsqu'ils se sont suffisamment assurés le concours de témoins toujours à vendre. L'amende réduite ne saurait plus les effrayer. Les résultats ne se sont pas fait attendre, et c'est sur la demande des Fermiers découragés que furent rendues trois Déclarations qui ont complètement séparé désormais la législation fiscale de celle du droit commun, et que nous allons étudier en détail.

La première est celle du 14 janvier 1693, rendue pour

la province de Normandie (1), enregistrée à la Cour des Aydes de Rouen le 28 du même mois. Celle du 6 janvier 1699 fut rendue sur la requête des Fermiers des Aydes de la Généralité d'Amiens. Enfin, celle du 14 avril de la même année, donnée pour tout le ressort de la Cour des Aydes de Paris. Cette dernière diffère un peu des deux précédentes : nous en signalerons les divergences.

L'exposé des motifs de la Déclaration de 1693 est assez intéressant, on y trouve la cause des abus reprochés à

(1) On trouve assez facilement le texte des Déclarations de 1699, dans Bornier, etc... Il n'en est pas de même de celle de 1693. Nous croyons donc devoir la reproduire d'après le *Recueil des Ordonnances, Edits, Déclarations et Arrêts de Sa Majesté sur le fait des Aydes de Normandie*. (Rouen, Besongne, 1733, 3^e édition, p. 899-202).

DÉCLARATION du Roy qui prescrit la manière et le temps pour l'inscription de faux contre les procès-verbaux des Commis, du 14 janvier 1693.

Louis, par la grâce de Dieu, Roy de France et de Navarre : A tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut.

Les fermiers de nos aides de la province de Normandie nous ont depuis quelques années rendu plusieurs plaintes des fraudes qui s'y commettent journellement dans le débit des boissons, au préjudice de nos droits, et de l'impunité que trouvent les fraudeurs dans l'abus qu'ils font de la faculté qui leur est donnée par nos Ordonnances de s'inscrire en faux contre les procès-verbaux des Commis aux exercices desdites Aides ; ce qui procède premièrement de ce que nos Officiers des Elections ont la facilité de les recevoir à s'inscrire en faux, lorsque les procès de fraude sont en état d'être jugés, leur donnant par ce moyen des délais dont ils ne se servent le plus souvent que pour éloigner leur condamnation et pratiquer des témoins qu'ils trouvent aisément pour soutenir les faibles moyens qu'ils inventent et qu'ils font admettre comme il leur plaît par les Elus, contre la vérité desdits procès-verbaux ; ce qui jette nos fermiers dans des procédures d'une discussion si longue et si difficile qu'ils sont la plupart du temps contraints de les abandonner ou de

l'inscription de faux. D'abord, les fraudeurs ont la faculté de s'inscrire en faux en tout état de cause : ils en profitent pour le faire au moment où les procès vont être jugés. Ils y gagnent ainsi de longs délais qui leur permettent de trouver des témoins de complaisance. Puis, la modicité de l'amende réduite de moitié, c'est-à-dire à 50 livres pour la Cour des Aydes et seulement 30 livres pour les Elections. De là viennent les deux grandes réformes qui entraînent toutes les autres : un certain délai pour s'inscrire et le relèvement du taux de l'amende à consigner.

succomber après avoir fait inutilement beaucoup de frais ; et en second lieu de la modicité de l'amende que les accusés sont tenus de consigner pour être reçus en leurs inscriptions, que nous avons modérée par notre Ordonnance du mois de juillet 1681 à cinquante livres pour la Cour des Aydes et trente livres seulement pour les Elections, quoi qu'avant ce temps, elle eût été réglée à 60 livres pour les Elections et à 100 livres pour les Cours des Aydes ; lequel abus il serait facile de réprimer si, par une précaution, utile à nos intérêts et nécessaire contre la malice desdits fraudeurs, Nous avions agréable de prescrire une forme certaine et semblable au fait dont il s'agit, soit en réglant le temps fatal de l'inscription et la matière sommaire dont elle peut être instruite, soit en obligeant les accusés à consigner de plus grandes sommes que celles portées par ladite ordonnance. A ces causes, et de notre certaine science, pleine puissance et autorité royale, nous avons par ces présentes signées de notre nom, dit, déclaré et ordonné, disons, déclarons, ordonnons, voulons et nous plaît :

Article premier. — Que les contestations qui surviendront en notre province de Normandie au sujet des procès-verbaux des Commis aux exercices de nos Aides, pour fraudes prétendues commises dans le débit, et aux entrées des vins et autres boissons au préjudice de nos droits par quelques personnes que ce soit, soient jugées par les Officiers de nos Elections en première instance, et par appel en notre Cour des Aydes de Rouen, et les procès instruits en la manière qui suit :

Les deux premiers articles ordonnent, l'un, que les juges ordinaires pour les fraudes fiscales seront les officiers des Elections et, en appel, la Cour des Aydes de Rouen, l'autre, que les délais d'assignation seront de trois jours pour les particuliers demeurant dans les villes où il y a siège d'Election, et de huit pour ceux

Art. II. — Les assignations pour répondre sur lesdits procès-verbaux seront données par lesdits commis ou leurs huissiers, dans trois jours pour les particuliers dans les villes où il y a siège d'élection, et à la huitaine pour ceux qui demeurent dans la campagne.

Art. III. — Ceux qui voudront s'inscrire en faux contre lesdits procès-verbaux seront tenus, dans le jour de l'échéance, desdites assignations, de le déclarer à l'audience ou par écrit : faute de quoi, ledit temps passé, ils n'y seront plus reçus.

Art. IV. — Nul ne sera aussi reçu à l'inscription de faux qu'en consignnant préalablement en deniers, es-mains des Receveurs des Amendes ou des Fermiers de nos domaines, l'amende de soixante livres pour les Elections et de cent livres en cas d'appel en notre dite Cour des Aydes.

Art. V. — Aussitôt que les inscriptions de faux auront été reçues et le même jour, les inscrivant seront pareillement tenus de passer et signer leurs inscriptions et de déclarer par le même acte, les noms, surnoms, qualités et demeures des témoins dont ils entendront se servir, lequel acte sera signifié à nosdits Fermiers.

Art. VI. — En cas d'inscription reçue dans la forme ci-dessus prescrite, les moyens en seront fournis par lesdits inscrivants et mis au greffe dans les 24 heures de leurs inscriptions : faute de quoi faire dans ledit temps, lesdits moyens ne pourront être admis.

Art. VII. — Défendons à nosdits Elus d'accorder aux accusés de fraude d'autres ni plus grands délais que ceux ci-dessus exprimés, à peine de répondre en leur nom des dommages et intérêts de nos Fermiers. Voulons au surplus que nos ordonnances, arrêts et règlements sur le fait de nos Aydes concernant lesdites fraudes et inscriptions de faux soient exécutés.

Si donnons en mandement, etc...

Donné à Versailles, le quatorzième jour de janvier, etc...

qui demeurent à la campagne. Ce délai d'assignation a, comme nous le verrons, la plus grande importance : c'est, en effet, au jour de l'échéance que la déclaration d'inscription doit être faite.

En matière de traites, les délais étaient beaucoup plus courts : ils sont restés ceux qu'avaient fixés l'ordonnance de 1687, titre XI, art. 7, c'est-à-dire un jour si la saisie est faite dans le lieu où réside un juge ; deux jours si la distance jusqu'au lieu de résidence du juge est moindre de dix lieues ; enfin, si le juge était plus éloigné, le délai s'augmentait d'un jour par dix lieues. L'ordonnance de 1688, qui fixait à trois jours les plus courtes assignations, n'avait pas son application en matière de traites (1). Ainsi le jugèrent, plus tard, les arrêts du Conseil du 22 octobre 1771 et de la Cour des Aydes de Paris, du 23 août 1777.

De même, on ne pouvait invoquer les dispositions contraires de l'Ordonnance civile de 1667, complètement étrangère aux traites et qui ne trouvait son application que dans les cas non prévus par l'Ordonnance de 1687. C'est ainsi que la règle établie par l'Ordonnance civile que le jour de l'exploit et celui de l'assignation ne sont pas compris dans les délais, fut mise en vigueur pour les matières fiscales, même avant d'avoir été édictée par l'Ordonnance de 1687, spéciale à ces matières.

(1) MAGNIEN, *op. cit.*, p. 180.

En vertu de cette règle, le jour de l'échéance des assignations était donc le neuvième pour celles données à huitaine, et le quatrième pour celles données à trois jours (1). Mais, la jurisprudence des Cours des Aydes n'étant pas uniforme sur ce point, elle dut être fixée par une déclaration plus explicite en 1736 (2).

Mais revenons à celle de 1693. L'article 3 est ainsi conçu :

« Ceux qui voudront s'inscrire en faux contre les-
« dits procès-verbaux seront tenus, dans le jour de
« l'échéance desdites assignations, de le déclarer à
« l'audience ou par écrit, faute de quoi, ledit temps
« passé, ils n'y seront plus reçus. »

La même disposition est édictée par l'article 1^{er} des déclarations de janvier et d'avril 1699 et de celle de 1732. Ce délai est surtout remarquable par sa brièveté. Nous avons vu, dans les considérants, à quels abus cela répondait. Notons qu'il diffère selon les Déclarations : les deux premières, celles de 1693 et de janvier 1699,

(1) LEFEBVRE DE LA BELLANDE, II, p. 245, note.

(2) «... Cependant, Nous avons été informé que l'article I^{er} de ladite déclaration (1732)... a été différemment interprété par nos Cours des Aydes... Cette diversité de jurisprudence nous oblige à expliquer plus clairement nos volontés à ce sujet. A ces causes... nous avons dit que, conformément à l'art. 1^{er} de notre Déclaration du 25 mars 1732, ceux qui voudront s'inscrire en faux contre les procès-verbaux des commis et employés de nos fermes, soient tenus de le déclarer au plus tard dans le jour de l'échéance des assignations qui leur seront données, sçavoir : le quatrième jour, y compris le jour de l'exploit, dans les assignations données à huitaine... » (Déclaration du Roy du 8 septembre 1736).

exigent que la déclaration d'inscription soit faite « dans le jour de l'échéance des assignations » ; au contraire, celle du 14 avril 1699 l'exige « dans les trois jours après l'échéance ». C'est encore dans les considérants que nous trouvons la raison de cette divergence. Les abus combattus par les premières Déclarations ont disparu, et, comme une trop grande rigueur n'a plus sa raison d'être, on augmente les délais, c'est-à-dire les facilités (1). Hâtons-nous de remarquer que ces facilités furent probablement le signal de nouveaux abus, car, bien que les nouveaux délais fussent encore très courts, la Déclaration du 18 décembre 1714 dut fixer de nouveau l'inscription à l'audience d'assignation, au plus tard, et ce délai fut maintenu par l'article 1^{er} de la Déclaration de 1732.

La déclaration d'inscription de faux doit être faite à l'audience ou par écrit, au greffe de l'Election. Elle doit porter la signature de l'inscrivant ou celle de son fondé de pouvoirs. La déclaration ainsi faite tient lieu de la requête exigée par l'article 6 du titre IX de l'Ordonnance de 1670, ordonnance à laquelle nous serons forcés de faire de larges emprunts, en vertu de ce prin-

(1)... Mais, ayant été informé qu'il y a peu d'inscriptions de faux, formées par les fraudeurs... et que, jusqu'à présent, il ne s'en est fait aucun mauvais usage, désirant d'ailleurs procurer à nos sujets les moyens d'obtenir justice par les voies que Nos Ordonnances et celles des Rois nos prédécesseurs ont autorisées; en renfermant néanmoins les procédures qui se font pour les inscriptions de faux, dans des délais plus courts que ceux qui sont permis dans les affaires qui ne concernent pas la perception de nos droits... A ces causes... »

cipe que les dispositions des lois générales deviennent applicables aux matières fiscales dans le silence de la législation spéciale.

C'est ainsi que la déclaration d'inscription doit, comme la requête, si elle n'est pas faite par le demandeur lui-même, être déposée par un procureur fondé de pouvoir spécial (1). Les articles 3 et 11 de l'Ordonnance de juillet 1737 sur le faux incident, autorisèrent, il est vrai, l'emploi d'une procuration générale ; mais cette Ordonnance reste étrangère au droit fiscal et une inscription de faux faite par un procureur nanti seulement d'une procuration générale, fut annulée par arrêt de la Cour des Aydes de Paris du 4 août 1791 (2).

Cette procuration doit être passée devant notaire (3), parafée par le juge (4) et attachée à la requête (5). Copie doit en être remise au fermier à peine de nullité. (Arrêts de la Cour des Aydes de Paris des 26 janvier 1742 et 22 février 1747.)

« Faute de quoi, ils n'y seront plus reçus », ainsi continue l'article que nous étudions. Cette disposition est la première de l'espèce, elle indique l'absolue rigueur de la procédure nouvelle, et l'importance en est telle qu'on y insiste à chacun des actes et presque

(1) MAGNIEN, *op. cit.*, IV, p. 196.

(2) LEFEBVRE DE LA BELLANDE, *op. cit.*, II, p. 246 et 247, note.

(3) Art. 57.

(4) Art. 58.

(5) Art. 6 du titre IX de l'ordonnance de 1670 et art. 3 du faux incident de l'ordonnance de 1737.

à chaque article, et qu'elle s'est perpétuée jusqu'à la législation actuelle.

L'article 4 de la déclaration de 1693 fixe ensuite le taux de l'amende (1), taux pour lequel on remarque les mêmes variations que nous avons déjà observées pour les délais. Il s'abaissa, puis reprit sa valeur primitive selon que les abus augmentaient ou diminuaient. Comme nous l'avons vu précédemment, l'Ordonnance de 1670 sur les matières criminelles l'avait fixé à 60 livres dans les juridictions inférieures ou de première instance (sièges des traites, maîtrises des ports et intendances en matière civile), et à 100 livres devant la juridiction supérieure (Cours des aides, commission du conseil, ou intendance en matière criminelle) (2). Les ordonnances de 1680 (3) et 1681 (4) l'abaissèrent à 50 livres pour les cours et à 30 livres pour les Elections. Il fut ramené au taux primitif par la Déclaration de 1693, nous en avons vu les raisons dans ses préliminaires, et ce taux fut, depuis, toujours maintenu.

Notons en passant que les consignations étaient en réalité beaucoup plus élevées ; par exemple, celle de 60 livres s'élevait en fait à 84 livres, 10 sous et 6 deniers, que Magnien décompose ainsi :

Amende	60 livres
Droits de 8 sous par l. .	24 livres

(1) Art. 2 des déclarations des 6 janvier et 14 avril 1699.

(2) Ordonnance de 1670, titre IX. art. 5.

(3) Titre V, art. 9.

(4) Art. 49 du titre commun.

Droits de quittance....	6 sous, 8 deniers et 2 sous, 4 deniers
Timbre.....	1 sou, 2 deniers.
Total.....	84 livres, 10 sous, 6 deniers.

De même l'amende de 100 livres exigeait une consignation de 140 livres, 10 sous et 8 deniers (1).

Cette somme doit être versée entre les mains du receveur desdites amendes (2). La consignation faite entre les mains du greffier des Elections a été déclarée nulle, par les arrêts du Conseil des 25 octobre, 1720, 14 février 1721, 4 avril, 26 septembre, 14 octobre et 9 décembre 1722 (3).

Lorsqu'un individu s'inscrit en faux contre plusieurs procès-verbaux, il doit consigner une amende pour chaque procès-verbal attaqué. (Arrêts du Conseil du 1^{er} mai 1676, et de la Cour des Aydes de Rouen du 29 mai 1742) (4).

De même, si plusieurs prévenus attaquent un même procès-verbal, chacun d'eux doit consigner l'amende. L'article 4 du titre du faux incident de l'ordonnance de 1737, permettait, en matière de droit commun, de ne consigner dans ce cas, qu'une amende. Mais, des dispositions particulières existant pour les traites, celles du droit commun ne sont pas applicables. Magnien (5) fait remarquer en effet ceci : que, pour toutes les autres formalités de l'inscription de faux, les Ordonnances por-

(1) MAGNIEN, *op. cit.*, IV, p. 47.

(2) MAGNIEN, *op. cit.*, IV, p. 47.

(3) LEFEBVRE DE LA BELLANDE, *op. cit.*, II, p. 246, note.

(4) LEFEBVRE DE LA BELLANDE, p. 246.

(5) MAGNIEN, *op. cit.*, p. 48.

tent le pluriel : « Ceux qui voudront..., etc. » ; tandis que pour l'amende, elles ont pris le singulier, beaucoup plus exclusif : « Nul ne pourra... » Le même auteur ajoute encore cet argument que le faux peut être admis pour quelques inscrivants et rejeté pour les autres et que, dans ce cas, l'amende ne pourrait à la fois être restituée en entier, ni demeurer acquise au fermier. Il est donc nécessaire qu'elle soit consignée par chaque prévenu. Cette manière de voir fut confirmée par un arrêt du conseil du 9 mars 1773.

Signification est faite au fermier de la copie de la quittance de l'amende. Le juge rend alors une ordonnance pour que la requête des inscrivants soit inscrite au greffe (1).

« Aussitôt que les inscriptions auront été reçues et le même jour, les inscrivants seront pareillement tenus de passer et signer leurs inscriptions et déclarer les noms, surnoms et qualités et demeures des témoins. » Ainsi s'exprime l'article 5 de la déclaration de 1693 et les articles 3 de celles de janvier 1699 et mars 1732. Ces actes se terminent ici par un article qui affirme de nouveau l'absolue rigueur de toute la procédure, surtout en matière de délais (2).

Mais, la déclaration d'avril 1699 présente au contraire quelques divergences. Elle accorde d'abord après

(1) Ordonnance de 1670, titre IX, art. 7.

(2) Déclaration de 1693, art. 7 ; déclaration du 6 janvier 1699, art. 5 ; du 18 décembre 1714, art. 10 ; du 25 mars 1732, art. 10.

l'inscription de faux, un délai de 3 jours pour faire au greffe le dépôt des moyens, dépôt qui, jusqu'ici, devait être fait dans les 24 heures. Nous connaissons déjà les raisons de cet adoucissement des règles précédentes.

Puis, elle renvoie après le jugement sur l'admissibilité des moyens, l'énonciation des noms et demeures des témoins (1). Ces deux modifications ne furent pas maintenues dans les déclarations suivantes qui revinrent à la règle primitive.

Enfin, la déclaration d'avril 1699, dans son dernier article, interdit absolument d'accorder des délais plus longs ou de changer quoique ce soit à la procédure. Mais, cette défense est faite à peine de nullité, sanction qui ne se trouve pas dans les déclarations de 1693 et de janvier 1699. Celles-ci décidaient seulement que, dans ce cas, les juges auraient à répondre des dommages-intérêts vis-à-vis des fermiers, disposition qui se trouve répétée dans la déclaration de 1713. En fait, comme ces dispositions ns sont pas incompatibles, elles doivent être appliquées simultanément (2).

Reprenons la procédure où nous l'avons laissée. L'acte d'inscription ainsi terminé, est signifié dans le jour de sa date au fermier. Les moyens de faux doivent être déposés dans les 24 heures par les inscrivants.

Avant d'examiner si les moyens sont admissibles, les

(1) Déclar. d'avril 1699, art. 5.

(2) LEFEBVRE DE LA BELLANDE, *op. cit.*, II, p. 249, note.

juges doivent étudier soigneusement si toutes les formalités prescrites ont été exactement accomplies, et dans les délais.

La sentence admet ou rejette les moyens. Si elle les admet, les inscrivants en font la signification au fermier qui peut faire appel. Cet appel est suspensif (1). Il en est de même de l'appel de la sentence déclarant les moyens de faux non recevables (2). Pour laisser aux fermiers le temps de décider s'ils doivent ou non en appeler, les juges des Fermes ou les Cours des Aides ne peuvent commencer l'audition des témoins avant le jour qui suit celui de la signification au fermier de la sentence admettant les moyens (3).

La procédure, à partir de ce moment, suit les règles du droit commun (4), et emprunte les dispositions de l'ordonnance de 1670 (5).

Une enquête est ouverte. « Les commis interrogés doivent, de concert, se ressouvenir des circonstances du procès-verbal, dire la même chose, ne pas se couper ni varier. »

Nous avons vu plus haut les trois conditions exigées, d'après Bornier, pour qu'il y ait lieu à l'ouverture d'un procès criminel. Si ces trois conditions se trouvent

(1) Arr. de la Cour des Aydes de Rouen du 17 mai 1686, et déclaration du 7 octobre 1721.

(2) Ordonnance de juillet 1681, titre commun, art. 43.

(3) Déclaration du 25 mars 1732, art. 2.

(4) Art. I^{er} du titre IX de l'ordonnance de 1670.

(5) Ordonnance 1670, titre III.

réunies, le juge décerne contre eux soit un simple décret d'ajournement, soit un décret de prise de corps. A partir de ce moment, les commis se trouvent en fort mauvaise posture. Les manuels de l'époque sont remplis de recommandations dans le genre de celle-ci : « Les commis prendront garde sur toutes choses d'y « tomber, les suites en étant fâcheuses et funestes, par « la perte de l'employ, de l'honneur et de la réputation, « outre que les fermiers abandonnent ordinairement « leurs commis, quoyque leur innocence fût pleinement « justifiée (1). » Ou encore : « Comme il arrive tous les « jours que les commis les plus sages et les plus expé- « rimentés sont exposés aux chicanes et détours de cer- « tains fraudeurs qui s'inscrivent en faux contre les « procès-verbaux les plus sincères et les mieux revêtus « de leurs formalités (2)... »

Ils ont à répondre à de nombreux témoins. Un des moyens les plus recommandés, pour échapper à une condamnation, consiste à faire ressortir les contradictions ou les variations dans les dépositions. Ils peuvent, enfin, *reprocher* les témoins. Les principaux reproches consistent à justifier qu'on est en procès avec le témoin, qu'il est lui-même sous le coup d'un décret d'ajournement ou de prise de corps, qu'il est valet ou domestique, qu'il est impubère, qu'il a été acheté ou corrompu

(1) Pierre ASSE, *op. cit.*, p. 361.

(2) Pierre BRUNET, *op. cit.*, p. 254.

à prix d'argent par la partie civile. Mais, il faut faire la preuve de ces allégations, par exemple, en justifiant de la remise d'une dette.

Notons ici un très intéressant arrêt du Conseil interdisant aux juges, à peine de nullité des procédures, et cassation des jugements, d'admettre les buveurs comme témoins (1).

Nous avons vu à propos de l'Ordonnance de 1670 que la peine de mort était prononcée contre le commis convaincu de faux, et cela « sans égard à la modicité des « sommes, ni au plus ou moins de dommage qu'auraient « pu occasionner lesdites fabrications, altérations ou « changements » (2). L'amende consignée est alors restituée au demandeur.

Si c'est, au contraire, ce dernier qui succombe, ou se désiste, il est condamné à une amende de 120 livres dans les élections, et de 300 livres en cas d'appel devant les Cours des Aides (3), amende qui ne peut être modérée sous quelque prétexte que ce soit (4). Mais, on fait déduction des sommes primitivement consignées (5).

Quant aux cas où l'amende consignée peut être restituée, ils sont prévus par la déclaration du 31 mars 1671

(1) « Fait Sa Majesté défense aux officiers des Elections et à ladite « Cour des Aydes d'admettre des buveurs pour témoins sur inscriptions de faux, à peine de nullité etc... » (Arr. du Conseil du 7 novembre 1713.)

(2) LEFEBVRE DE LA BELLANDE, *op. cit.*, II, p. 189.

(3) Art. XVII du titre IX de l'ordonnance de 1670, et arr. du Conseil du 13 août 1691.

(4) LEFEBVRE DE LA BELLANDE, *op. cit.*, II, p. 249.

(5) Art. XVII du titre IX de l'ordonnance de 1670.

que vint corroborer l'art 51 du titre du faux incident de l'ordonnance de 1737. Si le procès-verbal a été déclaré faux en tout ou en partie, ou si l'inscription n'a pas été admise, la somme versée est rendue à l'inscrivant. De même encore, si le fermier se voyant engagé dans une procédure dont l'issue contre lui n'est pas douteuse, consent à ce que le procès-verbal soit rejeté, c'est-à-dire abandonne toute poursuite. Mais ce désistement met les commis en danger de voir le faux poursuivi extraordinairement par le Procureur du roi.

Hors de là, les juges ne peuvent en ordonner la restitution « à peine d'en répondre en leur propre et privé nom, de six mois d'interdiction, de 500 livres d'amende » (1).

Pour terminer, abordons enfin l'intéressante question des épices. Leur taux est fixé par un règlement annexé à la déclaration du 17 février 1688 (2).

Pour l'ordonnance portant permission de s'inscrire en faux :.....	Néant.
Pour la sentence qui déclare les moyens de faux pertinents et admissibles et permet d'en informer, ou qui les rejette, 40 sous.. ci... 2 livres.	
Pour la prestation du serment de chaque expert.....	7 sous, 6 deniers.
Pour l'affirmation du rapporteur.....	7 sous, 6 deniers.

Nous n'avons pas, jusqu'ici, traité des procès-verbaux

(1) Arrêt du Conseil du 14 juin 1723.

(2) LEFEBVRE DE LA BELLANDE, *op. cit.*, II, p. 278.

de rébellion, injures, voies de fait, etc... Dans la législation contemporaine, ils occupent une place spéciale, en raison de la foi limitée accordée à leurs mentions, suivant les circonstances. Il en était de même dans l'ancien droit.

La rébellion doit être constatée par procès-verbal (1). Elle peut être poursuivie, au choix du fermier, ou civilement (2), et alors, le procès-verbal fait foi jusqu'à inscription de faux (3) ; ou extraordinairement (4) et alors il n'a plus que la valeur d'une simple plainte (5).

Tel est l'ensemble de la nouvelle procédure qu'inaugura la Déclaration de 1693. A part les modifications introduites en avril 1699, et que nous avons étudiées en même temps, cette procédure ne subit plus aucun changement notable et sortira même indemne de la terrible période de la Révolution. Les actes législatifs qui surviendront jusque-là n'auront plus désormais d'autre objet que de fixer un point de jurisprudence diversement interprété, ou, comme c'est le cas pour la Déclaration de 1732, de rassembler pour en présenter un nouvel ensemble, un certain nombre de ces points discutés et tranchés.

Nous avons fait allusion déjà à la déclaration de 1714.

(1) Art. ix du titre XI de l'Ordonnance de 1687.

(2) Art. xix du titre XXV de l'Ordonnance de 1670.

(3) Bail de Forceville, du 16 septembre 1738, art. 567.

(4) Art. viii du titre XII de l'Ordonnance de 1687.

(5) Déclaration du 6 décembre 1707.

Elle ordonna que l'inscription de faux devait être faite au plus tard dans le jour de l'échéance des assignations. Ce temps avait été augmenté de 3 jours par la déclaration d'avril 1699.

Un autre acte du même genre, en date du 27 mars 1708, avait répété le principe de la foi due aux procès-verbaux jusqu'à inscription de faux.

Enfin, l'observation stricte de l'ordonnance précitée de 1714 fut rappelée à différentes reprises par des arrêts de la Cour des Aides du 19 juin 1717, et du Conseil, les 9 décembre 1721, 2 janvier 1722, etc... Ces arrêts ne présentent d'ailleurs pas d'autre intérêt.

Vient alors la Déclaration du 25 mars 1732, que nous avons étudiée plus haut, avec celle de 1693. Elle ne contient aucune disposition nouvelle. C'est à tort, en effet qu'on lui a attribué le retour au taux de 1670, en ce qui concerne l'amende à consigner. Ce taux, comme nous l'avons vu, fut abaissé un moment à 60 et à 30 livres, par les ordonnances de 1680 et 1681, mais ce fut la Déclaration de 1693 qui l'éleva de nouveau à 100 et à 60 livres.

La déclaration de 1732, si elle ne contient aucune nouveauté, a cependant une certaine importance, car elle est, dans la matière qui nous occupe, le dernier acte important avant la Révolution.

Nous avons déjà parlé de la déclaration de 1736, réglant le délai pour l'inscription. Nous avons fait à l'ordonnance de 1737 sur le faux en matière de droit

commun, les emprunts que nécessitaient les lacunes des lois spéciales.

Le bail de Forceville, du 16 septembre 1738, n'offre aucun intérêt particulier. Il contient la répétition de toutes les règles étudiées précédemment.

SECTION III

LES LOIS DE LA PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE

Nous arrivons à la Révolution. Dans la matière qui fait l'objet de cette étude, presque partout les dispositions établies par le régime qui tombe seront conservées. Les seules innovations importantes découlent surtout des changements dans l'organisation judiciaire. Mais la procédure proprement dite ne varie pas.

D'autre part, ces lois sont, pour la plus grande partie, encore en vigueur et font l'objet de la suite de notre travail. Nous nous bornerons donc ici à une simple énumération en faisant ressortir seulement les quelques changements apportés par des lois connexes et en dégageant le principe toujours maintenu de la foi due aux procès-verbaux jusqu'à inscription de faux.

La loi du 30 octobre et 5 novembre 1790 fait l'unité douanière de la France. Un tarif général fut voté dans les séances des 31 janvier, 1^{er} février, 1^{er} et 2 mars

1791, approuvé par le roi le 15 mars, mais il n'entra en vigueur que le 15 avril de la même année.

La loi des 6-11 septembre 1790 modifie profondément toute l'organisation judiciaire. Tous les anciens offices et tribunaux sont supprimés, entre autres : les tribunaux des Elections, les greniers à sels, les juridictions des traites, les Cours des Aides, etc... (art. 8 et 10) (1).

« Les actions civiles relatives à la perception des impôts indirects seront jugées en premier et dernier ressort, sur simples mémoires et sans frais, par les juges de district. » (art. 2, titre XIV).

C'est également à cette loi de 1790 qu'il faut faire remonter l'attribution aux tribunaux civils de la connaissance des infractions aux règlements des Douanes. En effet, la Constituante, par la loi des 23-27 septembre 1789, avait supprimé les règlements qui édictaient des peines afflictives contre les contrebandiers et ne laissait subsister que des peines pécuniaires (sauf le cas de voies de faits envers les agents des fermiers) et la loi de 1790 ordonna, de plus, que l'application de ces peines pécuniaires serait poursuivie civilement.

Le Code des douanes des 6-22 août 1791, titre X,

(1) Cependant, jusqu'à ce que les nouveaux juges pussent fonctionner, « les questions contentieuses relatives aux impôts indirects, dont connaissaient les Officiers d'Elections, les juridictions des traites, les Cours des Aides, etc... doivent continuer à être portées devant ces Officiers. » (Instruction adressée aux Directeurs des départements sur le contentieux des Indirectes, le 31 octobre 1790.)

article 25, maintient le principe de la foi due aux procès-verbaux et celui de la poursuite au civil seulement, poursuite qui reste dans les attributions des tribunaux de district (1).

Le décret du 4 germinal an II répète les mêmes principes : toutefois, c'est désormais le juge de paix qui statue sur les affaires engagées par voie de saisie, au lieu du tribunal de district, qui devient tribunal d'appel (2).

Un arrêté du Directoire exécutif du 27 thermidor an IV, nous donne une des raisons du maintien, dans les lois de la Révolution, du principe de la foi due aux procès-verbaux :

« C'est la nécessité de donner aux affaires de l'espèce
« toute la célérité qu'elles exigent, celle de saisir
« promptement le juge et de ne pas entraîner pour les
« préposés des déplacements journaliers qui laisse-
« raient les postes à découvert et seraient même
« impossibles à raison de l'éloignement du tribunal
« d'arrondissement. »

La loi du 10 brumaire an V, la première, porte devant les tribunaux correctionnels certaines importations de marchandises anglaises, délit qu'elle punit d'un emprisonnement de cinq jours à trois mois, ce qui donne désormais à la répression un caractère nettement pénal (3).

(1) Loi des 6-22 août 1791, titre XI, art. 1 et 3.

(2) Décret du 4 germinal an II, art. 12 et 13.

(3) Loi du 10 brumaire an V, art. 15 et 17.

Nouvelle affirmation du principe de la foi due, dans la loi du 9 floréal an VII, et réglementation des formalités de l'inscription de faux (1). Enfin, la loi du 9 pluviôse an IX termine la législation douanière. Notons seulement que l'inscription de faux instruite d'après les dispositions de cette loi, entraînait l'arrestation préventive des préposés. Mais une circulaire du 14 septembre 1803 se plaint que cette procédure soit devenue « l'arme banale des contrebandiers ». Les arrêtés des 17 août et 21 septembre 1803 mirent fin à ces abus en subordonnant la mise en jugement des agents à l'autorisation du Directeur général, après instruction confiée au Procureur général.

Le même principe de la foi due est affirmé, pour les Contributions Indirectes, par l'article 84 de la loi du 5 ventôse an XII, et répété dans le décret du 1^{er} germinal an XIII. Ce décret présente un intérêt particulier pour notre étude : c'est, en effet, dans les articles 45 et suivants que sont réglées les formalités de l'inscription de faux. Cette procédure étant identique à celle prévue pour les Douanes par les articles 12 et suivants du titre IV de la loi du 9 floréal an VII, nous ne les séparerons plus dans le cours de ce travail.

Les octrois sont régis par la loi du 27 frimaire an VIII. L'article 8 énonce aussi le principe de la foi due jusqu'à inscription de faux. Mais la procédure étant celle du droit commun n'entre pas dans notre cadre.

(1) Loi du 9 floréal an VII, titre IV, art. 11, 12 et suivants.

Enfin, l'article 176 du Code forestier, l'article 53 de la loi du 15 avril 1829, pour la pêche fluviale, et l'article 20 du décret du 9 janvier 1852, pour la pêche maritime, répètent pour chacune de ces matières le principe de la foi due jusqu'à inscription de faux (1).

(1) A notre avis, ces trois dernières matières n'ont pas un caractère fiscal proprement dit, mais plutôt celui d'exploitation domaniale. Cependant, comme leurs pénalités paraissent parfois être assimilées par certains tribunaux aux pénalités fiscales, nous signalerons au passage les quelques divergences qu'elles pourraient présenter avec la législation des Contributions indirectes ou des Douanes.

Remarquons de suite que, en ce qui concerne ces administrations, la foi jusqu'à inscription de faux n'est accordée qu'aux procès-verbaux dressés par deux saisissants au moins. Au contraire, la même foi est accordée en matière de forêts au procès-verbal dressé par un seul garde, pourvu que la condamnation ne dépasse pas 100 fr. tant pour l'amende que pour les dommages-intérêts (art. 177 de la loi du 21 mai 1827). Il en est de même en matière de pêche fluviale quand la condamnation ne dépasse pas 50 fr. (art. 54 de la loi du 15 avril 1829).

CHAPITRE II

CARACTÈRES DE L'INSCRIPTION DE FAUX

L'inscription de faux peut, en droit commun, donner lieu à deux actions : une action civile appelée faux incident civil, et une action criminelle appelée faux principal.

Notons en passant que ces deux expressions ne sont pas exactes. L'action civile peut parfaitement être principale : de même, le faux criminel n'est pas forcément principal et peut être intenté au cours d'une instance civile.

En manière fiscale, le prévenu poursuivi sur la foi d'un procès-verbal qu'il prétend faux, n'a pas le choix entre ces deux actions. La loi lui trace une procédure spéciale qui se rapproche alternativement de l'une puis de l'autre, mais qui présente avec elles de notables différences.

La procédure fiscale se rapproche du faux civil en ce qu'elle tend également à attaquer l'acte et non l'auteur :

mais elle s'en distingue par une plus grande simplification de formes. Ainsi, la procédure civile commence par une sommation du demandeur à son adversaire, par acte d'avoué à avoué, de déclarer s'il veut ou non se servir de la pièce. Evidemment, dans une instance uniquement basée sur le procès-verbal en litige, cette formalité n'aurait plus sa raison d'être.

De même, le délai pour la production des moyens de faux, qui est de huit jours dans la procédure de droit commun, n'est plus que de trois jours en matière fiscale.

Quant aux différences avec la procédure criminelle, un arrêt de la Cour de cassation du 19 février 1825 (1) les a fait nettement ressortir. « Ces deux actions diffèrent essentiellement dans leur objet et dans leur forme ; l'objet de la première est de venir au secours des prévenus de contravention qui prétendent avoir de justes motifs d'attaquer les faits constatés par des procès-verbaux rédigés contre eux, en leur permettant de s'inscrire en faux dans les délais et dans les formes prescrites ; cette action, toute spéciale pour la matière, est soumise à des formalités de rigueur dont l'inobservation comporte la déchéance de l'inscription de faux : elle n'intéresse que l'inscrivant et l'Administration. Au contraire, la poursuite en faux principal est soumise à des formalités différentes : elle intéresse directement l'ordre public, elle doit être faite

(1) Cass. 19 février 1825. D. 25. 1. 295.

« par le ministère public, soit d'office, soit sur une
« plainte ou dénonciation : elle a pour objet, non seule-
« ment d'attaquer la pièce arguée de faux et d'en
« prouver la fausseté, mais encore de rechercher et de
« faire punir les auteurs des faux. La loi n'a posé
« aucune limite à cette action, excepté seulement le cas
« de la prescription du crime, et le ministère public est
« recevable à l'intenter lui-même, dans le cas où les
« pièces arguées ont servi de fondement à des actes
« judiciaires ou civils. »

D'où cette conséquence que le prévenu n'est pas dispensé de l'inscription régulière en faux par la poursuite en faux criminel intentée soit sur sa plainte, soit sur l'initiative du ministère public. Les effets de cette dernière procédure n'interviennent en effet qu'entre la justice et l'auteur du faux mais n'empêcheraient en rien le procès-verbal de produire tout son effet vis-à-vis du tiers prévenu.

Le sursis même lui est refusé (1) et une condamnation intervenue contre lui conserverait force de chose jugée même au cas où le prévenu de faux serait ensuite reconnu coupable et condamné.

Il serait cependant exagéré de dire que la procédure de faux au criminel, engagée par un prévenu en dehors de la procédure spéciale, ne lui apporterait aucun avantage. Il peut en effet se produire que, soit sur sa

(1) Cass. 20 nov. 1807 et 4 juin 1817 ; D. 24. 699. — Douai, 5 janvier 1827.

plainte, soit sur l'initiative du ministère public, des poursuites aient été exercées *antérieurement* et aient abouti à un jugement définitif sur la culpabilité des auteurs du faux.

La chose jugée s'impose alors soit en sa faveur, soit contre lui ; en sa faveur, si une condamnation pour faux a été prononcée ; contre lui, si au contraire la validité du procès-verbal a été reconnue.

Un autre cas peut encore se présenter, c'est celui où la poursuite en faux au criminel a abouti à une simple ordonnance de non-lieu. Ou cette ordonnance statuera en même temps sur la validité du procès-verbal, et elle aura alors force de chose jugée ; ou elle se bornera à déclarer les prévenus de faux relaxés pour simple insuffisance de charges, et ne se prononcera pas sur la validité de l'acte incriminé.

La jurisprudence admet alors le plaignant à faire au civil la preuve du faux. Le jugement qui interviendra aura, comme un jugement au criminel, force de chose jugée en ce qui concerne l'issue future de l'instance basée sur le procès-verbal.

La question se pose maintenant de savoir si, un procès-verbal ayant été reconnu faux, ce jugement peut profiter à un prévenu qui s'est abstenu de toute attaque contre ce procès-verbal, non seulement dans la forme spéciale indiquée par la législation fiscale, mais sous quelqu'une des formes du droit commun. Dans la pratique, cette hypothèse se réalisera ainsi : un procès-

verbal rédigé contre plusieurs n'est attaqué que par un seul ou quelques-uns des prévenus. Le tribunal qui a admis la pertinence des moyens de faux présentés par ceux-ci doit-il en faire bénéficier les non-inscrits et prononcer le sursis à leur égard ?

De grandes divergences de vues séparent les auteurs sur cette question.

Pour certaines matières, aucun doute n'est possible puisque la solution s'appuie sur des textes formels.

Le Code forestier, art. 181 et le Code de pêche, art. 18, portent :

« Lorsqu'un procès-verbal sera rédigé contre plusieurs prévenus et qu'un ou quelques-uns d'entre eux seulement s'inscriront en faux, le procès-verbal continuera de faire foi à l'égard des autres, à moins que le fait sur lequel portera l'inscription de faux ne soit indivisible et commun aux autres prévenus. »

Mais, ni la loi du 9 floréal an VII pour la Douane, ni, pour les Indirectes, le décret du 1^{er} germinal an XIII, n'ont prévu le cas. Peut-on étendre à ces matières le principe posé par le Code forestier, c'est-à-dire admettre que l'inscription de faux, lorsqu'elle vise des faits indivisibles et communs à tous les prévenus, profite même à ceux qui ont négligé de s'inscrire en faux ?

Mangin (1) ne le pense pas. « Ce principe, dit-il, me paraît une exception à la règle générale qui ne permet

(1) MANGIN, *Traité des procès-verbaux*, p. 109.

« de suspendre les effets des procès-verbaux et d'en
« contredire les énonciations qu'en usant de la voie
« de l'inscription de faux. Cette exception doit donc se
« renfermer dans la matière pour laquelle elle a été
« introduite ; à la vérité, il n'y avait pas plus de rai-
« sons en matière de procès-verbaux constatant des
« délits forestiers ou de pêche, que pour les procès-
« verbaux en matière de Douanes ou de Contributions
« indirectes, et l'on doit la considérer comme un per-
« fectionnement dans la législation : mais, tant que cette
« amélioration ne sera pas étendue à toute la législa-
« tion sur les procès-verbaux, il faudra bien exécuter
« telles qu'elles sont, les lois qui ne l'ont pas reçue. »

Mais, ici, une objection se présente. Mangin continue :

« Si l'on objecte qu'il peut résulter de cette juris-
« prudence l'inconvénient fort grave de condamner un
« prévenu en vertu d'un procès-verbal dont la fausseté
« peut être reconnue, par suite de l'inscription formée
« par un des prévenus sur un fait indivisible et commun
« à tous, je répondrai que cet inconvénient existe pour
« tous les procès-verbaux contre lesquels il n'y a pas
« eu inscription de faux : parce que le ministère public
« peut, qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas inscription de
« faux, que les prévenus aient été condamnés ou absous,
« poursuivre comme coupables de faux les rédacteurs
« d'un procès-verbal et les faire condamner : que quand
« il existe des voies légales pour attaquer un acte,

« c'est à ceux qui ne les ont pas prises à s'imputer leur
« négligence... »

MM. Thibault et Pallain, appuyés sur Faustin-Hélie, sont d'un avis contraire.

D'après eux (1), « toutes les procédures peuvent, dans
« des conditions exceptionnelles et heureusement rares,
« aboutir à la condamnation d'un innocent ; mais, de
« de ce que ce fait peut se produire..., il ne s'ensuit
« pas que le législateur ait pu vouloir organiser une
« procédure qui, dans un cas déterminé, aboutirait,
« au vu et au su des juges, à la condamnation d'un
« innocent.

« Un procès-verbal peut contenir des mensonges ou
« des inexactitudes sans, pour cela, n'être qu'un tissu
« de mensonges ou d'inexactitudes et l'on conçoit, dès
« lors, que ceux qui n'ont pas contesté sa sincérité
« soient condamnés, alors que d'autres ont prouvé sa
« fausseté, l'erreur ou le mensonge pouvant ne porter
« que sur le nom des prévenus ; mais il est inconcevable
« qu'on puisse proposer à des juges de condamner, non
« pas en vertu d'un acte reconnu faux à certains égards,
« mais pour un *fait* reconnu faux. »

On peut répondre qu'évidemment le législateur n'a pu avoir l'intention d'arriver sciemment à la condamnation d'un innocent. Mais, tant dans la procédure fiscale que dans celle du droit commun, très nombreux sont les

(1) PALLAIN, *Les Douanes françaises*, II, p. 641.

cas où la loi a cru devoir, dans un intérêt supérieur et général, subordonner la production d'une preuve, même décisive, à l'observation de telle ou telle formalité ou de tel ou tel délai. Sans sortir de la matière de cet ouvrage, nous verrons plus loin, en examinant la procédure proprement dite de l'inscription de faux, que non seulement l'omission, mais même la plus légère irrégularité dans l'accomplissement de l'une des formalités prescrites entraîne « la déchéance de l'inscription de faux... éteint et anéantit l'action sans qu'il soit jamais possible de la reprendre » (1). Il ne nous paraît donc pas possible, moins encore ici qu'en toute autre matière, de baser une solution exclusivement sur des considérations d'équité, comme l'ont fait Faustin-Hélie et MM. Thibault et Pallain. L'argumentation de Mangin reste intacte et nous concluons avec lui que, si désirable que puisse être l'introduction dans la législation des Douanes et des Indirectes, de la règle établie pour ces cas par le Code forestier, « tant que cette amélioration ne sera pas étendue à toute la législation « sur les procès-verbaux, il faudra bien exécuter telles « qu'elles sont, les lois qui ne l'ont pas reçue. »

Au principe que nous venons de dégager, il faut ajouter que les juges ne peuvent pas surseoir au jugement des non-inscrits, et par conséquent ne doivent pas attendre le jugement sur l'inscription de faux (Cass. 20

(1) Cass. 18 nov. 1823 : D. 8. 451.

novembre 1807). Mais il peut surgir, en dehors même de l'inscription de faux, tel ou tel autre incident qui renvoie le jugement des non-inscrits à une date postérieure au jugement sur l'incident de faux. On appliquera alors un des principes posés plus haut, et ce jugement aura force de chose jugée à l'égard des non-inscrits contre lesquels aucune sentence ne sera encore intervenue.

Enfin, autre caractère, auquel nous avons déjà fait allusion, l'inscription de faux est une procédure absolument rigoureuse.

La moindre irrégularité, soit dans les formes, soit dans les délais à observer, entraîne la nullité absolue qui peut être proposée en tout état de cause. Ce caractère de rigueur se trouve mis en relief dans un arrêt de la Cour de cassation du 18 novembre 1813, que cite également Mangin.

« Ces formalités, dit-il, sont tellement de rigueur,
« qu'aux termes de la loi leur inobservation emporte la
« déchéance de l'inscription de faux, qu'elle éteint donc
« et anéantit l'action sans qu'il soit jamais possible de
« la reprendre ; que, par une conséquence nécessaire,
« les nullités qui dérivent de l'inobservation desdites
« formalités sont absolues et d'ordre public, qu'elles
« ne peuvent être couvertes ni par le silence, ni par le
« consentement soit des parties intéressées, soit du mi-
« nistère public, qu'elles peuvent donc être proposées

« en tout état de cause comme exception préjudicielle
« et péremptoire, éteignant l'action, et qu'il est même
« du devoir des juges de les suppléer dans le silence
« des parties (1). »

Remarquons du reste, que cette absolue rigueur n'est pas spéciale à la législation actuelle. Comme nous l'avons vu précédemment, les Ordonnances sur la matière se terminent toutes par la défense expresse d'accorder de plus longs délais ou de changer quoi que ce soit à la procédure indiquée, à peine pour les juges de voir annuler leur procédure et de répondre vis-à-vis des fermiers de tous dommages et intérêts.

(1) D. 8, 451.

CHAPITRE III

PROCÈS-VERBAUX ET ÉNONCIATIONS SUSCEPTIBLES

D'ÊTRE ATTAQUÉS

Enfin, dernier caractère, l'inscription de faux est une voie extraordinaire, c'est-à-dire que seuls peuvent être attaqués par cette voie, les procès-verbaux qui ne peuvent l'être par aucune autre.

La question de nullité est donc préjudicielle. Mais, elle pourrait à elle seule faire l'objet d'un long travail. Nous nous bornerons ici à un rapide examen. A cette étude des procès-verbaux puis de leurs différentes énonciations, nous joindrons un aperçu sur les procès-verbaux d'opposition, injures et violences.

Les nullités des procès-verbaux peuvent se diviser en deux catégories : d'abord des nullités de forme, puis des nullités résultant du fond, par exemple des faits contradictoires, etc....

Les premières pourraient être appelées nullités légales. Elles sont en effet énumérées limitativement

pour les Douanes par les six premiers articles du titre IV de la loi du 9 floréal an VII, et pour les Indirectes, par les art. 21 et 26 du décret du 1^{er} germinal an XIII. Ces textes sont d'ailleurs à peu près identiques et nous en soulignerons les quelques divergences.

Signalons, pour commencer, les conditions d'âge (21 ans) et la prestation de serment dont l'absence entraîne la nullité des procès-verbaux des Contributions indirectes (1). Nous savons au contraire qu'une saisie de douanes peut être constatée non seulement par deux agents de cette administration, mais aussi par deux simples citoyens (2). Il en est de même pour la date du procès-verbal et du délai pour dresser cet acte.

En matière d'Indirectes, il n'y a d'autre délai que la prescription de 3 ans de l'art. 638 du Code d'instruction criminelle (3), sauf en matière de garantie où les procès-verbaux doivent, à peine de nullité, être dressés à l'instant même et sur les lieux où la contravention

(1) Art. 20 et 26 du décret du 1^{er} germinal an XIII.

(2) Art. 1^{er}. Titre IV de la loi du 9 floréal an VII : « ... ou autres citoyens français... » Ces mots offrent une certaine difficulté pour certains cas particuliers. Il existe, en effet, tant en Algérie qu'en Indo-Chine, des agents indigènes non citoyens français. Il est admis généralement qu'ils peuvent constater valablement une contravention. Mais, cette capacité tient à la commission qu'ils ont reçue. Elle est donc strictement limitée aux agents de l'administration à l'exclusion des autres indigènes. (V. *Rép. gén. de Droit français*, v^o Douanes, n^o 1382.)

(3) Cass. 25 juin 1875, S. 76. 1. 45; 5 juin, S. 80. 1. 483, et 30 juillet 1880, S. 82. 1. 284.

est constatée (1). Au contraire, l'art. 2 du titre IV de la loi du 9 floréal an VII exige que les procès-verbaux de Douane soient rédigés de suite. Cependant, il est admis que la nuit est un empêchement légal (2), mais la rédaction doit commencer le lendemain et tout retard entraînerait la nullité (3). Il est admis de même, tant en matière de Douanes, que d'Indirectes, que la rédaction peut être faite en plusieurs contextes (4), mais l'interruption doit avoir un motif légal (5). De là la nécessité d'indiquer ce motif (6). Pour l'une et l'autre matière également, est nul le procès-verbal non daté (7) ou dont la date est fausse (8), mais l'omission du millésime n'entraîne pas la nullité s'il résulte d'autres indications que le procès-verbal a été rédigé en temps opportun (9). De même pour une erreur dans une date surabondamment insérée (10).

Les causes de la saisie doivent être énoncées (11),

(1) Art. 102 de la loi du 18 brumaire an VI et Cass. 2 déc. 1824-13 juill. et 1^{er} août 1834. S. 34. 1. 547.

(2) Cass. 7 mai 1830, *Bull. Cass. Crim.*, n° 122. 4 août 1888. *Pand. fr. Per.* 89 1. 37.

(3) Cass. 2 avril 1845, S. 45. 1. 268.

(4) Cass. 14 juin 1834, S. 34. 1. 312.

(5) Cass. 26 déc. 1807. V. *infra*.

(6) Cass. 26 déc. 1807. *Mém. des contrib. indir.*, 3. 84.

(7) Bordeaux, 16 janv. 1879. *Mém. des contrib. indir.*, 21. 127.

(8) Cass. 1^{er} déc. 1888 ; S. 90. 1. 431.

(9) Cass. 22 nov. 1878. S. 79. 1. 144.

(10) Cass. 8 janvier 1807. D. 27. 453.

(11) Art. 21 et 26 du décret du 1^{er} germinal an XIII et loi du 9 floréal an VII, titre IV, art. 3.

ainsi que les noms, qualités et demeures des saisis-sants (1). Lorsque l'un de ceux-ci est connu sous un surnom, cette seule indication n'est pas une cause de nullité (2). Quant à l'indication de leur demeure, le nom de la ville suffit (3) ou même celui du poste auxquels ils appartiennent. La loi du 9 floréal an VII, ne leur a imposé que la rédaction de leurs rapports. Il n'y a donc pas nullité, lorsque cet acte n'est pas écrit de la main même des préposés qui le dressent (4). Il faut et il suffit qu'il soit signé d'eux : l'encre n'est même pas obligatoire (5).

Le procès-verbal doit aussi énoncer le fonctionnaire chargé des poursuites, ainsi que l'espèce et les poids et mesures des objets saisis. Notons que de toutes les dispositions prescrites à peine de nullité celle-ci est, à tort, — selon nous, — la moins rigoureusement appliquée. Il a été jugé en effet, que son omission ne porte pas atteinte à la validité de l'acte, sans qu'il y ait à considérer si cette omission incombe aux prévenus (6) ou aux circonstances, par exemple, absence de poids ou de balances (7). De même, la sommation faite aux parties d'assister à

(1) *Ibid.* ; et Cass. 30 janvier 1807. D. 27. 454.

(2) Cass. 30 janvier 1824. D. 38. 20.

(3) Cass. 18 mars 1836. *Bull. Cass. Crim.* 80 ; et Cass. Crim. 3 août 1827. D. 27. 1.446. *Pand Rép.* V^o Douanes.

(4) FAUSTIN-HÉLIE, *Traité de l'instruct. crim.*, III, p. 329.

(5) Cass. 20 février 1872 et 6 mai 1878. *Archives des Douanes.*

(6) Cass. 23 juin 1888 ; *Bull. Cass. Crim.* 222 ; 22 août 1806 ; D. 38. 102.

(7) Cass. civ. 30 mars 1831. D. 38. 79 ; 25 juin 1875 ; S. 76. 1.45.

la description des objets saisis, peut être omise si les circonstances n'ont permis de la faire. Le nom du gardien doit être exactement indiqué. La Cour de cassation a annulé des procès-verbaux où il était simplement énoncé que les objets saisis étaient déposés à la recette particulière (1), ou laissés à la garde de quelques-uns des saisissants (2).

Enfin, la dernière indication est le lieu de la rédaction du rapport et l'heure de la clôture. Pour les Contributions indirectes, la rédaction sur le lieu même n'est pas obligatoire (3). Pour les saisies de Douane, les marchandises doivent être conduites et le procès-verbal rédigé dans le bureau le plus prochain, mais cette règle est loin d'être absolue. M. Thibault fait, en effet, la remarque suivante : « Loin d'ordonner aux préposés de « faire conduire les marchandises saisies dans le bureau le plus voisin du lieu de la saisie, et de ne « s'écarter de cette règle que pour des motifs graves, « la loi exige seulement que les marchandises soient « conduites dans un bureau de Douanes et elle n'exprime « qu'accessoirement le vœu que ce bureau soit, autant « que les circonstances peuvent le permettre, le plus « prochain du lieu de l'arrestation (4). »

Il paraît excessif de frapper un acte de nullité à pro-

(1) Cass. 4 février 1820. D. 38. 103.

(2) Cass. ch. req. 8 décembre 1835. (Douanes). D. 36. 1. 30.

(3) Cass. 29 décembre 1808 ; D. 38. 105.

(4) M. THIBAUT, *op. cit.*, p. 235.

pos de l'omission d'une règle posée en termes aussi généraux. Cependant, l'art. 7 de la loi du 9 floréal an VII précise davantage pour un cas spécial : c'est celui où la saisie est faite dans une maison. La description doit alors y être faite et le rapport rédigé, mais toujours avec la restriction d'une impossibilité résultant, soit directement de l'opposition des parties, soit indirectement, de leurs menaces contre la sécurité des verbalisants (1).

Le procès-verbal doit contenir, à peine de nullité, l'heure de sa clôture et mentionner encore l'offre de main-levée, la remise de la copie au contrevenant présent, et de l'affichage s'il n'est pas présent. Cette dernière question présente un certain intérêt. La Cour de cassation a annulé un procès-verbal parce que la copie n'avait été remise que le lendemain au prévenu. De plus, comme elle lui tient lieu d'original, il peut se prévaloir des nullités dont elle est entachée, quand même l'original serait régulier (2). La loi n'exige pas qu'il y ait identité absolue entre les deux pièces. La Cour de cassation a même jugé que la mention de la remise de la copie, mention exigée à peine de nullité, oubliée sur la copie, n'entraînait pas la nullité (3), mais elle a depuis adopté une jurisprudence plus rigoureuse (4).

(1) Décret du 20 septembre 1809.

(2) Bordeaux, 16 janvier 1879. *Mém. des Contrib. Indir.*, 21. 127.

(3) Cass. 22. mai 1834. *Bull. Cass. Crim.*, n° 155.

(4) Cass. 10 nov. 1836. S. 37. 1. 716.

Notons ici que l'affichage doit avoir lieu pour les Indirectes à la porte de la maison commune (1) et pour les Douanes à la porte du bureau (2) et ce, dans les 24 heures (3). La Cour de cassation a annulé un procès-verbal d'Indirectes dont la copie avait été affichée à la porte du bureau, au lieu de l'être à la porte de la mairie (4).

Le prévenu doit, toujours à peine de nullité, recevoir citation à comparaître (5). L'assignation peut avoir lieu même un jour férié car l'art. 6 de la loi du 9 floréal an VII dit en effet : « les rapports, citations et affiches devront être faits tous les jours indistinctement. » Enfin, d'autres nullités peuvent encore être tirées des dernières formalités prévues par la loi, l'affirmation et l'enregistrement.

Le procès-verbal doit être affirmé dans les trois jours devant le juge de paix. Mais, lorsqu'il constate une infraction relevant également du juge de paix, l'affirmation doit avoir lieu dans le délai donné pour comparaître, c'est-à-dire dans les 24 heures. Ce délai est le même pour tous les procès-verbaux d'octroi (6). En raison de l'importance de la date, celle-ci est souvent

(1) Art. 24 et 26 du décret du 1^{er} germinal an XIII.

(2) Art. 6 du titre IV de la loi du 9 floréal an VII.

(3) Cass. 4 décembre 1806. D. 38. 108 ; 26 mars 1808, D. Rép. V^e Procès-verbal, n^o 470.

(4) Cass. 16 frimaire an XIV (7 décembre 1805). *Mém. des Contrib. Ind.* 10. 301.

(5) Cass. 21 nivôse an XIII, *Bull. Cass. Crim.*, n^o 66.

(6) Cass. 14 décembre 1821. D. 34. 91.

une cause de nullité ; ainsi, est nul le procès-verbal qui, indiquant le millésime, n'indique pas le jour où a eu lieu l'affirmation (1). L'enregistrement doit avoir lieu dans les quatre jours de la date (2).

Ici se termine notre étude, forcément très rapide et très superficielle, des nullités légales, c'est-à-dire résultant de l'inobservation des formes prévues pour les procès-verbaux.

Mais, tout procès-verbal satisfaisant à ces conditions est-il forcément valable et faut-il pour l'attaquer recourir à la voie dangereuse de l'inscription de faux ? Oui, dira-t-on, car la loi est formelle, qui dit : « Les tribunaux ne pourront admettre contre lesdits rapports d'autres nullités que celles résultant de l'omission des formalités prescrites par les 10 articles précédents (3). »

Cependant, il n'en est pas ainsi. D'abord, d'autres nullités de pure forme peuvent être invoquées, par exemple les surcharges, interlignes ou additions non approuvées qui, non seulement sont inexistantes, mais peuvent entraîner parfois la nullité de tout l'acte lui-même. (Loi du 25 ventôse an XI, art. 13.)

Mais, de plus, il existe des nullités tenant au fond même de l'acte. La plus connue est celle qui résulte de la constatation de faits contradictoires, c'est-à-dire qui

(1) Douai, 27 décembre 1838. *Rec. de Douai*, IV, 129.

(2) Loi du 22 frimaire an VII, art. 9 et 11.

(3) Art. 11, 2^e par. du titre IV de la loi du 9 floréal an VII.

ne peuvent être vrais simultanément (1). La nullité peut être prononcée aussi pour non-identité entre la copie et l'original (2) ou pour non-compétence des verbalisants (3).

Ceci mérite une courte explication. En dehors des constatations auxquelles un agent administratif est spécialement préposé, — constatations crues jusqu'à inscription de faux — cet agent est apte à deux autres catégories de constatations ; d'abord, celles pour lesquelles la loi lui a donné une délégation spéciale, sans plus, par exemple : le procès-verbal dressé par des agents des Douanes à la requête des Domaines pour infractions aux lois de chasse et de pêche. Ces constatations ne font foi que jusqu'à preuve contraire. (Art. 154 du Code d'instruction crim.)

Puis, en second lieu, les constatations pour lesquelles la loi lui accorde, outre la délégation spéciale, le privilège exceptionnel de la foi jusqu'à inscription de faux. C'est ainsi qu'en cas d'importation frauduleuse par la voie de la poste, les agents des Contributions indirectes, peuvent, à la requête des douanes, constater l'infraction là où ne s'étend pas l'action de ce service. C'est ainsi, encore, que les préposés des Douanes peuvent verbaliser en matière de circulation de boisson (4), de

(1) Cass. 13 janvier 1817. D. VIII. p. 456.

(2) Cass. 22 juill. 1807. 10 novembre 1836. S. 36. 1.92.

(3) Cass. 14 décembre 1821 ; D. 34. 91.

(4) Art. 17 de la loi du 28 avril 1816.

cartes à jouer (1), de navigation (2) et de roulage (3). Une nullité est-elle absolue, ne peut-elle être divisée? Supposons un procès-verbal dressé contre plusieurs contrevenants. Il contient deux sortes de mentions : d'abord, celles qui sont particulières à chaque individu, par exemple, remise de la copie ou affichage, selon que l'un aura été présent et l'autre absent; ensuite, celles qui sont générales, c'est-à-dire s'appliquent à tout l'acte, par exemple, l'enregistrement, la date, la signature des saisissants. Il est admis que ces dernières nullités sont seules absolues, les autres sont divisibles. Par conséquent, un procès-verbal nul à l'égard d'un prévenu envers qui une formalité a été omise, peut être valable à l'égard des autres (4).

La question de savoir quand une nullité peut être opposée est fort discutée. Les uns prétendent qu'elle doit, à peine de déchéance, être opérée *in limine litis* (5); d'autres, et ce sont les plus nombreux, pensent que la nullité d'un procès-verbal n'est pas une nullité de procédure, mais une nullité péremptoire pouvant être opposée en tout état de cause et même pour la première fois en appel (6).

(1) Art. 169 de la loi du 28 avril 1816.

(2) Art. 16 de la loi du 9 juillet 1836.

(3) Art. 15 de la loi du 30 mai 1851.

(4) Cass. 1^{er} février 1810; *Bull. Cass. Crim.* n° 21. *Pand. Rép.* V° Douanes, n° 3172.

(5) Trib. d'Alger, 30 juin 1888.

(6) Cass. 10 avril 1807, 29 octobre 1824. Trib. de Lille, 5 décembre 1888. *Pand. fr. Rép.* V° Douanes, n° 3170.

Ici finit notre rapide examen des nullités. Nous n'avons pas pensé pouvoir l'omettre, d'abord parce que la question de validité est préjudicielle à la possibilité de s'inscrire en faux. Puis, comme nous le verrons plus loin, il faut entreprendre la procédure du faux pour aboutir à certaines nullités, par exemple pour prouver que l'affichage dont le procès-verbal fait mention, n'a pas eu lieu.

Nous avons à examiner maintenant quels sont, parmi les procès-verbaux d'opposition, violences, injures, etc., ceux qui ne font foi que jusqu'à preuve contraire et ceux qui peuvent être argués de faux. On peut les diviser en deux catégories :

D'abord ceux qui constatent une simple opposition à l'exercice des fonctions. Ils font foi jusqu'à inscription de faux (1). Ce délit est poursuivi devant le juge de paix par l'administration intéressée et puni d'une amende de 500 francs (2).

Il y a, en second lieu, les procès-verbaux qui constatent une opposition à l'exercice accompagnée de violences ou de tout autre délit ou crime de droit commun.

(1) Cass. 21 juillet 1808. *Bull. Cass. Crim.*, n° 61. 15 avril 1835. *Bull. Cass. Cir.*, n° 56. 29 août 1838. *Bull. Cass. Cir.*, n° 111. 22 juin 1842. *Bull. Cass. Cir.*, n° 69.

(2) Loi du 4 germinal an II, titre IV, art. 2.

L'amende est de 50 à 300 fr. pour les Indirectes (art. 96 de la loi du 28 avril 1816) et de 50 fr. en matière d'octroi (art. 15 de la loi du 27 frimaire an VIII).

Théoriquement, il faut y distinguer deux éléments :

1^o La contravention fiscale pour opposition, punie de l'amende de 500 francs, pour laquelle ils font foi jusqu'à inscription de faux ; 2^o Le délit pénal de violence, pour lequel ils ne valent que comme simple plainte.

Mais, dans la pratique, l'instruction ouverte, avec admission de la preuve contraire, contre le délit pénal, fait en même temps la preuve du délit fiscal. Le procès-verbal peut donc n'être pas régulier même sur ce point. Dans son jugement, le tribunal correctionnel fait d'abord et *principalement* l'application du Code pénal pour les violences ; puis, accessoirement, il accorde à l'administration les 500 francs d'amende prévus, nous l'avons dit, pour le délit fiscal d'opposition.

Ici apparaît l'intérêt de la distinction théorique faite plus haut. Nous en tirons d'abord cette conséquence que si l'administration ne se porte pas partie civile, le ministère public ne peut requérir l'application de l'amende de 500 francs (1).

Autre conséquence : l'administration peut poursuivre à part l'application de cette amende devant le juge de paix. Le procès-verbal fait alors foi devant ce magistrat, mais seulement pour le délit fiscal d'opposition. Le juge de paix ainsi saisi de l'action civile ne peut se déclarer incompétent sous prétexte que l'opposition a

(1) Cass. Crim. 8 décembre 1837 ; *Bull. Cass. Crim.*, n° 427. 10 janvier 1840 ; S. 40. 1. 355 ; 18 octobre 1842 ; *Bull. Cass. Crim.*, n° 284.

été accompagnée de voies de fait lui donnant un caractère criminel. Les deux actions, civile et criminelle, sont absolument distinctes (1).

Enfin, l'acquiescement sur le délit de droit commun n'atteindrait en rien la foi due au procès-verbal pour la partie qui constate le fait d'opposition et ne saurait donc être un moyen de faux admissible contre cette partie (2).

Cette solution nous amène à parler maintenant des parties ou énonciations susceptibles d'être attaquées.

Seuls peuvent l'être: 1° les faits matériels; 2° les faits constituant une contravention, c'est-à-dire susceptibles d'une sanction pénale.

Telle est la théorie généralement admise (3). Nous allons la discuter.

D'abord, qu'entend-on par faits matériels? C'est tout fait susceptible d'être constaté par l'usage des sens, sans intervention du raisonnement (4). Par exemple, l'évaluation de la quantité de marchandise dont est porteur un contrevenant, la reconnaissance de l'espèce d'un liquide.

La détermination de l'espèce, de la qualité et de la quantité constitue cependant une série de faits matériels qui sont parfois soustraits à l'inscription de faux.

(1) Cass. req. 1^{er} mars 1841. V. PALLAIN, *op. cit.*, II, 683, note.

(2) Cass. 14 janvier 1842: *Bull. Cass. Crim.*, n° 8. et *Pand fr. Rép.* V° Douanes, n° 3152.

(3) V. MANGIN, *op. cit.*, p. 100.

(4) Cass. 29 janvier 1825. D. 25. 1.164.

En règle générale, l'espèce et la qualité font foi lorsqu'il n'y a eu aucune contestation à cet égard au moment de la rédaction du procès-verbal. Mais, en cas de contestation, l'inscription de faux n'est pas nécessaire.

Ces constatations sont-elles réellement du domaine matériel ? Il nous semble qu'on peut le discuter.

D'abord, les opérations de jaugeage. Elles se font à l'aide d'instruments et de calculs. Mais ces calculs ne laissent place, en quoi que ce soit, à une divergence d'opinion. Nous admettons donc l'avis de la Cour de Pau qui, réformant un jugement du tribunal d'Oloron du 6 février 1887, déclara le 24 mai 1888, que le jaugeage était un fait matériel et qu'il fallait une inscription de faux pour le combattre (1).

Même solution pour l'évaluation de la richesse alcoolique d'un liquide, car cette opération se fait également à l'aide d'un instrument sur lequel les sens suffisent à constater le résultat qui doit faire foi. Cependant, la Cour de cassation a émis l'avis contraire (2).

En est-il de même pour la détermination de l'espèce d'une boisson dans certains cas ? Nous croyons qu'en cas de dégustation, il n'y a pas une simple opération matérielle, et qu'une confusion n'est pas impossible

(1) De même : Cass. 23 avril 1808 ; D. 38. 104. Montpellier, 13 décembre 1889. Dijon, 6 juin 1883. Agen, 8 juin 1888 ; *Ann. des Contrib. Ind.* 85. 87. 185.

(2) Cass. 11 mars 1876. *Bull. Cass. Crim.*, n° 78. 5 avril 1879 ; *Bull. Cass. Crim.*, n° 86. 18 février 1888 ; *Bull. Cass. Crim.*, n° 72. 21 mars 1890 ; *Bull. Cass. Crim.*, n° 64.

entre du très bon cidre et du champagne de qualité courante. Le 21 mai 1817, la Cour de cassation décidait que quand des employés des Contributions indirectes ont constaté qu'une boisson saisie est du vin, le prévenu ne peut être admis à prouver qu'elle n'est autre chose que de l'eau jetée sur des mûres. Mais, elle revint sur cette jurisprudence et déclara, le 26 avril 1821, que le résultat de la dégustation n'était de la part des employés qu'une simple opinion qui peut être erronée.

Il est une autre énonciation des procès-verbaux qui a toujours été rangée jusqu'ici parmi les constatations matérielles, c'est l'affirmation de l'identité du prévenu (1). Or, cette classification ne nous paraît pas à l'abri de toute critique. En quoi consiste, en effet, l'identification d'un individu ? D'abord, dans un acte matériel, la constatation de ses formes extérieures ; puis, — et c'est sur ce point que nous insistons, — dans un rapprochement, une comparaison, entre la constatation actuelle et une ou plusieurs constatations antérieures qui ont pu laisser soit des traces matérielles, par exemple une photographie, soit seulement des traces immatérielles dans la mémoire de la personne qui reconstitue l'identité. Nous remarquons donc non seulement l'intervention des sens, mais celle du raisonnement.

Si nous rentrons maintenant dans la pratique, nous

(1) Cass. 3 mars 1888. S. 88. 1.142. Aix, 12 juill. 1888. *Rec. d'Aix*, 1888. 45. 1.181. Douai, 2 avril 1840.

reconnaissons qu'évidemment l'identité d'un prévenu longuement dévisagé, parfois même emprisonné, sera toujours hors de contestation. Le tribunal de Valenciennes avait admis un prévenu à faire la preuve d'un alibi sans s'inscrire en faux se fondant « sur ce que la
« foi due aux procès-verbaux ne se référerait qu'aux faits
« matériels, constatés par les douaniers et non à la
« détermination de l'identité d'une personne qui repose
« sur une *appréciation purement personnelle* des agents
« rédacteurs... »

Ce jugement fut réformé le 30 avril 1900 par la Cour de Douai. En sera-t-il de même dans le cas d'un contrevenant aperçu dans la hâte et l'émotion d'une poursuite, parfois à longue distance et de nuit ? Le 30 avril 1881, le tribunal correctionnel de Dunkerque jugeait deux prévenus qui avaient pris la fuite après avoir abandonné leurs charges. L'un avoue ; l'autre nie et demande à prouver son alibi par témoins. Le tribunal l'y admet par un jugement dont nous détachons le considérant suivant :

« Considérant que les procès-verbaux des préposés
« des douanes ne font foi jusqu'à inscription de faux
« qu'à l'égard des faits matériels qu'ils constatent.

« Que, dans l'espèce, la reconnaissance du prévenu,
« dans les conditions où elle a eu lieu et qui ont été
« relevées à l'audience de ce jour, par les préposés ré-
« dacteurs du procès-verbal, n'est qu'une opinion à eux
« personnelle, qui ne saurait constituer un fait matériel

« suffisant par lui seul pour établir d'une manière posi-
« tive l'identité du prévenu indépendamment de toute
« appréciation purement intellectuelle de leur part, et
« que, dès lors, cette reconnaissance peut être com-
« battue par la preuve contraire..... »

La Cour de Douai réforma de même, le 5 juillet 1881 :
« Attendu..... qu'il (le procès-verbal) constate en
« termes exprès que lesdits préposés ont parfaitement
« reconnu le sieur... comme l'un des deux individus
« qui ont fui devant eux, chargés de tabac étranger... »

Cependant, dans un cas assez semblable, la Cour de cassation s'est prononcée contre la doctrine si constamment soutenue par la Cour de Douai. Il s'agissait de l'identification de chevaux. Un procès-verbal de douane déclarait qu'un cheval saisi n'était pas celui signalé sur l'acquit à caution dont était porteur le propriétaire de l'animal. La Cour décida que cette constatation était une simple opinion qui pouvait être débattue par la preuve contraire (1).

En faveur de l'opinion généralement admise et suivant laquelle la constatation de l'identité est une opération matérielle devant faire foi, M. Thibault cite les art. 49 et 50, aujourd'hui abrogés, de la loi du 28 avril 1816. Le premier dit que les procès-verbaux feront foi, même devant les cours prévôtales. Le second apporte la restriction suivante : dans le cas où des individus

(1) Cass. 19 juillet 1831. *Bull. Cass. Civ.*, n° 63. MANGIN, *op. cit.*, p. 82.

désignés comme prévenus n'auront pas été arrêtés, les procès-verbaux ne feront foi que pour faire prononcer la confiscation avec amende.

On ne pourrait s'appuyer sur l'abrogation de cet article pour en conclure que désormais, la mention d'identité devra faire foi. En effet, s'il apporte quelque adoucissement à la condamnation des prévenus non arrêtés, ce texte n'affaiblit cependant en rien l'affirmation de leur identité, car, à la confiscation qui peut être prononcée contre inconnus, il ajoute l'amende qui ne peut être appliquée qu'à un coupable. L'individu désigné, mais non arrêté, est donc bien, par le seul fait de cette désignation, reconnu coupable et condamné comme tel.

Mais, sans s'arrêter à ce raisonnement, M. Thibault ajoute : « Cette restriction indique suffisamment que le législateur de 1816 admettait que, devant les autres juridictions, les fraudeurs désignés dans les procès-verbaux devaient être condamnés sur la foi due à ces actes, et alors même qu'ils n'avaient pas été arrêtés (1). »

Ceci revient à dire que, devant une juridiction autre que la cour prévôtale, le tribunal, dans cette même hypothèse, devrait prononcer, indépendamment des peines pécuniaires, la peine d'emprisonnement.

Il ne nous paraît pas possible d'accepter ce raisonnement. Il est, en effet, arbitraire de distinguer entre

(1) M. THIBAUT, *op. cit.*, p. 261.

la peine d'emprisonnement prononcée alors par les cours prévôtales (1) et celle qui, à la même époque, de 1816 à 1818, était prononcée par des tribunaux correctionnels. Dans ce dernier cas, elle pouvait s'élever à un an, tandis que les cours prévôtales pouvaient ne la prononcer que pour six mois, ce qui rend une distinction injustifiable.

En résumé, lorsque le fraudeur reconnu n'avait pas été arrêté, les tribunaux, quels qu'ils fussent, cours prévôtales ou tribunaux correctionnels, ne pouvaient alors prononcer que les peines pécuniaires, si son identité n'était pas établie par une preuve autre que le procès-verbal, et il n'est pas exact de dire que la restriction faite par l'art. 50 de la loi de 1816 se rapporte exclusivement aux condamnations prononcées par les cours prévôtales.

On pourrait objecter qu'il est contraire aux règles élémentaires du droit pénal de ne prononcer qu'une partie des peines parce que le délit est prévu plutôt par une loi que par une autre. Cette objection serait péremptoire s'il s'agissait de délits de droit commun, mais elle est, à notre avis, sans valeur en matière fiscale, attendu que pour une catégorie de faits et dans une espèce tout à fait analogues, l'art. 34 du décret du 1^{er} germinal an XIII dispose qu'en cas d'annulation d'un procès-verbal pour vice de forme, la confiscation

(1) Et aujourd'hui par les tribunaux correctionnels. (Loi du 21 avril 1818, art. 38.)

des objets saisis sera seule prononcée, à l'exclusion des autres pénalités, alors même que la contravention se trouverait « suffisamment constatée par l'instruction ».

Comme on le voit, la distinction des faits matériels est parfois fort délicate. Il est à remarquer, de plus, que cette restriction de la foi due n'est écrite dans aucune loi de Douanes ou d'Indirectes (1). Mais elle dérive, dit Faustin-Hélie, « de la nature même de la mission des agents qui rédigent des procès-verbaux » (2). Ils apportent à la justice, ajoute M. Thibault, leur témoignage et non leurs appréciations (3).

Aux faits matériels, on oppose surtout les inductions des agents. Celles-ci n'ont d'autre valeur que celle d'une opinion personnelle que le prévenu peut discuter en toute liberté (4). Mangin en cite un exemple typique, emprunté à la législation sur la pêche : le procès-verbal d'un garde fait bien foi qu'il a trouvé dans le domicile d'un prévenu un filet prohibé et mouillé, mais il ne fait pas foi que le prévenu s'en soit servi pour pêcher, car ce n'est là qu'une induction et non un fait matériel (5).

Il en est de même pour les opinions, soit d'un tiers, soit du prévenu, énoncées sous formes de déclarations

(1) Par contre, V. Code Forestier, art. 176 et loi sur la pêche fluviale, art. 53.

(2) FAUSTIN-HÉLIE, *Instruc. Crim.*, III, p. 412.

(3) M. THIBAUT, *op. cit.*, p. 259.

(4) Cass. 1^{er} mars 1822. *Bull. Crim.* 93. 24 avril 1880; S. 80. 1. 486.

(5) Cass. 1^{er} mars 1822. MANGIN, *op. cit.*, p. 81.

ou aveux. Les procès-verbaux font foi de leur existence, mais non de leur sincérité. Celle-ci, en effet, sort du domaine de la constatation matérielle. Les juges peuvent donc, en toute liberté, l'apprécier en dehors de toute inscription de faux, soit d'après les pièces produites, soit d'après les débats. La jurisprudence de la Cour de cassation n'a jamais varié sur ce point (1). Cependant, d'après Faustin-Hélie, cette manière de voir serait erronée. Pour lui, une déclaration ou un aveu est un fait qui peut donner lieu à des transcriptions ou interprétations très différentes, et dont il est difficile, par conséquent, de mesurer les termes pour en rapporter le sens exact. C'est donc tout autre chose que la constatation d'un fait matériel (2).

Mais, comme le fait encore très bien remarquer M. Thibault, « les verbalisants ne sont pas chargés de
« fixer le sens des déclarations ou des aveux qu'ils ont
« reçus ; ils doivent simplement les rapporter (3). »

On peut donc, jusqu'ici, adopter la doctrine de la Cour de cassation, savoir que les procès-verbaux font foi de la matérialité, mais non de la sincérité des déclarations et aveux.

Mais même la foi due à la matérialité est combattue. En effet, nous avons vu plus haut que la seconde condition pour qu'une énonciation puisse être arguée de

(1) Cass. 22 février 1811. 6 août 1834. S. 35. 1.36. 10 novembre 1888. S. 90. 1. 432, etc. V. *Pand. fr. Rép.* V° Douanes, 3163.

(2) FAUSTIN-HÉLIE, *op. cit.*, III, p. 420.

(3) M. THIBAUT, *op. cit.*, p. 262.

faux, c'est qu'elle constate non seulement un fait matériel, mais, de plus, un fait formant contravention, c'est-à-dire susceptible d'une sanction pénale. Or, tel n'est pas le cas pour les déclarations et aveux. Ils peuvent bien tendre à la preuve du délit, mais ils ne la constituent pas (1).

Nous n'en persistons pas moins à préférer la doctrine de la Cour de cassation. La théorie qui restreint aux seules circonstances délictueuses la foi due, ne nous paraît pas admissible. Dans bien des cas, la Cour suprême a formellement exigé l'inscription de faux pour combattre des faits qui ne rentraient pas dans cette catégorie.

Nous avons vu plus haut, par exemple, que l'absence de date rendait nul le procès-verbal, mais la fausseté de la date mentionnée ne peut être démontrée que par la voie de l'inscription de faux. De même, si le procès-verbal dont la rédaction a été interrompue sans motif légal est nul, il faut l'inscription de faux pour prouver la fausseté du motif mentionné. Elle est encore exigée pour prouver que la copie n'a pas été affichée, comme le procès-verbal l'indiquait (2), ou pour combattre l'affirmation qu'en l'absence du maire ou de l'adjoint les agents des douanes ont dû, dans une perquisition, se faire assister par un conseiller municipal (3).

(1) MANGIN, *op. cit.*, p. 90. Note.

(2) Cass. 8 mars 1844, *Bull. Cass. crim.*, n° 94. Chambéry, 19 juin 1873, *Mém. des contrib. indir.*, 19. 28.

(3) Cass. 10 juillet 1885, *Bull. crim.* 210 ; Agen, 6 janvier 1886 ; *Mon. Lyon*, 2 juillet 1886.

Pour conclure, nous pensons donc que l'inscription de faux est nécessaire pour combattre, non pas seulement les faits constitutifs du délit, mais tous les faits matériels mentionnés dans le procès-verbal. Mais, de même, elle n'a pas à intervenir pour prouver tout autre fait non contraire aux affirmations contenues dans cet acte.

CHAPITRE IV

PROCÉDURE D'ADMISSION DE L'INSCRIPTION DE FAUX

SECTION PREMIÈRE

DE L'INSCRIPTION DE FAUX

La procédure proprement dite de l'inscription de faux est aujourd'hui réglée pour les Contributions indirectes, par les articles 40 à 42 du décret du 1^{er} germinal an XIII et, pour les Douanes, par l'article 12 du titre IV de la loi du 9 floréal an VII (1). Ces textes sont identiques et, ici, comme nous l'avons fait plus haut pour les nullités des procès-verbaux, nous ne les séparerons pas.

« Celui qui veut s'inscrire en faux contre un procès-

(1) Nous ne croyons pas inutile de rappeler ici qu'en matière d'octroi on suit la procédure de droit commun, organisée par les art. 458 et suiv. du Code d'instruction criminelle (Bordeaux, 15 janvier 1822).

Les textes sont, en matière forestière, l'art. 179 de la loi du 21 mai 1827, et, en matière de pêche fluviale, l'art. 56 de la loi du 15 avril 1829. La procédure est à peu près la même qu'en matière de Douanes ou d'Indirectes. Les exceptions seront indiquées par des notes.

« verbal est tenu d'en faire la déclaration par écrit en
« personne, ou par un fondé de pouvoir spécial passé
« devant notaire .»

Comme nous l'avons vu précédemment, la même inscription, accompagnée des mêmes formalités, était exigée dans la législation antérieure à la Révolution, par l'article 3 de la déclaration de 1693 et les articles 1^{er} des déclarations de janvier et avril 1699 pour les affaires fiscales, et enfin de 1732, et par l'article 15 du titre II de la déclaration de 1737, pour le droit commun. Elle se trouve encore édictée par l'article 218 du Code de procédure civile.

Nous allons étudier successivement les questions suivantes : 1^o qui peut s'inscrire en faux ; 2^o quel est le juge compétent pour recevoir l'inscription ; 3^o quels sont les délais, et 4^o les formes à observer.

§ I^{er}. — Qui peut s'inscrire en faux

Tout prévenu a la faculté de s'inscrire en faux contre le procès-verbal au vu duquel il est assigné. Il doit en faire la déclaration en personne ou par un fondé de pouvoir spécial (1). Ni un avoué, ni un fondé de procuration générale, ni même un fondé de pouvoir dont la

(1) Art. 40 du décret du 1^{er} germinal an XIII et art. 12, titre IV de la loi du 9 floréal an VII.

procuration serait spéciale mais non notariée, ne peuvent représenter le prévenu dans cette formalité.

La raison qu'en donne Mangin, c'est l'importance de la procédure qui va s'ouvrir et la nécessité de s'assurer du consentement réfléchi de celui qui l'entreprend (1).

§ II. — Quel est le tribunal compétent pour recevoir l'inscription de faux.

C'est celui devant lequel est assigné le prévenu et qui doit connaître de la contravention (2), en vertu de ce principe que le juge de l'action est le juge de l'exception, sinon quant à l'instruction et à la preuve du faux, au moins quant à l'observation des formalités légales, à la pertinence des faits et à leur admission préliminaire (3).

Une digression nous paraît ici nécessaire. En matière de Contributions indirectes, le juge ordinaire est le tribunal correctionnel ; en matière de Douanes, c'est le juge de paix, mais de plus, les tribunaux correctionnels connaissent de toutes les infractions punies d'emprisonnement ainsi que de quelques contraventions punies

(1) MANGIN, *op. cit.*, 112, 113.

(2) Loi du 9 floréal an VII, titre IV, art. 12.

(3) Cass. 24 mars 1809. *Pand. fr. Rép.* V^o Douanes, n^o 3208. 12 frimaire an XII, *Bull. Cass. civ.*, n^o 27.

seulement de l'amende, par exemple, les infractions à la loi du 17 juin 1840 sur les sels. Nous remarquons donc ici une exception au droit commun, car, en matière ordinaire, le juge de paix n'est compétent ni pour recevoir l'inscription de faux, ni pour admettre ou rejeter les moyens de faux.

§ III. — Quels sont les délais.

Vient maintenant l'importante question des délais. La déclaration doit être faite « au plus tard à l'audience indiquée par la sommation de comparaître » (1). Ce texte indique seulement la fin du délai, mais, d'après ses propres termes, la déclaration peut être faite avant cette fin (2). Il y a donc intérêt à en chercher le commencement et la durée.

Voyons d'abord à partir de quel moment court le délai. Est-ce de la clôture du procès-verbal ? Est-ce de l'assignation ? Une distinction doit être faite entre les procès-verbaux de Contributions indirectes et ceux des Douanes. Pour ces derniers, nous avons vu qu'ils doivent, à peine de nullité, contenir citation à comparaître

(1) Loi du 9 floréal an VII, titre IV, art. 12 et art. 40 du déc. du 1^{er} germinal an XIII.

(2) Cass. 30 nov. 1811, D. 24. 702. En matière de forêts et de pêche, l'inscription de faux doit avoir lieu avant l'audience. (Art. 179 de la loi du 21 mai 1827, et art. 56 de la loi du 15 avril 1829.)

dans les 24 heures. Les deux actes, procès-verbal et citation, portant la même date, se confondent. Mais, il en est autrement en matière de contributions indirectes. Ici, en effet, l'administration jouit, pour assigner, d'un délai de 3 mois à partir du procès-verbal (1).

Nous pensons cependant que le prévenu ne peut s'inscrire en faux qu'à partir du moment où il a été touché par l'assignation. C'est en effet, par cet acte seul que se manifeste la volonté de l'Administration de donner des suites contentieuses à la constatation de l'infraction. De plus, comme nous l'avons vu dans la partie historique de notre étude, les délais ont été réduits au minimum en la matière, pour entraver le plus possible toute velléité de faux témoignage. Les mêmes raisons subsistent dans la législation contemporaine pour justifier la même mesure. Or, ce serait aller contre le but que de laisser au prévenu, pour préparer ses moyens d'attaque, un laps de temps pouvant aller jusqu'à trois mois. Il est donc de l'intérêt de l'administration de le réduire par une assignation.

Quant au délai après assignation, c'est celui qui est

(1) Il y a controverse sur le point de savoir si ce délai pour assigner part de la date du procès-verbal ou de celle de la constatation de l'infraction. L'article unique de la loi du 15 juin 1835 dit « dans « les trois mois au plus tard *de la date du procès-verbal* ». La Cour de cassation avait d'abord adopté l'opinion inverse (9 juin 1837; S. 38. 1. 171). Depuis, elle a modifié sa jurisprudence et l'a mise plus en accord avec le nouveau texte (Cass. 7 déc. 1843 et Bordeaux 23 déc. 1886 : D. 88. 2. 216).

édicte par l'art. 184 du Code d'instruction criminelle (1). En résumé, le prévenu a donc pour délibérer un délai de 24 heures en matière de Douanes et de trois jours au moins en matière de Contributions indirectes.

Mais le texte, dont les termes laissent au prévenu la latitude de faire sa déclaration avant l'audience fixée pour comparaître, ne contient aucune indication sur la forme d'une déclaration ainsi faite. Doit-elle avoir lieu au greffe ou à l'audience ? Mangin adopte la première solution (2). La Cour de cassation paraît préférer la seconde, se basant pour cela sur les termes « au plus tard à l'audience indiquée » (3).

Cet argument ne nous paraît pas décisif. Ces mots ont pour but de fixer un terme fatal qui ne saurait être autre que l'audience où l'affaire devra venir. A défaut d'un texte sur la matière, il nous paraît difficile de décider. Nous nous rangerions cependant plus volontiers à l'avis de Mangin. En effet, en l'absence de disposition dans la loi spéciale nous prenons celle du droit commun. Or, c'est au greffe que le demandeur en faux incident formule son inscription. Il en est de même en matière de forêts et de pêche fluviale (4).

(1) Cass. 27 avril 1813 ; S. chr. 2 avril 1819. *Bull. Cass. crim.*, 135. 14 avril 1832, *Bull. cass. crim.* 206.

(2) MANGIN, *op. cit.*, 115.

(3) Cass. 19 avril 1811, D. 24. 701. — 20 mai 1813, *Bull. Cass. Crim.*, 270. — 4 mai 1838, *Bull. Cass. Crim.*, 120. *Contrà* : 6 avril 1821, *Bull. Cass. Crim.*, 151.

(4) Art. 179 du Code forestier et 56 du Code de pêche.

Du reste, ces mots « au plus tard à l'audience » sont peu précis. Ils laissent croire que l'inscription serait possible jusqu'à la fin de l'audience, même après le jugement sur le fond. Evidemment, il n'en est pas ainsi et le délai expire avec la sentence (1).

L'audience indiquée par la citation à comparaître est-elle toujours suffisamment spécifiée pour qu'aucune erreur ne soit possible ? Comme nous l'avons vu la question ne se pose pas pour la citation qui accompagne les procès-verbaux de Douane. Mais, au contraire, en matière de Contributions indirectes, il peut arriver que l'assignation porte seulement : « la première « audience qui sera donnée trois jours francs après la « date du présent... » La Cour de cassation a admis que la désignation ainsi faite était suffisamment précise, car, dit-elle, « il ne peut y avoir qu'une audience qui « soit la première d'après le nombre de jours déterminé « par l'assignation ». Il n'est donc pas nécessaire que la citation soit donnée à jour fixe (2).

Il peut se faire également que l'assignation, après avoir spécifié une date, ajoute... « et au besoin, pour les audiences suivantes... » L'inscription de faux est-elle encore possible après la première audience si, à cette audience, l'affaire n'a pas été appelée ? La Cour de cassation a toujours opté pour la négative. D'après elle, l'inscription de faux devant être faite *au plus tard*

(1) Cass. ch. req. 15 juin 1841. S. 41. 1. 859.

(2) Cass. 20 mars 1813, *Bull. Cass. Crim.*, 270.

à l'audience, pouvait être faite avant et les autres audiences indiquées ne l'ont été que pour parer aux éventualités de l'instruction. Toute inscription faite après la première audience est donc tardive (1), même dans le cas où le tribunal prorogerait lui-même son audience à plusieurs jours, en raison de la multiplicité des affaires (2). Même solution si le tribunal ne s'est pas occupé de l'affaire ou si l'affaire n'était même pas au rôle (3), car aucune de ces circonstances n'empêchait le prévenu de demander au tribunal qu'il lui soit donné acte de son inscription de faux. Mais, comme nous le verrons plus loin, il n'en serait plus de même si le tribunal n'avait pu l'entendre, soit qu'il n'y eût pas d'audience, soit pour toute autre cause. Dans ce cas, en effet, aucune « faute, oubli ou négligence » ne saurait être imputée au prévenu.

L'inscription est encore tardive si l'affaire ayant été appelée a été remise et quelle que soit d'ailleurs la cause de cette remise, même si elle n'a eu lieu que sur la demande du prévenu (4). Exception est faite cependant pour le cas où la remise a eu lieu sur les conclusions de l'administration ; on admet que, dans ce cas,

(1) 30 nov. 1811. D. 24. 702. — 4 mai 1838, D. 24. 702.

(2) Cass. 19 avril 1831, *Bull. Cass. Crim.*, 113.

(3) Cass. 20 mai 1813. *Bull. Cass. crim.*, 270.

(4) Cass. 18 mai 1836, S. 38. 1. 923, note. — 11 déc. 1846, S. 47. 1. 109. — 31 déc. 1836, S. 37. 1. 833.

c'est l'administration elle-même qui a prorogé le délai (1).

Si l'administration abandonne son assignation pour en lancer une nouvelle, le prévenu peut valablement s'inscrire jusqu'à l'audience fixée dans la nouvelle assignation (2) ; si, au contraire, l'administration obtient un renvoi et lance une citation supplémentaire avec des conclusions additionnelles, l'inscription n'est plus recevable (3).

Nous avons vu plus haut, en étudiant les nullités, que quelques-unes ne pouvaient être prouvées que par l'inscription de faux : par exemple, l'erreur de date, le non-affichage malgré la mention de ce fait dans le procès-verbal, etc. Pour les autres, elles sont préjudiciables, c'est-à-dire doivent être soulevées avant toute discussion sur le fond. Mais, un prévenu ayant déposé des conclusions attaquant la validité de l'acte, elles peuvent être cause du renvoi de l'affaire à une audience suivante. Si donc elles sont rejetées, il lui restera la voie de l'inscription de faux. Mais le rejet, s'il a lieu à une audience autre que la première, peut-il entraîner prorogation du délai pour s'inscrire en faux ? Peut-on soutenir que la première audience indiquée par la loi serait alors celle qui suit le rejet des conclusions ? La

(1) Angers, 19 juin 1876, *Ann. des Contrib. indir.*, 1876-77, p. 491.
— Contra : Aix, 12 juillet 1888, *Rec. Aix*, 1888, I, p. 181.

(2) Cass. 19 janvier 1809, *Mém. des Contrib. indir.*, 5. 291.

(3) Cass. 31 déc. et 18 mars 1836, S. 37. 1. 833.

Cour de cassation a toujours et avec raison adopté la négative (1). Le prévenu qui attaque la validité de l'acte doit donc en même temps formuler son inscription de faux, à peine de déchéance. Le tribunal statuera d'abord sur les moyens de nullité, et, s'ils sont rejetés, l'inscription restera comme seul moyen d'attaquer le procès-verbal.

Un autre cas encore s'est présenté à Nîmes, le 3 août 1888. Un prévenu en matière de Contributions indirectes avait été représenté par un avoué qui demanda au tribunal de lui donner acte de l'inscription de faux de son client. Mais celui-ci, estimant cette formalité suffisante pour répondre au vœu de la loi, ne formula que le lendemain au greffe son inscription. Le tribunal la déclara tardive. Une simple intention exprimée à l'audience ne peut, en effet, remplacer un acte prescrit formellement à peine de déchéance.

Ce caractère rigoureux du délai accordé pour s'inscrire, fléchit cependant dans des cas très rares de force majeure.

La Cour de cassation a en effet rendu l'arrêt suivant : « On ne peut être relevé de la déchéance sous prétexte de force majeure, lorsque cette force majeure n'est pas justifiée (2). » C'est admettre implicitement qu'un cas de force majeure justifiée, est un motif légal de prorogation du délai.

(1) Cass. 1^{er} octobre 1829, D. 24. 704. 23 mars 1844, S. 41. 1. 463.

(2) Cass. 28 août 1834. *Mém.] des Contr. indir.*, 14. 113. — 9 nov. 1840, S. 40. 1. 841.

Mais reste à savoir ce qu'on entend par force majeure. En général, c'est tout fait indépendant de la volonté des parties et formant obstacle imprévu et infranchissable, par exemple une inondation qui a détruit ou barré les voies de communication, une catastrophe de chemin de fer ayant gravement blessé le prévenu, alors qu'il se rendait au tribunal...

Enfin, des faits d'un autre ordre peuvent encore être un motif à la prorogation du délai, nous voulons parler des cas où le prévenu n'aura pu formuler son inscription de faux à l'audience indiquée par la sommation parce que l'audience n'a pas eu lieu.

Dans ce cas, l'inscription de faux sera valable à la première audience qui aura lieu après celle qui était indiquée (1). En effet, les termes employés par la loi impliquent qu'il y a eu réellement séance du tribunal et possibilité d'entendre le prévenu. On pourrait, il est vrai, objecter que celui-ci n'était pas tenu d'attendre le terme du délai pour formuler son inscription. Mais, pourquoi lui refuser une faculté que lui accorde la loi ? Si l'on admettait, au contraire, que dans ce cas le prévenu ne peut plus s'inscrire valablement, on arriverait à ce résultat de le priver d'une facilité sur laquelle il était en droit de compter, et cela trop tard pour que son erreur puisse encore être réparée. Dans un cas analogue, la Cour de cassation s'est prononcée pour l'affirmative. Il s'agissait d'un prévenu qui n'avait pu

(1) Cass. 25 mai 1827. *Bull. Cass. Crim.*, 440.

être entendu par le tribunal à l'audience désignée par l'assignation (1). Cet arrêt dit notamment : « ... L'article « 40 suppose qu'à cette audience le prévenu sera ou « pourra être entendu et qu'alors le défaut de déclaration dans le délai fixé devra lui être imputé ; mais, « s'il est constaté que le retard a eu lieu sans qu'il y « ait eu faute, oubli ou négligence de la part du prévenu, mais uniquement parce que le tribunal n'a pas « pu l'entendre avant que l'affaire vint à son tour, celui-ci « ne peut être responsable du retard de la déclaration... »

Les termes sont assez généraux pour s'appliquer également au cas précédent, c'est-à-dire lorsqu'il n'y a pas eu d'audience.

Enfin, dernier point à examiner : Dans le cas où un prévenu a été condamné par défaut, peut-il s'inscrire en faux à la première audience indiquée pour statuer sur son opposition ?

Il faut faire ici une distinction (2). En matière de Contributions indirectes, il y a un texte formel : « Le « délai pour l'inscription de faux ne commence à courir « que du jour de la signification de la sentence si elle « est rendue par défaut. » (Art. 41 du décret du 1^{er} germinal an XIII.)

(1) Cass. 24 avril 1839, S. 39. 1. 351.

(2) La question est résolue par l'affirmative en matière de forêts et de pêche (art. 180 de la loi du 21 mai 1827 et 57 de celle du 15 avril 1829).

Comme le fait observer Mangin (1), la jurisprudence adoptée par la Cour de cassation a varié. Elle a d'abord dit que le texte de l'art. 41 s'appliquait seulement au dépôt des moyens de faux et non à l'inscription de faux (2). Mais, elle admit ensuite que les termes employés s'appliquaient à l'inscription et que celle-ci, faite dans ces conditions, était valable. Mangin ajoute que c'est l'opinion adoptée généralement. Mais, son exposé nous paraît incomplet. En effet, d'après l'opinion admise, le délai pour l'inscription de faux a pour point de départ le jour de la signification du jugement par défaut et pour terme fatal, la première audience indiquée par l'opposition au jugement (3). Or, avant d'en arriver là, la Cour avait d'abord décidé que le condamné avait trois jours seulement pour faire sa déclaration, déposer ses moyens de faux et faire connaître ses témoins (4). Ce délai de trois jours était celui fixé par l'art. 40 pour le dépôt des moyens de faux. Mais, il était arbitraire de l'étendre à d'autres objets et à d'autres cas que ceux pour lesquels il avait été établi. Il est beaucoup plus logique d'admettre le délai indiqué pour l'inscription par l'art. 40 (5). Cette dernière opinion est seule admise aujourd'hui, comme nous l'avons dit. Quant

(1) MANGIN, *op. cit.*, 123.

(2) Cass. 27 avril 1811. D. 24. 703-7 et 20 mai 1813. D. 8. 453.

(3) Cass. 25 mai 1827. *Bull. Cass. Crim.*, 124. Nîmes. 6 juill. 1865. S. 65. 2.226.

(4) Cass. 12 février 1825 : D. 25. 1. 295.

(5) Nîmes, arrêt cité.

au délai pour déposer ses moyens, il reste fixé à trois jours à compter de l'inscription quelle que soit l'époque où celle-ci aurait été faite (1).

Pour les Douanes, les avis sont beaucoup plus partagés. D'abord, la Cour de cassation, les 4 et 23 juin 1817, déclara que l'inscription de faux n'était plus possible au prévenu après sentence par défaut (2). Le 23 août 1830, elle admit la théorie contraire, soutenue par Mangin et Faustin-Hélie, et enfin revint le 9 mai 1832 à son premier avis, auquel se rallient MM. Thibault et Pallain (3).

Examinons les arguments présentés de part et d'autre. Un fait domine d'abord la discussion : le cas n'a pas été prévu par la loi du 9 floréal an VII, comme il l'a été par le décret du 1^{er} germinal an XIII. Nous n'avons donc aucun texte précis. MM. Thibault et Pallain sont alors d'avis d'aller rechercher l'esprit et la tendance de la législation actuelle dans les actes législatifs antérieurs qui l'ont inspirée, c'est-à-dire dans les déclarations du roi de 1693, 1699, 1714 et 1732 sur l'inscription de faux en matière fiscale.

Evidemment, les dispositions de ces textes n'ont d'autre but que d'accélérer la procédure en vue de prévenir des faux témoignages possibles. Mais, on peut répondre que ces textes sont également la source de la

(1) Cass. 11 décembre 1841. S. 42. 1. 967.

(2) D. VIII. 453-456.

(3) M. THIBAUT, *op. cit.*, p. 266. PALLAIN, II, p. 645.

procédure, du reste, identique, adoptée pour les Contributions indirectes, ce qui n'a pas empêché d'admettre pour cette matière la légitimité de l'inscription de faux après condamnation par défaut. Dans ces conditions, l'argument historique ne saurait avoir grande portée.

Certains auteurs ont prétendu que les termes « au plus tard » employés par l'art. 12, titre IV de la loi du 9 floréal an VII excluaient d'une façon absolue la possibilité de s'inscrire après l'échéance fixée par la loi.

Mais, il n'en est pas ainsi. Nous avons vu tout à l'heure qu'en cas de jugement contradictoire le délai était prorogé en faveur du prévenu qui pouvait justifier d'un cas de force majeure. De même, le prévenu qui peut établir qu'il n'a pu se présenter pour la même raison, doit, en cas de jugement sur opposition, être admis à s'inscrire en faux (1). La même solution s'impose encore quand le prévenu n'a pas été touché par la citation à comparaître.

De plus, les mêmes termes « au plus tard » figurent également dans l'art. 40 du décret du 1^{er} germinal an XIII, ce qui n'a pas empêché l'art. 41 d'autoriser l'inscription de faux précisément après jugement par défaut. Ces mots ne sauraient donc constituer un argument plus sérieux que le précédent.

Quelles sont maintenant les considérations sur lesquelles s'appuient les auteurs qui sont d'un avis con-

(1) Cass. Ch. réunies, 9 novembre 1840. S. 40. 1. 841.

traire, c'est-à-dire qui tendent à ouvrir la voie de l'inscription de faux au condamné par défaut ?

Le 23 août 1830, la Cour de cassation, adoptant cet avis, avait dit : « Attendu qu'aucun des articles invoqués
« de la loi du 9 floréal an VII ou des autres lois spéciales sur la procédure en matière de Douanes, ne
« repousse les oppositions au jugement par défaut :
« qu'il est de la nature de ces oppositions, lorsqu'elles
« sont recevables et régulièrement formées, de rendre
« les jugements par défaut comme nonavenus et de
« rouvrir aux opposants toutes les voies légales pour
« leur défense. »

D'autre part, le 9 mai 1838, elle décidait en sens contraire, disant : « Quand la législation spéciale est claire
« et positive, ce n'est pas par les principes du droit
« commun qu'il faut en régler l'application : que ces
« principes ne peuvent être invoqués que lorsqu'il
« s'agit de suppléer au silence de la loi spéciale ou
« d'interpréter ce qui peut s'y rencontrer d'obscur et
« d'ambigu.... »

A quel texte cet arrêt faisait-il allusion ? Ce ne peut être qu'aux mots « au plus tard ». Or, nous avons vu tout à l'heure quelle valeur il fallait leur attribuer et les exceptions qu'ils admettaient. Dans ces conditions, et aucune contradiction n'existant selon nous, entre l'art. 12 de l'an VII et les principes du droit commun, nous pensons que rien ne s'oppose à ce qu'ils aient ici leur application. C'est la solution adoptée par Mangin

qui ajoute très justement que, non seulement le droit commun, mais toutes les législations spéciales connexes, celles des contributions indirectes, des forêts et de la pêche, l'admettent également (1). Du reste, le 27 novembre 1834, le tribunal de Valenciennes faisait remarquer qu'« il serait contradictoire de permettre
« d'un côté l'opposition à un jugement et de défendre,
« de l'autre, de présenter les principaux moyens qui
« pourraient faire juger d'une autre manière... »

M. Thibault reconnaît aussi d'ailleurs que « s'il
« existe une législation dans laquelle il eût été néces-
« saire d'admettre l'inscription de faux contre un procès-
« verbal même après une condamnation par défaut, c'est
« bien celle des douanes » (2). Il rappelle, en effet, qu'en cette matière, deux citoyens peuvent constater une saisie et qu'il n'est pas impossible à deux individus mal intentionnés de faire prononcer un jugement par défaut contre une personne, à l'insu de celle-ci. Aucun moyen de défense ne lui restera quand elle viendra en opposition, si on n'admet pas qu'elle puisse alors s'inscrire en faux.

Le même auteur conclut cependant dans un sens différent du nôtre, en s'appuyant sur les sources de la législation actuelle. Nous avons vu ce qu'il fallait penser de cet argument.

Autre question : Le 10 janvier 1902, la Cour suprême

(1) Arrêt cité du 23 août 1830. V. MANGIN, *op. cit.*, 126. 127.

(2) M. THIBAUT, *op. cit.*, p. 267.

rendait un arrêt dont nous tirons les deux propositions suivantes :

Les jugements correctionnels rendus au vu des constatations de procès-verbaux faisant foi jusqu'à inscription de faux, sont susceptibles d'être attaqués par voie de révision, dans les cas prévus par l'art. 443 du Code d'instruction criminelle.

Après cassation du jugement de condamnation, le prévenu doit, devant le tribunal de renvoi, observer les règles de la procédure d'inscription de faux pour contredire les assertions du procès-verbal (1).

La première partie de cet arrêt, relative à la question de savoir si les jugements correctionnels rendus au vu d'un procès-verbal, sont, ou non, susceptibles de révision, n'entre pas dans le cadre de notre travail. Mais, la seconde partie, relative à l'emploi, dans ce cas, de la procédure d'inscription de faux, mérite au contraire de nous arrêter un instant.

Pas plus que pour l'inscription en cas de jugement sur opposition, nous ne possédons ici de texte, ce cas n'ayant été prévu ni par la loi du 9 floréal an VII, ni par le décret du 4^e jour complémentaire de l'an XI, ni par le décret du 1^{er} germinal an XIII.

D'autre part, le droit commun ne nous présente aucune matière à laquelle nous puissions emprunter une solution. Force nous est donc, ainsi que l'indique

(1) V. note de M. THIBAUT sous Cass. 10 janvier 1902, *Pand. fr. Rec.* 1902. 1.465.

M. Thibault, de remonter aux sources et de « rechercher
« les motifs qui ont fait édicter les formalités de l'ins-
« cription de faux en matière fiscale et de nous
« demander si ces motifs subsistent en cas de renvoi
« après révision ».

Quelle est la raison pour laquelle les délais accordés par les ordonnances de janvier 1693, janvier et avril 1699, mars 1732 sont si brefs ? C'est uniquement pour empêcher, de la part du prévenu, toute tentative de corruption de témoins.

« Or, — et nous laissons ici la parole à M. Thibault
« — ce danger ne peut plus être évité au moment du
« jugement de l'affaire par le tribunal de renvoi. Les
« témoins produits au cours de l'enquête qui a précédé
« l'arrêt de révision n'ont pas été désignés dans le
« délai fixé par la loi sur l'inscription de faux. Le cou-
« damné qui comparait comme prévenu devant le tri-
« bunal de renvoi a donc eu le temps de les corrompre
« s'ils sont corruptibles. La rapidité de la procédure
« ultérieure ne saurait, dès lors, constituer une garan-
« tie de leur sincérité. »

L'utilité de l'inscription de faux n'apparaît donc pas en la circonstance. C'est également en vain qu'on l'invoquerait dans l'intérêt des poursuites qui pourraient être exercées éventuellement contre les auteurs du procès-verbal attaqué. En effet l'arrêt de cassation du 19 février 1825 que nous avons cité dans la partie de notre étude concernant les caractères de l'inscription

de faux, dit formellement : «... la poursuite en faux
« principal est soumise à des formalités différentes...
« elle doit être faite par le ministère public, soit d'of-
« fice, soit sur une plainte ou dénonciation ; elle a
« pour objet, non seulement d'attaquer la pièce arguée
« de faux et d'en prouver la fausseté, mais encore de
« rechercher et de faire punir les auteurs du faux (1)... »

M. Thibault conclut : « La procédure fiscale d'ins-
« cription de faux n'étant nécessaire devant le tribunal
« de renvoi, ni au point de vue de la sincérité des
« témoignages, ni au point de vue des poursuites à
« exercer éventuellement contre les préposés faussaires,
« on n'aperçoit aucun motif d'y recourir en dehors des
« cas prévus par la loi, ou plus exactement lorsqu'elle
« n'apparaît plus comme une demande d'autorisation
« de produire des témoins contre le procès-verbal.
« Cette autorisation a en effet été précédemment de-
« mandée et accordée, non plus en vertu des règles de
« l'inscription de faux, mais de celles de la procédure
« de révision. »

Nous nous rallions d'autant plus volontiers à cette opinion, qu'il nous paraît impossible d'admettre que l'amende de 300 fr. édictée par l'article 246 du Code de procédure civile contre l'inscrivant en faux qui succombe, soit infligée à un prévenu qui se borne à reproduire devant le tribunal de renvoi le système de défense

(1) Cass. 19 février 1825. S. 26. 1. 241.

qu'il a été autorisé à produire et qui a prévalu devant la Cour de cassation.

§ IV. — **Formes de la déclaration**

Dans quelle forme doit être faite la déclaration ? La loi divise les prévenus en deux catégories : les lettrés et les illettrés. Occupons-nous d'abord des premiers. Une seule indication nous est fournie par les textes de Douane et d'Indirectes : la déclaration doit être faite par écrit (1).

Ces mots n'impliquent nullement l'obligation pour le prévenu de l'écrire en entier de sa main. La Cour de cassation a jugé dans ce sens en s'appuyant sur l'analogie avec l'art. 218 du Code de procédure civile. La signature seule est exigée (2). La déclaration ainsi faite est déposée sur le bureau, à l'audience indiquée ; nous avons vu plus haut que si elle est formulée avant l'audience, elle peut être déposée au greffe. Est donc nulle la déclaration faite verbalement au greffe, dont le greffier a dressé acte et que l'inscrivant ou son fondé de pouvoir se borne à signer (3).

(1) En matière de forêts et de pêche, la déclaration est faite au greffe, reçue par le greffier, et signée par le prévenu (art. 179 du Code Forestier et 56 du Code de pêche).

(2) Cass. 1^{er} juin 1827. D. 27. 1. 261. 26 décembre 1846, S. 46. 1. 220. 28 mars 1857. S. 57. I. 622.

(3) Cass. 13 mars 1841. D. 24. 701. — 10 mai 1878. D. 78, 1. 389.

Il est facile de concevoir pourquoi la loi exige une déclaration écrite : c'est évidemment à cause de l'importance de la procédure qu'elle engage. C'est pour la même raison que nous voyons l'intervention du président exigée pour recevoir la déclaration d'inscription des illettrés. Leur déclaration est reçue et signée par le président et le greffier. Elle est nulle si un seul de ces personnages l'a reçue (1).

Il peut arriver qu'un prévenu ne sache pas écrire, mais ait cependant appris à tracer son nom. Laquelle des deux formes devra-t-il employer ? Le texte est formel. La seconde forme ne peut être employée que par un prévenu qui ne sait ni écrire ni signer. Tant que le prévenu n'a pas déclaré qu'il ne sait pas signer, il est tenu, à peine de nullité, de faire sa déclaration par écrit (2). Mais, alors, cette déclaration doit forcément être écrite par un tiers et ne porte que la signature de l'inscrivant. On a tiré de là un nouvel argument pour n'exiger, d'une façon générale, que sa seule signature.

Les mêmes délais doivent d'ailleurs être rigoureusement observés pour les déclarations reçues par le président et le greffier. Ainsi, un prévenu ayant déclaré à l'audience qu'il s'inscrivait en faux, déposa ses moyens verbalement, puis déclara ne pas savoir écrire ni signer. Le terme fatal pour formuler son inscription étant dé-

(1) Cass. 22 mai 1840. D. 40. 1. 417.

(2) Cass. 6 juillet 1809. *Bull. Cass. Crim.*, n° 239. — 29 juin 1810. D. 29. 700. — 6 avril 1821, D. 4. 188.

passé, son inscription fut déclarée nulle et non avenue (1). De même, quelle que soit celle des deux formes qu'il emploie, le fondé de pouvoirs doit être muni d'un pouvoir spécial, c'est-à-dire expressément relatif à l'inscription de faux contre le procès-verbal désigné. Le pouvoir général donné à une personne de représenter un prévenu dans l'affaire pendante, ne peut suffire pour autoriser ce représentant à s'inscrire en faux. Il faut que le pouvoir donné en fasse mention expresse (2).

En résumé, il n'y a donc que deux manières valables de s'inscrire en faux : ou présenter une déclaration écrite portant la signature du prévenu, ou, si celui-ci ne sait pas signer, faire une déclaration orale reçue et signée par le président et le greffier. Aucune autre forme ne peut être admise, si équivalente soit-elle (3).

Mais, l'inscription de faux ainsi formulée n'est pas encore parfaite. Elle doit être, à peine de déchéance, suivie, dans les trois jours, du dépôt au greffe des moyens de faux. Cependant, avant d'étudier cette seconde formalité, un point reste à examiner.

Comme nous l'avons vu, l'inscription peut être faite soit pendant, soit avant l'audience indiquée par la citation. Quelle sera l'attitude du tribunal à cette audience devant chacune de ces hypothèses ? Il faut voir quelle est exactement la situation de la procédure de faux.

(1) 29 juin 1810, v. *suprà*.

(2) Cass. 1^{er} juin 1827, déjà cité.

(3) Cass. 6 juin 1811. S. chr.

Si le prévenu formule son inscription à l'audience, le tribunal lui en donne acte et doit surseoir au jugement sur le fond, car le prévenu jouit d'un délai de trois jours pour fournir ses moyens. Remarquons, du reste, que le fait pour le tribunal de donner acte au prévenu de son inscription, n'est pas du tout la reconnaissance de la régularité de cette inscription (1). C'est plus tard seulement que celle-ci sera examinée. Du reste, une inscription régulière pourrait être suivie d'un dépôt de moyens fait après l'expiration du délai ou entaché de quelque autre nullité.

Si l'inscription a été faite avant l'audience, deux cas peuvent se présenter. Ou bien le prévenu n'a pas encore déposé ses moyens ; le tribunal doit, ici encore, surseoir jusqu'à la fin du délai de trois jours.

Enfin, autre cas, le prévenu, n'usant pas du délai, a déposé immédiatement ses moyens. Le tribunal doit-il alors statuer sur l'inscription ? Il faut encore faire une distinction. En matière de Douanes, si le prévenu a déposé ses moyens en même temps que son inscription, le délai de trois jours que la loi lui accordait pour ce dépôt ne peut être expiré, puisque la comparution a lieu dans les vingt-quatre heures. Dans ce cas, le tribunal doit encore donner acte et surseoir. Il est à remarquer, en effet, que le délai n'est pas clos par le dépôt. Si le prévenu dépose de nouveaux moyens, ils

(1) Cass. 3 décembre 1812. D. 24. 707.

ne peuvent être rejetés, car ils se trouvent toujours « dans les trois jours », comme l'exige la loi.

En matière de Contributions indirectes, au contraire, où les assignations sont à trois jours, il peut se faire que si le dépôt des moyens a eu lieu en même temps que l'inscription dès la citation, le délai soit expiré à l'audience indiquée. Alors, le tribunal ayant désormais tous les éléments, doit statuer sur l'inscription, conformément à l'article 9 du décret du quatrième jour complémentaire de l'an XI.

Le plus généralement, le tribunal se trouvera en présence d'une inscription soit faite auparavant, soit formulée à l'audience même, mais non encore accompagnée des moyens sur lesquels elle s'appuie.

SECTION II

DÉPÔT DES MOYENS DE FAUX

Etudions maintenant cette seconde formalité, le dépôt des moyens. Elle comporte la même rigueur de formes que les autres actes de cette procédure. Elle ne peut donc être remplacée par la dénégation dans l'acte d'inscription d'un fait affirmé par le procès-verbal, même, dit la Cour de Paris, si cette dénégation est accompagnée des noms et qualités d'un témoin. (Paris, 4 mai 1892.)

Mais ceci nous paraît discutable. Dans aucun texte de Douanes ou de Contributions indirectes, il n'est spécifié que le dépôt des moyens faux devra avoir lieu par un acte distinct de l'inscription. De ce qu'ils accordent un délai de trois jours, il ne s'ensuit pas pour le prévenu l'obligation d'en user et rien ne l'empêche d'accomplir successivement, mais d'une seule fois, les deux formalités. Quant aux formes et aux capacités nécessaires, elles sont beaucoup plus rigoureuses pour la première; le prévenu ou son représentant sera donc capable de remplir la seconde. La restriction posée par la Cour de Paris nous paraît donc sans fondement. Cependant, comme nous le verrons, c'est au greffe que le dépôt des moyens de faux doit être fait. Si donc l'inscription est formulée à l'audience, elle ne peut valablement contenir les moyens de faux.

Nous avons à voir ce qu'on entend par moyens de faux, par qui et où doit être fait le dépôt et enfin dans quel délai.

L'étude des moyens de faux se trouvera mieux à sa place à propos du jugement sur la pertinence et l'admissibilité. Bornons-nous à dire ici que le moyen de faux est tout fait qui, s'il est prouvé, détruit directement ou indirectement l'effet du procès-verbal, par exemple un alibi, ou la preuve du non-affichage de la copie.

Nous avons dit « s'il est prouvé ». Il faut des faits précis et concluants. On conçoit, comme nous l'avons vu, qu'une simple affirmation ou dénégation ne saurait

suffire ; elle n'apprendrait rien de plus que la simple déclaration d'inscription. Les moyens fournis doivent donc pouvoir constituer une base fixe et précise permettant une enquête, c'est-à-dire les interrogatoires des prévenus, témoins, etc., et une défense de la part des employés. Du reste, l'article 229 du Code de procédure civile veut que les moyens de faux contiennent les faits, circonstances et preuves par lesquels le demandeur prétend établir le faux (1). Si le prévenu offre de prouver le faux qu'il allègue par des inductions de ses précédentes déclarations, il encourt la déchéance de son inscription (2).

Qui peut faire le dépôt ? La loi ne fait pas ici les restrictions sévères édictées pour la formalité de l'inscription. Et ceci s'explique aisément. Ces restrictions avaient leur raison d'être pour engager une procédure difficile et dangereuse ; mais, cette procédure étant désormais entamée, il n'y a plus de raisons pour les maintenir. Il n'est donc plus exigé de procuration spéciale et notariée, une procuration sous seing privé suffit. L'avocat ou l'avoué du prévenu peuvent parfaitement le représenter (3).

Le dépôt doit être fait au greffe et non ailleurs, même si la déclaration a été faite non au greffe, mais à l'audience (4).

(1) Cass. 19 avril 1811, D. 24. 705. *Bull. Cass. Crim.* 61.

(2) Cass. 19 février 1811, D. 24. 705.

(3) Cass. 1^{er} juin 1827, D. 27. 1. 261.

(4) Cass. 11 déc. 1841, S. 42. 1. 967.

Nous arrivons au délai : le dépôt doit être fait « dans les trois jours qui la suivent (l'inscription) » (1). Des controverses se sont élevées sur le point de départ du délai et sur sa durée totale (2). La loi est formelle : les trois jours dont elle parle sont ceux qui suivent l'inscription, même si elle a eu lieu dès le commencement du délai accordé pour la formuler. Cependant, la Cour de cassation avait d'abord émis l'avis opposé, et avait fixé le point de départ du délai de trois jours à l'audience fixée pour la citation (3). Mais, une telle opinion pouvait difficilement s'expliquer. En effet, toute la législation de l'inscription de faux en matière fiscale a pour but de réduire les délais pour empêcher le prévenu de préparer de faux témoignages. Or, comme nous l'avons vu, l'inscription peut avoir été formulée dès l'assignation à comparaître, c'est-à-dire 24 heures avant l'audience en matière de Douanes et trois jours en matière de Contributions indirectes. Il semble donc qu'en faisant partir seulement de l'audience le nouveau délai de trois jours, la Cour accordait aux prévenus un laps

(1) Loi du 9 floréal an VII, titre IV art. 12 : décret du 1^{er} germinal an XIII, art. 40.

(2) Nous avons vu qu'en matière de forêts et de pêche fluviale, la déclaration d'inscription de faux était faite avant l'audience indiquée pour comparaître. A cette audience, le tribunal donne acte au prévenu de son inscription et lui fixe, pour déposer au greffe ses moyens et le nom de ses témoins, un délai de trois jours au moins et de huit jours au plus, en matière de forêts, et de huit jours au moins et quinze au plus, en matière de pêche.

(3) Cass. 3 déc. 1812, D. 24. 707. — 1^{er} octobre 1829, D. 24. 704.

de temps qui n'existe ni dans l'esprit ni dans la lettre de la loi.

Le dépôt des moyens, s'il a eu lieu en même temps que l'inscription, laisse cependant courir le délai de trois jours auquel le prévenu a droit pour l'accomplir. Donc, tant que les trois jours ne sont pas expirés, il peut encore déposer de nouveaux moyens et le nom de nouveaux témoins, car un dépôt ainsi fait reste en accord avec les termes de la loi.

Quant à l'expression « dans les trois jours » elle est un peu ambiguë. Mangin refuse de lui appliquer l'art. 1033 du Code de procédure civile et va chercher la solution donnée par la Déclaration de 1736 (1). Cette déclaration s'appliquait, il est vrai, à l'échéance des assignations, terme fatal pour l'inscription de faux. Mais, les mots qu'elle venait éclaircir étant les mêmes que ceux qu'emploient les textes qui nous régissent il y a lieu d'adopter la même solution. Le dépôt doit donc être fait avant la fin du troisième jour qui suit celui où la déclaration d'inscription de faux a été formulée.

Enfin, dans le cas où un prévenu attaque la validité du procès-verbal, est-il autorisé à ne faire courir le délai pour déposer ses moyens, que du jugement rejetant ses conclusions ?

La solution est la même que celle adoptée dans la même hypothèse pour la déclaration d'inscription. Le prévenu qui aura vu repousser ses conclusions tendant

(1) MANGIN, *op. cit.*, 129.

à annuler le procès-verbal, sera sans titre pour attaquer cet acte s'il n'a fait dans les délais réglementaires non seulement sa déclaration d'inscription mais encore le dépôt de ses moyens et le nom des témoins (1).

SECTION III

JUGEMENT SUR L'ADMISSION DE L'INSCRIPTION DE FAUX

Les formalités de l'inscription sont ainsi terminées. La parole est maintenant au tribunal saisi de la contravention. A l'expiration des délais pour le dépôt des moyens, il doit statuer de suite sur l'admissibilité de l'inscription de faux. Pour cela, il examine d'abord si toutes les formalités prescrites ont été rigoureusement observées (2). Nous avons suffisamment insisté sur leur caractère d'absolue rigueur. Rappelons encore que les nullités qui résultent de l'inobservation de l'art. 12 titre IV de la loi du 9 floréal an VII sont absolues et d'ordre public, et peuvent être proposées en tout état de cause ; le juge a donc le devoir de les suppléer dans le silence des parties (3).

(1) Cass. 20 mars 1841, S. 41. 1. 463.

(2) Arr. du quatrième jour complémentaire de l'an XI, art. 9, § 1. Décret du 1^{er} germinal, an XIII, art. 42. Mêmes formalités pour les forêts et la pêche : art. 179 de la loi du 21 mai 1827 et art. 56 de la loi du 15 avril 1829.

(3) Cass. 18 nov. 1815, D. VIII, 451.

Lorsque le tribunal a constaté que l'inscription est faite dans les délais et suivant les formes prescrites et que, par suite, la déclaration d'inscription est valable, il lui reste à examiner si les moyens produits à l'appui remplissent les conditions voulues (1). Les moyens doivent d'abord combattre un fait formant un faux véritable, c'est-à-dire un fait faisant foi jusqu'à inscription de faux. Ainsi, serait rejetée comme inutile l'inscription de faux qui s'attaquerait à une opinion ou à une induction des verbalisants. Au surplus, nous avons déjà consacré plus haut un chapitre à établir cette distinction.

Ayant reconnu que les moyens de faux attaquent une de ces constatations, le tribunal doit examiner alors si les moyens sont pertinents et admissibles : pertinents, c'est-à-dire susceptibles, s'ils sont établis, de démontrer clairement la fausseté de l'énonciation attaquée ; admissibles, c'est-à-dire de nature à faire disparaître la contravention si la fausseté de l'énonciation est démontrée.

Il ne suffirait donc pas de s'attaquer à une énonciation faisant foi, c'est-à-dire ayant une réelle valeur aux yeux de la loi, il faut encore que cette énonciation soit une de celles en qui réside la démonstration de la contravention. Prenons un exemple. Le prévenu en matière de Contributions indirectes dépose des moyens tendant à établir qu'un liquide reconnu et affirmé être du vin, était du cidre. Ses moyens peuvent être pertinents,

(1) Arrêté du quatrième jour complémentaire de l'an XI, art. 9.

c'est-à-dire prouver d'une façon absolue la fausseté de la dénomination donnée au liquide. Mais seront-ils admissibles? Non, si dans l'espèce, la contravention subsiste quelle que soit d'ailleurs la nature du liquide en litige.

Une objection peut ici se présenter à l'esprit. En constatant que les moyens présentés sont pertinents, le tribunal admet donc qu'un faux peut avoir été commis. Le refus de les considérer comme admissibles enlève au faux son importance, mais non sa réalité. Il paraît anormal que la loi n'ait pas prévu de pénalités pour le crime de faux commis dans ces circonstances.

On peut répondre qu'en fait, un pareil faux peut être évidemment blâmable en soi, mais ne fait courir aucun risque et par conséquent ne cause aucun préjudice à celui qui en est la victime.

Examinons maintenant quels sont les moyens de faux qui pourront être admis. Ce sont tous ceux qui « tendront à justifier les prévenus de la fraude ou des contraventions qui leur sont imputées ». Cette définition donnée par l'art. 42 du décret du 1^{er} germinal an XIII, englobe la justification directe et aussi la justification indirecte. Pour la première, nous avons vu les moyens de faux qui étaient admissibles. La question de l'alibi des prévenus est, comme nous l'avons vu, assez discutée. Il est admis généralement que leur identité fait foi. De même les opérations de jaugeage, le degré du liquide, etc...

Des moyens tendant à établir que la déclaration du contrevenant relatée au procès-verbal n'est pas celle qui a été réellement faite, ne pourront être repoussés, car il s'agit là de la matérialité de la déclaration (1). Parmi les déclarations, les plus importantes sont évidemment les aveux des prévenus. Il y a donc grand intérêt à ce qu'ils soient fidèlement rapportés. Mais il est utile de rappeler à ce sujet les distinctions faites plus haut entre la matérialité de l'aveu et sa sincérité. Pour le premier point, l'inscription de faux est nécessaire. Si, au contraire, le prévenu dépose des moyens tendant à combattre la véracité, ils devront être rejetés, car il est admis que cette véracité peut être discutée par la preuve contraire (2).

Enfin, autre remarque touchant les moyens qui détruisent directement le procès-verbal : si cet acte constate plusieurs contraventions et si les moyens déposés ne tendent à détruire que l'une d'elles, en laissant subsister les autres, ces moyens doivent être rejetés (3).

Ceci nous paraît critiquable. D'abord, les diverses contraventions relevées peuvent fort bien être punies de peines très différentes, ou plus ou moins graves, et la disparition d'une des constatations ne serait pas toujours chose indifférente au prévenu. Ensuite, en

(1) Cass. 9 nov. 1810, S. 16. 1. 293. — 6 août 1834, S. 35. 1. 36.

(2) Cass. 6 août 1834, S. 34. 1. 36, précité.

(3) Cass. 20 mars 1812 (*Mém. des Contrib. indir.*, 7. 295). *Contrà* : 10 déc. 1887, *Bull. Cass. Crim.* 428.

supposant que les moyens ainsi rejetés aient été examinés au fond, on serait arrivé à la constatation d'un faux. Ce faux laisserait, il est vrai, subsister contre le prévenu les autres contraventions, mais il n'en serait pas moins la cause d'une grave suspicion pour toutes les autres énonciations du même procès-verbal, et cette suspicion très légitime ne pourrait que profiter au prévenu.

Done, tant dans l'intérêt de celui-ci que dans un intérêt moral supérieur, il nous paraît à souhaiter que des moyens de faux puissent être admis, lors même qu'ils ne visent qu'une partie des contraventions relevées.

D'autres moyens, avons-nous dit, peuvent tendre indirectement à décharger le contrevenant. Ce sont surtout ceux qui s'attaquent à la forme du procès-verbal et tendent à en faire prononcer la nullité. Dans l'étude des énonciations susceptibles d'être attaquées, nous avons déjà vu que si certaines nullités apparaissent immédiatement, telles que l'absence d'une mention imposée par la loi ; d'autres, au contraire, ne peuvent se prouver que par l'inscription de faux. Ce sont les erreurs ou les faux dans les mentions portées à l'acte, par exemple, la date, le nom des saisissants. Ainsi, il a été jugé que les moyens tendant à prouver que la copie n'a pas été affichée, malgré la mention faite dans l'acte, devaient être admis (1). Il en serait de même de moyens

(1) Cass. 8 mars 1844, *Bull. Cass. Crim.*, 94.

tendant à prouver que le prévenu n'a pas été sommé d'assister à la description des objets saisis ou que la saisie ne lui a pas été déclarée.

Il y a une certaine catégorie de moyens de faux qui seront toujours déclarés inadmissibles. Ce sont ceux qui, tout en déchargeant le prévenu de la contravention relevée contre lui, n'attaquent cependant pas les constatations du procès-verbal. Ainsi, lorsque des préposés affirment avoir vu débarquer dans un port, un individu porteur d'un ballot, le tribunal devra rejeter l'inscription qui tendrait à prouver que ce ballot ne provenait pas du navire en question ; ce fait n'attaque pas le procès-verbal (1). De même, les individus dont la présence a été constatée en avant d'une troupe de contrebandiers pourront démontrer par la preuve contraire qu'ils ne faisaient pas partie de la bande en question. Leur inscription devra donc être rejetée (2).

Il faut faire rentrer dans la même catégorie tous les faits justificatifs, par exemple l'irresponsabilité du prévenu, le cas de force majeure, etc... Ces faits, en effet, respectent absolument l'intégrité du procès-verbal, ils influent seulement sur le degré de responsabilité et sa valeur au point de vue pénal (3). Il en est de même encore des moyens tendant à établir l'absence d'inten-

(1) Cass. 26 nov. 1834, S. 35. 1. 73.

(2) Cass. 28 juin 1816, *Bull. Cass. Crim.*, 36.

(3) Cass. 29 mars 1853, *Bull. Cass. Civ.*, n° 37.

tion coupable (1). Pour ces derniers, notons de plus, que la loi interdit au juge d'excuser les prévenus sur l'intention (2).

Ayant ainsi examiné d'abord la régularité de l'instruction dans ses formes et dans ses délais, puis l'admissibilité des moyens, le tribunal doit statuer immédiatement (3).

Il peut ou rejeter ou admettre l'inscription de faux. Son jugement doit être motivé et indiquer les moyens admis. Ceci est requis pour la même raison qui avait fait exiger du prévenu non pas une simple dénégation des constatations du procès-verbal, mais l'indication de faits précis et de témoins à l'appui. C'est sur ces moyens admis que va rouler, en effet, l'enquête : il y a donc un intérêt majeur à les spécifier nettement.

Dans la procédure de droit commun, deux jugements précèdent l'enquête. Le premier déclare admissible ou rejette comme inutile l'inscription de faux ; le second admet ou rejette les moyens produits. Dans la procédure fiscale, le premier jugement statue à la fois sur ces deux points. Il peut rejeter l'inscription comme inutile, si elle s'attaque à des faits qui peuvent être prouvés par une autre voie et enfin, si l'inscription est admissible,

(1) Cass. 27 thermidor an IX, *Bull. Cass. Crim.*, 297 et 14 avril 1841, *Bull. Cass. Civ.*, 59.

(2) Loi du 9 floréal an VII, art. 16.

(3) Art. 9 du décret du quatrième jour complémentaire de l'an XI.

les moyens produits à l'appui peuvent ne pas l'être, et il les rejette.

Ce jugement est, en réalité, un jugement définitif sur la question de l'admission de l'inscription, et non un jugement préparatoire. Comme tout jugement définitif, il est donc susceptible d'appel et cet appel est dès lors recevable avant le jugement définitif sur le fond (1). Il ne le serait plus, au contraire, si le prévenu ou l'Administration en laissait passer les délais, pour attendre le jugement sur le fond (2).

L'appel interjeté soit par l'Administration soit par le prévenu suit les formes réglées par la législation spéciale à chaque matière. L'objet principal est en effet la répression d'une contravention et l'inscription n'en est qu'un incident (3). On suivra donc pour les Contributions indirectes les formes déterminées par l'art. 32 du décret du 1^{er} germinal an XIII et, pour les Douanes, par l'art. 6 et suivants, de la loi du 14 fructidor an III, que nous étudierons dans un autre chapitre.

Quant au jugement sur l'admission ou le rejet de l'inscription, il clôt la première partie de notre procédure.

(1) Cass. 18 mars 1836 : S. 38. 1. 923.

(2) Cass. 13 mars 1890 : *Bull. Cass. Crim.*, 52.

(3) Cass. 29 juin 1810 : *Bull. Cass. Crim.*, 86.

CHAPITRE V

PROCÉDURE APRÈS LE JUGEMENT D'ADMISSION OU DE REJET

Comme nous venons de le voir, le tribunal peut admettre ou rejeter l'inscription de faux. Nous allons étudier les conséquences de sa décision et la procédure qui peut s'ensuivre.

SECTION I

REJET DE L'INSCRIPTION

Examinons d'abord le cas où le tribunal a rejeté l'inscription. Le procès-verbal reprend immédiatement toute sa force, et toutes ses énonciations font foi absolue. Le tribunal statue immédiatement sur le délit constaté (1). Mais, toute voie d'attaque est-elle enlevée au prévenu ? Comme nous l'avons vu au début de cette étude, il lui est loisible de déposer une plainte en faux criminel. Mais, n'oublions pas que le tribunal qui a à statuer sur le délit relevé au procès-verbal, n'a pas à

(1) Art. 10 du décret du 4^e jour complémentaire de l'an XI.

tenir compte de cette plainte. Un arrêt déjà cité plusieurs fois, du 19 février 1825, sépare bien nettement ces deux procédures (1). La plainte en faux criminel, quel qu'en soit le résultat, ne pourra rien modifier au jugement rendu sur le procès-verbal. Le tribunal ne peut même pas surseoir pour en attendre l'issue (2). Cependant, le prévenu peut avoir, dans certains cas, intérêt à provoquer la poursuite criminelle.

En effet, s'il a été condamné à des peines correctionnelles pour délit de contrebande, et que les rédacteurs du procès-verbal soient eux-mêmes plus tard condamnés pour faux, il pourra, par application de l'article 443, paragraphe 3 du Code d'instruction criminelle, demander la revision de son procès.

Nous estimons même que le prévenu pourrait demander la revision si, par suite de circonstances exceptionnelles provenant d'une complication de procédure, des rédacteurs du procès-verbal avaient été condamnés *avant* qu'un jugement définitif ne fût intervenu sur le fait de fraude. Les juges étant tenus à défaut d'inscription régulière de tenir pour vrais les faits exposés au procès-verbal, auraient dû prononcer contre lui une condamnation, sans pouvoir tenir compte des résultats des poursuites en faux criminel exercées contre les rédacteurs du procès-verbal. Cette dernière condamnation devrait ici produire, pour les motifs qui ont inspiré

(1) D. 25. 1. 295.

(2) D. 25. 1. 295.

les rédacteurs de l'article 543, les mêmes effets que si elle était intervenue *après* le jugement définitif du délit de contrebande (1).

Le prévenu dont les moyens de faux sont rejetés doit-il être condamné à l'amende de 300 francs édictée par l'article 246 du Code de procédure civile ? La question, un moment douteuse, est aujourd'hui résolue par la négative (2). En effet, d'après l'article 247, cette amende n'est prononcée que si l'inscription a été admise par un premier jugement. L'article 248 ajoute qu'elle n'est pas prononcée non plus quand les moyens de faux n'ont pas été admis. Ces deux articles se réfèrent à la procédure du droit commun, où un premier jugement doit, d'après les articles 214 et 217, admettre l'inscription et où un second est nécessaire pour les moyens de faux. Or, dans la procédure fiscale, il n'y a qu'un seul jugement pour ces deux objets et en l'absence de texte dans les lois spéciales, on doit appliquer les articles 246 et suivants : il n'y a donc pas lieu alors de prononcer l'amende (3). Nous examinerons plus loin les cas où, au contraire, elle doit être prononcée, lorsque, les moyens de faux ayant été admis, le prévenu succombe ou se désiste.

(1) Voir dans le même sens, au sujet du fait nouveau, une note de M. THIBAUT, sous Cass. 10 janvier 1902. *Pand. fr. Recueil*. 1902. 1.465.

(2) Rouen, 3 juin 1841. S. 41. 2.479. Bordeaux, 21 novembre 1885. 1887. p. 190.

(3) Caen, 29 novembre 1872. S. 73. 2.295.

Nous venons de voir que si l'inscription est rejetée, le procès-verbal reprend toute sa force et que le tribunal doit statuer sur la contravention sans avoir égard à une plainte au criminel. Mais, de ce que le tribunal a rejeté l'inscription, son jugement sur la contravention sera-t-il forcément une condamnation ? En aucune façon. Les motifs de rejet les plus ordinaires sont la non-observation des délais ou des formes prescrites et la non-admissibilité des moyens. Mais le rejet peut aussi avoir eu lieu, comme nous l'avons vu, parce que les moyens tendaient à prouver un fait qui, tout en déchargeant le prévenu de la contravention, n'était pas incompatible avec les constatations matérielles du procès-verbal. Alors, l'inscription n'était pas utile, puisque ces constatations restent intactes (1).

Dans ce cas, le tribunal admettra donc le prévenu à administrer la preuve des faits qu'il avance, et, cette preuve étant faite, emportera l'acquiescement.

Lorsque l'inscription a été rejetée et que le tribunal statue immédiatement sur le fond, il n'est pas besoin de deux jugements distincts ; un seul suffit, pourvu que dans ce jugement le rejet de l'inscription ou des moyens soit prononcé avant la décision sur le fond (2).

(1) Cass. 1^{er} février 1834. D. 34. 1. 384. — 26 novembre 1834. S. 35. 1. 73.

(2) Chambéry, 2 juin 1891. *Rec. arr. Grenoble*, 1891. 2.177.

SECTION II

ADMISSION DE L'INSCRIPTION DE FAUX

Abordons maintenant l'étude beaucoup plus longue et plus compliquée du cas où le tribunal a admis les moyens de faux. Il doit d'abord et avant tout surseoir à statuer sur le fond jusqu'à ce que soit vidé l'incident de faux. Il pouvait arriver qu'à l'audience indiquée dans la citation, le délai pour le dépôt des moyens ne fût pas écoulé et le tribunal a dû alors renvoyer l'affaire à une audience fixée à l'expiration de ce délai. Mais ce n'était là qu'un simple renvoi, le sursis ne peut être accordé qu'après admission de l'inscription.

Une seconde mesure s'impose alors, en matière de Douanes seulement. Le tribunal ordonne « la vente des « marchandises sujettes à déperissement et des chevaux « qui auraient été saisis » (1). Cette disposition avait déjà été édictée par la loi du 9 floréal an VII (2), pour tous les cas où « les circonstances de la saisie nécessitent un délai ».

Cette disposition est la dernière des lois spéciales à nos matières. A partir de ce moment, elles ne contiennent plus aucune indication, et nous sommes forcés,

(1) Arrêté du 4^e jour complémentaire de l'an XI, art. 9, par. 2.

(2) Titre IV, art. 13.

pour le reste de la procédure, d'aller chercher parmi les règles du Code de procédure civile, celles qui ne sont pas inconciliables avec les dispositions du Code d'instruction criminelle. Nous rentrons, en fait, dans les règles du droit commun, sur lesquelles nous ne nous arrêterons qu'en certains points présentant des particularités intéressantes au point de vue de notre étude.

Deux grandes hypothèses diviseront désormais la procédure : a) dans la première, les rédacteurs du procès-verbal sont morts ou la prescription couvre leur faux ; b) dans la seconde, ils sont en vie et la prescription ne leur est point acquise.

a) Si les auteurs présumés du faux sont morts, ou si la prescription les couvre, le tribunal qui avait à statuer sur le fond, c'est-à-dire sur la contravention, reste juge de l'incident du faux. Il peut prendre deux partis : si le simple examen des moyens rend évidente la fausseté du procès-verbal ou d'une de ses énonciations, il peut, *de piano* et sans enquête, rejeter le procès-verbal et l'Administration est alors condamnée aux dépens.

Dans la procédure du droit commun, le juge, qui peut écarter immédiatement une inscription de faux lorsqu'elle ne lui paraît pas fondée, peut, de même, déclarer immédiatement et sans enquête la fausseté de l'acte, si elle ne lui paraît pas douteuse, et cela, par le

même jugement qui admet l'inscription (1). Rien n'empêche d'adopter la même mesure dans une espèce fiscale, puisqu'on ne suit plus que les règles du droit commun.

Mais, le tribunal peut aussi ordonner que la preuve du faux soit faite. Comme nous l'avons déjà vu, la preuve ne peut porter que sur les moyens déclarés admissibles (2), ce qui explique la nécessité de les indiquer clairement, dans le jugement admettant l'inscription.

Quels sont les modes de preuve que devra admettre le juge commissaire ? Notons d'abord d'une façon générale, qu'il est admis que l'art. 232 du Code de procédure n'a aucunement le caractère impératif. Le juge est maître d'admettre le genre de preuve qu'il juge nécessaire (3) ; du reste, comme dans les espèces fiscales, il s'agit presque toujours de faux intellectuels, on aura rarement à recourir à l'expertise.

La preuve est ordinairement faite par l'enquête, c'est-à-dire par l'audition de témoins, audition pour laquelle l'art. 234 du Code de procédure civile renvoie aux formalités prescrites pour les enquêtes.

Une seule remarque à faire dans la procédure : l'art. 234 veut que la pièce en litige soit présentée aux témoins et paraphée par eux, si possible.

(1) Cass. 17 décembre 1835. S. 36. 1. 67.

(2) Art. 233 du Code de procédure civile.

(3) Cass. 17 mai 1830. D. 30. 1. 248. Nîmes, 24 janvier 1887. *Ann. Nîmes*, 1887. 33.

La question se pose de savoir si, dans le cas où le faux est poursuivi au civil par suite de prescription, on peut entendre comme témoins dans l'enquête les rédacteurs du procès-verbal. Il faut, à notre avis, répondre par l'affirmative. Dans les espèces de droit commun, dont nous suivons du reste les règles, il est admis qu'un notaire peut être valablement entendu dans l'enquête sur la validité de l'acte qu'il a lui-même dressé. On ne peut, en effet, priver les parties et le tribunal d'un élément de preuve fort intéressant, sauf cependant à ne l'admettre qu'avec réserve (1). Si la jurisprudence admet un témoignage qui peut difficilement être désintéressé, puisque le notaire peut être l'objet de poursuites criminelles si le faux était prouvé, il nous semble, à *fortiori*, qu'on ne saurait écarter les éléments que pourraient fournir les rédacteurs d'un procès-verbal lorsqu'ils sont à l'abri de toute poursuite et, par conséquent, moins tentés de déguiser la vérité.

Enfin, dit l'art. 258 du Code de procédure civile, « lorsque l'instruction sera achevée, le jugement sera poursuivi sur un simple acte ». Nous n'avons pas à discuter ici l'art. 259, puisque nous étudions précisément le cas où les rédacteurs du procès-verbal sont à l'abri de toute poursuite au criminel.

Quelles sont les conséquences de la décision des juges ? Si le procès-verbal est reconnu faux, soit en totalité,

(1) Cass. 23 novembre 1812. D. 12.572. Grenoble, 2 juin 1835 *Journ. de Grenoble*, 1835, p. 65.

soit seulement en partie, ils doivent le rejeter et, statuant sur le fond, renvoyer le prévenu des fins de la plainte, à moins toutefois que l'Administration intéressée n'ait établi la preuve du délit d'une autre manière.

Si, au contraire, la preuve du faux ne peut être administrée, le tribunal condamne le demandeur à l'amende de 300 fr. et aux dépens. Il peut de plus, mais seulement sur les conclusions de l'Administration partie civile, le condamner à des dommages-intérêts (1).

L'amende de 300 fr. est édictée par l'art. 346 du Code de procédure civile, contre le demandeur en faux qui succombe ou qui se désiste, mais nous avons déjà fait remarquer qu'elle n'était pas prononcée contre le prévenu dont l'inscription et les moyens n'avaient pas été admis.

D'après la jurisprudence, le chiffre de 300 fr. fixé par la loi, serait un maximum, car il est de règle que l'on doit considérer comme fixes les amendes dont la loi indique le minimum sans indiquer le maximum (2). Elle est encourue de plein droit, même dans le cas où le jugement ne l'aurait pas prononcée : il a été jugé qu'une Cour d'appel peut élever cette amende au taux fixé, si le jugement de première instance l'avait fixé à un taux inférieur (3). Enfin, lorsque plusieurs prévenus se sont inscrits en faux contre un procès-verbal, doit-on pro-

(1) Art. 246 du Code de proc. civ.

(2) *Pand. fr. Rép.* V° faux-incident, n°s 767 et 787.

(3) Cass. 30 juillet 1868. S. 69. 1. 28.

noncer plusieurs amendes? Pour les espèces civiles, il a été décidé que, lorsque plusieurs parties ont attaqué un acte reconnu sincère, une seule amende devait être prononcée (1). Nous ne voyons pas de raisons pour ne pas adopter cette solution pour les matières fiscales.

Notons enfin, en terminant cette partie, que cette amende est une amende civile et non point une peine correctionnelle : par conséquent, la prescription triennale ne l'atteint pas, elle ne se prescrit que par trente ans (2).

b) Abordons maintenant la seconde hypothèse, celle où les rédacteurs du procès-verbal attaqué ne sont ni décédés, ni couverts par la prescription. Cette hypothèse est d'ailleurs la plus fréquente. Pour elle comme pour la précédente, nous ne nous écartons pas des règles du droit commun. Ce serait donc sortir de notre cadre que de les discuter ici. Nous nous bornerons encore à en donner les grandes lignes, en faisant seulement ressortir l'intérêt que peuvent présenter, dans certains cas, ces règles appliquées aux procès-verbaux en matière fiscale.

Aux termes de l'art. 460 du Code d'instruction criminelle, l'inscription de faux se trouve convertie en plainte en faux principal, poursuivie par voie criminelle. Les

(1) Toulouse, 18 juin 1875. S. 77. 2.114. Douai, 8 novembre 1888. Jurispr. Douai. 1888, p. 173.

(2) Cass. 11 juillet 1849. S. 49. 1.664.

premiers juges doivent donc surseoir à statuer sur le fond, jusqu'à ce qu'ait été rendu le jugement sur le faux. Ils n'ont donc à faire ni enquête ni actes de procédure d'aucune sorte tendant à faire la preuve du faux (1).

Un juge d'instruction est désigné et l'affaire instruite dans les règles ordinaires. Ce magistrat, après avoir examiné l'existence des trois éléments constitutifs du crime de faux, altération de la vérité, intention de nuire, possibilité d'un préjudice, peut conclure soit au renvoi en Cour d'assises, soit au non-lieu. Dans le premier cas, nous n'avons pas évidemment à entrer dans le détail de la procédure criminelle. L'acquittement ou la condamnation peuvent en résulter.

L'acquittement implique la reconnaissance de la véracité du procès-verbal contesté et entraîne par conséquent la condamnation du demandeur à l'amende de 300 francs. Cependant, cette dernière conséquence nous paraît bien rigoureuse. Comme nous le verrons plus loin, il est admis par la doctrine et la jurisprudence que l'ordonnance de non-lieu rendue en faveur des rédacteurs du procès-verbal ne préjuge en rien de la validité de l'acte. Il nous semble que la même solution pourrait s'appliquer en cas d'acquittement. Il ne s'agit en effet, que de la culpabilité d'un individu quelconque. La proclamation de son innocence entraîne-t-elle for-

(1) Cass. 6 janvier 1809. D. 24. 707. — 6 avril 1821. D. 4. 188. Paris 5 janvier 1843. S. 43. 2. 212.

cément la sincérité de l'acte suspect ? On peut en douter. Sans discuter en rien la souveraineté de la décision du jury, on peut faire observer que cette décision est souvent à la merci d'un incident d'audience ou d'une subtilité d'avocat. Au contraire, l'ordonnance de renvoi en Cour d'assises, signée d'un juge d'instruction et corroborée par la chambre des mises en accusation, implique nécessairement de fortes présomptions de culpabilité pour l'accusé, et une légitime suspicion pour l'acte authentique dont il est l'auteur.

Si, au lieu d'être acquitté, l'auteur du faux est condamné, il encourt la peine des travaux forcés à perpétuité, prononcée par les art. 145 et 146 du Code pénal. De plus, l'art. 164 édicte contre lui une amende de 100 fr. au minimum et de 3000 fr. au maximum. Cette peine complémentaire est obligatoire et non facultative et la cour d'assises ne peut l'omettre sans violer la loi (1). Cette amende peut même dépasser la somme de 3000 fr. et s'élever au quart du bénéfice illégitime que le faux aurait procuré à son auteur. En matière fiscale, ce bénéfice consiste dans la « part de saisie » ou rémunération qu'auraient touchée les rédacteurs du procès-verbal d'après les règles spéciales à leur administration. Du reste, il est bien rare que les sommes ainsi acquises montent à de pareils chiffres. Enfin, cette

(1) Cass. 20 mai 1824. *Bull. Cass. Crim.* 70. — 2 mai 1834. *Bull. Cass. Crim.* 129. — 1^{er} juillet 1843. *Bull. Cass. Crim.* 170. — 8 novembre 1883, *Bull. Cass. Crim.* 244. V. *Pand. fr. Rép.* V^o Faux Criminel, n^o 1561.

double condamnation peut encore s'aggraver de dommages-intérêts envers le demandeur en faux, si celui-ci s'est porté partie civile.

Le verdict du jury, quel qu'il soit, termine ici la procédure de faux. Il reste au tribunal chargé de poursuivre la contravention constatée au procès-verbal, à renvoyer le prévenu des fins de la poursuite et à condamner l'Administration aux dépens, auxquels viendra s'ajouter l'indemnité de 1 0/0 par mois de la valeur des marchandises indûment saisies, à moins que la mainlevée n'en ait été donnée ou offerte sans caution (1).

Il nous reste, pour terminer, à étudier l'hypothèse où l'instruction ouverte contre les auteurs du faux a abouti à une ordonnance de non-lieu.

La doctrine et la jurisprudence sont ici en désaccord. D'après la première, le procès-verbal reprend, en ce cas, toute sa force, et l'effet même du jugement admettant l'inscription de faux doit disparaître. Le tribunal saisi de la contravention recouvre donc la plénitude de sa juridiction.

Cette solution parut bien rigoureuse. Un arrêt de la Cour de cassation dit, en effet : « La fausseté pouvant
« être le résultat d'une erreur aussi bien que d'un crime,
« ce serait porter atteinte aux droits de la défense que

(1) Loi du 9 floréal an VII, titre IV, art. 16 et art 29 du décret du 1^{er} germinal an XIII. Cass. 15 mars 1836 (S. 36. 1.768).— 12 novembre 1839 ; S. 40. 1. 47. — 24 juin 1840 ; S. 40. 1. 614.

« de lui interdire la faculté de démontrer l'erreur, alors
 « que, par la décision qu'il a rendue, le juge d'instruction s'est borné à nier l'existence du crime (1). »

Il fut donc admis par la jurisprudence qu'en cas de non-lieu le demandeur serait admis à faire la preuve du faux par la voie civile et devant le tribunal chargé de statuer sur la contravention.

Mais, il peut arriver que l'ordonnance de non-lieu ne se contente pas de statuer sur la culpabilité des rédacteurs du procès-verbal, et statue en même temps sur la véracité de cet acte. Dans ce cas, le demandeur en faux sera-t-il également admis à prendre la voie du faux incident ? Nous sommes ici en présence de deux théories différentes.

D'après la première, qui fut admise par les arrêts de Cassation du 25 juin 1881 et du 17 juillet 1896 (2), le faux ne peut plus être prouvé par la voie civile après ordonnance de non-lieu que si le juge d'instruction n'a pas statué, dans cet acte, sur la fausseté ou la véracité des faits constatés. Les défenseurs de cette théorie la poussent à ses dernières conséquences en disant à *contrario* : « Si l'ordonnance de non-lieu avait reconnu et déclaré l'exactitude des faits énoncés dans le procès-verbal des préposés des douanes, cette décision de la juridiction compétente se serait également imposée au juge correctionnel, le procès-verbal aurait repris toute

(1) *Bull. Cass. Crim.* 161.

(2) 25 juin 1881, précité. 17 juillet 1896. *Bull. Cass. Crim.* 243.

sa force et le tribunal n'aurait eu qu'à affirmer l'existence de la contravention et à la réprimer (1). »

Le 26 janvier 1897, la Cour de Douai émit une seconde théorie. Dans une affaire de Douane, elle constata d'abord que dans l'espèce qui lui était soumise, le non-lieu du juge d'instruction de Lille ne statuait pas sur l'exactitude du procès-verbal attaqué. Mais elle ajouta que : même une déclaration dans ce sens, émanant d'un juge d'instruction, n'aurait pu, en aucun cas, lier le tribunal chargé de statuer sur le délit de fraude.

Cette seconde théorie nous paraît préférable ; elle est en effet, seule d'accord avec les principes admis sur l'autorité attribuée, quant à la force de chose jugée, aux ordonnances de non-lieu. Ces principes ont été rappelés notamment par un arrêt de Cassation du 28 novembre 1888 qui dit : « De pareilles décisions, quels qu'en soient les motifs, ne peuvent exercer d'influence sur l'action civile portée devant les tribunaux civils (2). » On pourrait, il est vrai, objecter que ce texte s'appliquait uniquement à « l'action civile, portée devant les tribunaux civils », tandis que la cour de Douai en a fait l'application à une espèce de la compétence du tribunal correctionnel.

Mais, le procès-verbal, dont les auteurs bénéficiaient

(1) Extrait du rapport sur lequel a été rendu l'arrêt du 25 juin 1881.

(2) De même. Cass. 12 décembre 1877. D. 79. 1. 476, et FAUSTIN-HÉLIE, *Instruc. Crim.* II. 1104, et MERLIN, *Questions de droit*, V^o Réparation civile.

du non-lieu du juge de Lille, aurait fort bien pu, au lieu de constater un délit justiciable des tribunaux correctionnels, se rapporter à une simple contravention de la compétence du juge de paix, et ne donner lieu, dès lors, qu'à une action civile. Or, il serait évidemment arbitraire de faire une différence entre ce dernier cas, et celui où en raison d'une circonstance aggravante, le même genre de délit aurait été de la compétence du tribunal correctionnel.

L'arrêt de la cour de Douai nous semble donc parfaitement justifié (1).

La procédure de faux incident, ainsi rouverte, n'entre plus dans notre cadre : nous en avons déjà étudié les grandes lignes en examinant l'hypothèse où les rédacteurs du procès-verbal étaient décédés ou la prescription acquise. Nous avons traité au même endroit la question de l'amende à laquelle doit être condamné l'inscrivant qui n'a pu faire la preuve du faux qu'il alléguait.

Nous avons ainsi terminé l'étude de la procédure de l'inscription de faux en matière fiscale.

(1) *Pand. fr. Per.* 1898. II, p. 281, la note sous l'arrêt de la cour de Douai.

CHAPITRE VI

APPEL ET CASSATION

§ I. — **Appel.**

Tous les jugements rendus dans la procédure de faux sont susceptibles d'appel. Nous avons déjà vu à propos de l'admission ou du rejet de l'inscription que les règles de l'appel dans la matière qui nous occupe, étaient celles prévues par les art. 6 et suivants de la loi du 14 fructidor an III pour les Douanes, et par l'art. 32 du décret du 1^{er} germinal an XIII pour les Contributions indirectes. Nous allons les étudier, assez rapidement car elles n'appartiennent pas en propre à la procédure de faux et sont communes à tous les jugements rendus en matière de Douanes ou d'Indirectes, quel qu'en soit l'objet.

Ici, comme presque partout ailleurs, les dispositions des deux textes sont tellement semblables qu'on ne saurait les séparer. Rappelons cependant que la juridiction compétente en matière d'Indirectes étant le tribunal correctionnel, l'appel est porté devant la Cour d'appel.

Au contraire en matière de Douanes, le tribunal ordinaire étant le juge de paix, l'appel est porté devant le tribunal civil. Pour l'une comme pour l'autre matière, l'appel doit être notifié dans la huitaine de la signification du jugement, à la personne ou au domicile des parties (1). Mais, cependant, la loi a simplement voulu qu'il parvienne à la connaissance de la partie intéressée. Si donc le prévenu fait seulement au greffe une déclaration d'appel sans la notifier à la régie, cet appel est nul et irrecevable (2).

Du reste, en matière d'appel comme en toute autre, on doit appliquer les dispositions du droit commun dans le silence de la législation spéciale. Il en est ainsi pour l'art. 68 et suiv. du Code de procédure civile. Mais, au contraire, pour les délais d'appel, on applique la législation spéciale (3). Le Code de procédure civile n'a en effet abrogé aucune de ses dispositions.

Les mots « dans la huitaine » signifient que le délai expire à la fin du neuvième jour, y compris celui de la signification du jugement. L'appel formé le dixième jour n'est donc pas recevable (4). La question s'était posée autrefois de savoir si ce délai ne peut être aug-

(1) Cass. 4 décembre 1806. D. 27. 600.

(2) Dijon, 31 janvier 1877. S. 77. 2.164. Bordeaux, 6 novembre 1890. *Rec. de Bordeaux*, 1891. 1. 106. Aix, 1^{er} septembre 1879, S. 80. 2. 136.

(3) Cass. 10 février 1814, D. 27. 600. — 27 avril 1821. D. 27. 598. 8 août 1822. D. 4. 243. — 13 février 1840. D. 40. 1. 400.

(4) Cass. 27 avril 1821. D. 27. 598.

menté lorsque le jour de son échéance est un jour légalement férié, et avait été résolue par la négative (1). Mais, elle ne se pose plus depuis que la loi du 15 avril 1895 a décidé que « toutes les fois que le dernier jour d'un délai de procédure franc ou non, est un jour férié, ce délai sera prorogé jusqu'au lendemain. »

Enfin, il est admis que ce délai de huit jours ne peut s'augmenter en raison des distances, comme il est ordonné pour le délai pour comparaître (2).

L'acte d'appel ainsi notifié doit contenir assignation à trois jours.

Mais ici, les lois spéciales font formellement mention d'une augmentation de délai suivant la distance « un jour par deux myriamètres de distance entre la commune où est établi le tribunal de paix et celle où siège le tribunal civil (3). »

L'art. 4 de la loi du 3 mai 1862 a restreint cette augmentation à un jour par cinq myriamètres. D'après M. Thibault, cette modification doit avoir son effet dans la législation fiscale (4). Mais, il est de principe que les dispositions du droit commun ne doivent s'appliquer à nos matières que dans le cas de silence ou d'insuffisance de la législation spéciale. Or, ce n'est pas ici le

(1) Cass 20 octobre 1832. S. 33. 1. 111. Montpellier, 7 juin 1884. *Ann. des Contrib. Indir.* 1887, p. 372.

(2) *Pandectes Rép.* V° Douanes, n° 3338.

(3) Art. 14 du titre IV de la loi du 9 floréal an VII et art. 32, par. 2 du décret du 1^{er} germinal an XIII.

(4) THIBAUT, *op. cit.*, 309.

cas ; la loi de floréal an VII et le décret de germinal an XIII, sont parfaitement clairs. Nous ne pensons donc pas qu'il y ait lieu de faire intervenir ici les dispositions d'un texte fait exclusivement pour les affaires civiles et commerciales.

Dans la pratique, toutes ces dispositions sont très élastiques. La Cour de cassation remarqua d'abord que la déchéance prononcée par l'art. 32 du décret de l'an XIII ne concernait que la notification de l'appel dans la huitaine, et non l'assignation à trois jours que doit contenir la déclaration d'appel (1). Cette découverte l'amena à déclarer recevables des assignations données même à moins de trois jours (2), à la condition toutefois que ce délai fût écoulé au moment où le prévenu comparait. Ceci se justifie, car, dans la pratique, le contrevenant est toujours régulièrement avisé au moins trois jours d'avance de l'audience à laquelle il sera jugé. De même, la Cour de Cassation autorisa également l'assignation donnée par acte séparé (3). Ici, nous pensons que la Cour a été trop loin. Les textes disent formellement : « La déclaration d'appel contiendra... » Or, elle ne contient pas l'assignation si elle l'accompagne seulement.

La déclaration d'appel a un effet suspensif. L'art. 5 la loi du 14 fructidor an III et l'art. 31 du décret du 1^{er} germinal an XIII ordonnent, il est vrai, la remise

(1) Cass. 8 avril 1813. D. 27. 599. — 15 avril 1819. D. 27. 598.

(2) Cass. 8 avril 1813, précité.

(3) Cass. 4 décembre 1812. D. 27. 598.

sous caution des objets saisis sujets à dépérissement. Mais, le fait même que cette remise n'est effectuée qu'après estimation de leur valeur et sous caution, affirme bien l'intention de la loi de maintenir le statu quo.

Pour le reste de la procédure, on suit les règles du droit commun. Quelques-unes seulement présentent dans l'application des particularités à signaler, notamment l'art. 182 du Code d'Instruction criminelle. Une Cour d'appel n'est pas compétente pour juger une contravention ou un délit qui n'a été mentionné ni dans la citation en première instance, ni dans l'ordonnance de renvoi (1). Il en résulte donc qu'après un jugement rejetant une inscription de faux, le prévenu ne peut en appel fournir de nouveaux moyens ni d'autres témoins. A fortiori, évidemment le tribunal d'appel ne peut se prononcer sur une inscription de faux qui n'aurait pas été jugée en première instance. C'est en effet le tribunal compétent pour connaître de la contravention qui, seul, peut connaître de l'inscription de faux (2).

Nous avons ici à noter quelques divergences entre la législation douanière et celle des Indirectes, divergences dues uniquement au degré du tribunal d'appel, qui, en matière de Douane est le tribunal de première instance.

(1) Cass. 14 mai 1875. *Bull. Cass. Crim.*, n° 153.-20 août 1880. *Bull. Cass. Crim.*, 169.

(2) Cass. 13 frimaire an XIII. D. 17. 807.

D'après l'art. 404 du Code de procédure civile, l'appel du juge de paix est une matière sommaire ; il est régi par les articles suivants : 405, etc..., c'est-à-dire jugé à l'audience « sur un simple acte, sans autre procédure ni formalité ». Le juge doit statuer dans la huitaine (1), mais il est admis que ce délai est fixé au juge et non à la partie, contre laquelle il ne peut être une cause de déchéance (2).

En matière de Contributions indirectes, la procédure devant la Cour d'appel est un peu plus compliquée. C'est celle des art 209 et suivants du Code d'instruction criminelle. L'appel doit être jugé à l'audience et dans le mois (3). Le rapport est présenté par un conseiller, à la suite duquel sont entendus les parties et le ministère public (4). La Cour doit à peine de nullité juger à l'audience et en présence des parties (5). La publicité étant une condition nécessaire à la validité, doit être mentionnée dans l'arrêt (6).

Une autre condition de validité est le concours du conseiller rapporteur. Il a même été jugé que si un conseiller ayant fait un rapport à une audience, se trouvait

(1) Art. 6 de la loi du 14 fructidor an III.

(2) Cass. 2 avril 1807. S. chr. *Contrà* : Lyon, 10 mars 1873. *Rec. Lyon*, 1873, p. 218.

(3) Art. 209 du Code d'instruct. crim.

(4) Art. 210 du Code d'instruct. crim.

(5) Cass. 23 nov. 1810. D. 24. 705. Art. 190 et 211 du Code d'instr. crim.

(6) Cass. 15 févr. 1889, *Bull. Cass. Crim.*, 165. — 15 déc. 1892, S. 93. 1. 110.

empêché à l'audience suivante, un autre conseiller devait, à peine de nullité, être désigné et faire un nouveau rapport (1).

Enfin, pour l'une comme pour l'autre matière, lorsque le tribunal d'appel réforme un jugement pour toute autre cause que celle d'incompétence, il doit retenir l'affaire et statuer sur le fond (2). Il devra donc, après avoir prononcé la nullité d'une inscription de faux, statuer sur le délit constaté par le procès-verbal.

Les arrêts doivent à peine de nullité, être motivés (3). Lorsqu'un juge d'instruction a rendu une ordonnance de non-lieu en faveur des rédacteurs d'un procès-verbal argué de faux, et ce, après avoir constaté l'exactitude des faits délictueux consignés dans cet acte, cette mention introduite dans un arrêt rejetant l'inscription et condamnant le défendeur à l'amende, constitue un motif suffisant pour la validité (4).

§ II. — Cassation

Au contraire de l'appel, le pourvoi en Cassation n'a d'autres règles que celles du droit commun, édictées

(1) Cass. 2 déc. 1851, S. 55. 1. 80.

(2) Art. 215 du Code d'inst. crim. — Cass. 17 février 1826, D. 26. I. 174.

(3) Art. 7 de la loi du 20 avril 1810.

(4) Cass. 5 février 1886, *Bull. Cass. Crim.*, n° 39.

par l'article 416 et suivants du Code d'instruction criminelle. Des controverses se sont élevées sur le point de savoir si les agents d'une Administration devaient être munis d'un pouvoir spécial pour faire la déclaration de pourvoi. Il a été décidé qu'un pouvoir spécial n'était pas nécessaire si l'employé supérieur déclarait agir au nom de l'Administration (1). L'administration est dispensée de la consignation d'amende de 150 fr. (2). Le pourvoi en Cassation doit être formulé trois jours francs après la condamnation (3). Mais, ce délai ne comprend ni le jour où l'arrêt a été prononcé ni le dernier des trois jours (4). Il doit être accompagné d'une expédition authentique du jugement (5) et notifié dans les trois jours à la partie adverse (6).

Notons enfin, comme dernière particularité intéressante, que le pourvoi est suspensif en matière criminelle, et non en matière civile. Cependant, pour les affaires de Douanes, qui rentrent dans cette dernière catégorie, il y a une exception : en effet, dans le cas où un jugement contre lequel un pourvoi a été formulé, aurait ordonné main-levée d'une saisie, les marchandises

(1) Cass. 14 août 1833, *Bull. Cass. Crim.*, 413. — *Contrà* : Cass 6 août 1818, D. 27. 601.

(2) Loi du 2 brumaire an IV, art. 17 ; et art. 420 du Code d'instruction crim.

(3) Cass. 7 janvier 1808, D, 27. 601.

(4) Cass. 7 déc. 1832, S. 33. 1. 560.

(5) Art. 419 Code d'instr. crim.

(6) Art. 418 du Code d'instr. crim.

qui en étaient l'objet ne sont remises que contre caution, c'est-à-dire dans les mêmes conditions qu'en cas d'appel (1).

(1) Art. 373 Code d'inst. crim. et art. 15 de la loi du 9 floréal an VII; Cass. 2 avril 1812, S. chr.

CHAPITRE VII

CRITIQUES SOULEVÉES CONTRE LE PRINCIPE DE LA FOI DUE AUX PROCÈS-VERBAUX JUSQU'À INSCRIPTION DE FAUX.

Nous avons vu, dans la partie historique de notre travail, que le principe de la foi due jusqu'à inscription de faux était, en matière fiscale, aussi ancien que la législation spéciale à cette matière. Ce principe, une fois proclamé, n'a subi en fait aucune atteinte et a survécu à tous les bouleversements politiques. Mais, est-ce à dire que ce principe n'ait été l'objet d'aucune critique? C'est ce que nous allons étudier.

Depuis 1888, les attaques contre le principe de la foi due jusqu'à inscription de faux se sont répétées chaque année au Parlement sous les formes d'amendement aux différentes lois de finances (1). De plus, en février 1891, une proposition de loi tendant à l'abrogation du principe tant en matière de Douanes et d'Indirectes que de fo-

(1) *Budget de 1888*, rapport de M. Yves Guyot, disposition supprimant la foi due jusqu'à inscription de faux. Non adoptée.

Budget de 1889 : Amendement Ferry et rapport du même. Rejeté.

Budget de 1891 : Proposition de loi de M. Pourquery de Boissier et autres. Rapport de M. Muller. Rejeté.

rêts et de pêche, fut déposée par M. Pourquery de Boiserin et quelques-uns de ses collègues. Bien qu'aucun doute ne pût s'élever, l'administration des Douanes tint à avoir l'avis de son haut personnel et, par circulaire, invita les directeurs, inspecteurs et receveurs principaux à lui soumettre leurs arguments pour le maintien du principe attaqué.

Enfin, justement ému du succès croissant qu'obtenaient ces attaques, le ministère crut devoir examiner si des améliorations dans la procédure ne donneraient pas à l'opinion une satisfaction au moins provisoire. Le

Budget de 1892 : Amendement Chiché. Adopté par la Chambre le 17 décembre par 256 voix contre 242, repoussé par le Sénat.

Budget de 1893 : Amendement Chiché. Adopté par la Chambre le 13 juillet, par 375 voix contre 124, repris et adopté le 21 juillet par 287 voix contre 153, rejeté par le Sénat, adopté de nouveau par la Chambre par 274 voix contre 193. Au Sénat, disjonction, adoptée par la Chambre.

Budget de 1894 : Le 25 octobre, amendement Cunéo d'Ornano ; le 13 novembre, rapport de M. Salis concluant au rejet.

Année 1895 : Amendement Monis au projet de réforme de l'impôt sur les boissons, présenté au Sénat le 27 décembre.

Année 1897 : Amendement Chiché au projet de réforme ; du même député, le 4 novembre, pour le budget de 1898. Rapport du 23 novembre.

Budget de 1898 : Séance du 11 mars 1898, à la Chambre. Adopté par 332 voix contre 124. Rejeté au Sénat.

Budget de 1899 : Amendement Chiché du 14 nov. 1898. Non soutenu.

Budget de 1900 : Amendement Chiché du 15 janvier. Adopté par la Chambre, le 13 mars 1900, par 384 voix contre 130. Rejeté au Sénat.

Budget de 1903. Amendement Cunéo d'Ornano : « Les procès-verbaux des agents des Contributions indirectes feront foi *jusqu'à preuve contraire* ». Adopté par 478 voix à la Chambre, le 25 février 1903.

7 mai 1900, M. Caillaux, ministre des Finances, prit un arrêté nommant une commission pour examiner les améliorations dont serait susceptible la législation actuelle. Le 14 juin une sous-commission fut créée qui résuma ses travaux dans un rapport où la question de principe fut d'abord traitée.

Nous trouvons dans ces divers documents le résumé à la fois le plus complet et le plus récent des arguments présentés par les adversaires et les défenseurs de ce principe.

Examinons d'abord les arguments présentés par les partisans de sa suppression. Ils sont de deux espèces : des arguments purement théoriques, par exemple, son origine ancienne, son anomalie dans la législation moderne, etc., ; d'autres sont tirés de la pratique et envisagent la possibilité d'abus, les difficultés de la procédure, etc...

La date ancienne est-elle un argument bien sérieux ? Nous ne le pensons pas. Que répondre aux mots : institution surannée... vestige de vieilles ordonnances sur les Aides et les fermes... etc... ? Sans doute, ce principe a été établi par d'anciennes ordonnances ou règlements sur les forêts, d'où il a été étendu ensuite aux matières fiscales. Mais, avoir traversé tant de régimes divers et tant de bouleversements tant politiques qu'économiques et sociaux, nous paraît la preuve indiscutable de son utilité. La Révolution, qui avait cependant supprimé toute mesure d'exception et tout privilège, comprit la

nécessité de maintenir ce principe. Plus près de nous, il fut de nouveau affirmé par l'art. 4 de la loi du 21 juin 1873 et enfin par la loi du 24 mars 1898 sur la répression des délits forestiers en Algérie.

D'autres adversaires viennent dire alors : ce principe constitue une anomalie dans notre législation moderne. Il accorde plus d'autorité à des déclarations faites par des agents inférieurs qu'à celles faites par des officiers de police judiciaire ou de fonctionnaires plus élevés. Une pareille anomalie ne se justifie par aucune raison.

Les procès-verbaux de tout ordre peuvent se diviser en deux grandes catégories : les procès-verbaux de constatation et les procès-verbaux de saisie. Le premier groupe ne fait foi que jusqu'à preuve contraire : il a pour type le procès-verbal des officiers de police judiciaire. Le second groupe, au contraire, a pour type le procès-verbal de saisie d'un huissier. La loi lui accorde foi jusqu'à inscription de faux. La constatation de la saisie doit être faite d'une façon sûre et définitive, tant dans l'intérêt du saisi et du saisissant, que dans celui du gardien chargé d'assurer la conservation des objets saisis. Or, c'est à ce second groupe que se rattachent les procès-verbaux fiscaux. Presque tous sont, en effet, des procès-verbaux de saisie. Bien plus, dans l'ancien droit, ils étaient rédigés indifféremment par les agents des fermes ou des huissiers. Dans la législation actuelle, les textes qui ont fixé les formes du procès-verbal de Douanes ou de Contributions indirectes visent

tous le procès-verbal de saisie. Ce procès-verbal est si bien le type de tous les autres, que la loi des 6-22 août 1791 (titre X, art. 24) ajoute : « Ce qui a été ordonné pour les procès-verbaux de saisie sera exécuté pour tous les autres procès-verbaux. »

Ayant donc la même origine, le même objet et les mêmes formes que le procès-verbal d'huissier, pourquoi le procès-verbal fiscal n'aurait-il pas la même autorité ? La présence de deux recours dans le premier cas ne saurait être un argument, car ce n'est pas d'elle que dépend la force probante de l'acte.

L'anomalie consisterait donc au contraire, à refuser à un acte dressé par deux saisissants la foi qu'on accorde à l'acte d'un huissier instrumentant seul. Mais, existât-elle, elle trouverait encore sa pleine et entière justification. Au profit de qui se manifeste, en fait, le principe de la foi due ? Au profit du Trésor. Or, dans tous les temps et dans tous les pays, le Trésor public a joui d'immunités particulières, juridiction spéciale, facilités de procédure, etc... Ainsi, les tribunaux administratifs sont compétents en matière de Contributions directes, l'enregistrement déroge au droit commun par sa procédure écrite, et les exemples pourraient être multipliés. Il nous semble bien qu'une anomalie, si elle existait, serait amplement justifiée.

Mais, dira-t-on, l'intérêt du Trésor ne peut-il se concilier avec la suppression de la foi due ? Les fraudes en matière de Contributions indirectes sont, dans une

forte proportion, constatées par la gendarmerie dont les procès-verbaux ne font foi que jusqu'à preuve contraire.

C'est vrai ; mais il faut remarquer d'abord que cette forte proportion ne dépasse pas 6 0/0 et n'a jamais atteint, même de loin, celle de 50 0/0 qu'on avait donnée. Ensuite, les délits constatés par les agents de l'administration n'entraînent presque toujours que des saisies suivies de main-levée immédiate et rarement l'arrestation. La gendarmerie au contraire constate le plus souvent des fraudes sur les tabacs, allumettes, poudres, cartes à jouer, etc... qui, d'après la législation des Contributions indirectes, entraînent la saisie effective, sans main-levée possible, et l'arrestation des prévenus. Du reste, d'une façon générale, et suivant l'art. 302 du décret organique du 1^{er} mars 1854, ils doivent saisir réellement les marchandises et arrêter provisoirement les contrevenants. Or, on aperçoit immédiatement que ces deux circonstances sont très importantes. Avec elles, en effet, il n'y a pas possibilité de nier l'identité du prévenu ni le fait matériel du délit : on ne peut invoquer d'alibi, ni provoquer des témoignages de complaisance.

Le privilège de la foi due jusqu'à inscription de faux n'était donc pas utile à des procès-verbaux accompagnés de telles sûretés. Mais il n'en est pas de même pour les constatations des agents de l'administration qui, nous l'avons vu, n'entraînent le plus souvent ni arrestation ni saisie effective.

Un autre grief plus grave contre ce principe est le suivant : il ne respecte pas, dit-on, les droits de la défense et est une atteinte à la dignité de la magistrature. Sur ce dernier point, on peut répondre que celle-ci ne s'en est jamais plainte, au contraire. Mais, le respect de la foi due enlève-t-il au juge toute liberté d'appréciation ? Nullement. Nous avons déjà vu plus haut qu'il pouvait, sans violer le principe, apprécier en toute liberté le caractère légal d'un délit, l'irresponsabilité du prévenu, le cas de force majeure ou autres faits justificatifs. Tout ceci n'attaque en rien les constatations du procès-verbal. A cette même condition, le prévenu peut, de même, faire la preuve de la non-contravention. De plus, l'article 19 de la loi du 29 mars 1897 autorise les tribunaux à appliquer, en matière de Contributions indirectes, l'article 463 du Code pénal.

Même parmi les énonciations constitutives du délit, nous avons vu que beaucoup pouvaient être combattues par la preuve contraire. Les questions de l'identité du prévenu, du jaugeage des contenants, de la richesse alcoolique des liquides, sont très controversées. Cependant, pour les procès-verbaux d'opposition, on peut se demander s'il ne serait pas sage de leur enlever le privilège de la foi jusqu'à inscription de faux. Déjà, l'article 49 de la loi de 1816, abrogé par l'article 38 de la loi du 21 avril 1818, s'était exprimé ainsi : « Nulle preuve testimoniale ne sera admise contre les procès-verbaux, *sauf le cas d'injures et de voies de fait.* »

Il semble bien, en effet, que les violences qui, de fait, accompagnent presque toujours l'opposition, ne sont pas de nature à laisser toujours aux agents le degré de sang-froid et l'impartialité nécessaires.

Enfin, rappelons que seuls les faits matériels font foi jusqu'à inscription de faux. Il nous semble donc fort exagéré de dire que ce principe est une atteinte aux droits de la défense.

Les partisans de la suppression envisagent enfin la possibilité d'abus. Il est bien certain qu'à première vue le principe qui nous occupe peut paraître exorbitant à une personne non prévenue, d'autant plus qu'il est resté inconnu à toutes les législations qui nous entourent (1).

(1) En Allemagne, la contravention est constatée d'abord par un « protocole » contenant à peu près les mêmes énonciations que notre procès-verbal : puis, par une « déclaration » ou rapport, purement administratif. Ces actes peuvent être dressés par un seul fonctionnaire et ne sont astreints à aucune forme. Ils sont crus jusqu'à la production de la preuve contraire qui est toujours admise et détruit leur effet.

En Angleterre, pas de procès-verbal. La fraude est constatée par l'employé dans une note signée établissant les faits et adressée au juge de paix.

En Belgique : le procès-verbal doit être rédigé par deux personnes au moins, dont une doit appartenir à l'administration. Il fait foi jusqu'à ce que la preuve contraire soit établie complètement.

En Espagne : les délits seuls sont constatés par un procès-verbal et seulement lorsqu'il y a saisie. Le procès-verbal est en-

Si nous regardons plus profondément la réalité, cette impression disparaît vite. Toutes les garanties possibles sont prises par la loi pour assurer la sincérité des procès-verbaux. Les mentions qu'elle ordonne d'y faire, les circonstances dont elle exige la constatation méticuleuse, la restriction aux seules constatations matérielles du principe de la foi due, l'obligation qu'elle a fait aux verbalisants de rédiger eux-mêmes leurs rapports, enfin, la formalité de l'affirmation sont autant de précautions fort utiles. Les agents sont, de la part de leurs chefs, l'objet d'une surveillance active et constante, et, enfin, à défaut de raisons d'un ordre plus élevé, tous connaissent les suites terribles qu'entraînerait pour eux le moindre manque de sincérité.

Du reste, un fait répondra mieux que tous les arguments. Lorsque l'Administration des Douanes crut devoir provoquer l'avis de ses hauts fonctionnaires, l'un d'eux fit fort justement remarquer que, parmi les très rares procédures de faux entamées par des prévenus, pas une, à sa connaissance, n'avait eu de base sérieuse et n'avait pu aboutir (1).

suite visé par le chef de la douane et le maire du lieu et par deux témoins.

En Italie : le procès-verbal contient à peu près les mentions exigées en France. Il est rédigé non par les saisissants, mais par le comptable dans le bureau duquel on a conduit les contrevenants et les objets saisis. Il ne fait foi que jusqu'à preuve contraire.

(1) Rapport de l'Inspecteur chef de service des Douanes en Corse.

On accuse enfin la procédure d'inscription de faux d'être inabordable et, par suite, illusoire, tant à cause des risques qu'elle fait courir à celui qui l'engage, que des frais élevés qu'elle exige. Nous examinerons, dans le chapitre suivant si quelques simplifications ne pourraient pas être apportées à cette procédure, mais, telle qu'elle existe actuellement, elle ne justifie guère ces reproches.

Les frais qu'elle nécessite jusqu'au jugement sur l'admission s'élèvent en réalité à une quarantaine de francs. Quant à l'amende encourue et aux formalités très minutieuses de la déclaration, tout cela se justifie amplement par la gravité d'une accusation qui peut emporter les travaux forcés à perpétuité pour ceux qu'elle vise. Cette procédure n'est donc, en réalité, ni dangereuse ni si onéreuse.

En résumé, de tous les arguments présentés contre le principe de la foi due jusqu'à inscription de faux, que reste-t-il ? Rien, et nous allons voir maintenant quels seraient, au contraire, les graves inconvénients qui ne tarderaient pas à se produire si l'on en décidait la suppression.

Une enquête devient d'abord nécessaire pour chaque affaire, mettant chaque fois aux prises de simples agents d'exécution avec les conseils des parties, gens habituellement fort avisés. Le prestige de l'autorité, déjà si difficile à conserver en France, en sera complètement détruit. Mais, en dehors de cette question morale, il

est d'autres arguments d'ordre plus positif. Les nécessités de l'enquête entraîneront de nombreux déplacements d'agents et seront une cause de désorganisation pour tous les services. Un exemple n'est pas inutile. Sur la seule frontière de Dunkerque à Longwy, il est dressé chaque année plus de six mille procès-verbaux de Douane. Les enquêtes et audiences entraîneront donc le déplacement de 12.000 préposés, à des distances parfois assez longues et pour un temps qui ne sera jamais moindre d'une demi-journée. On peut imaginer, par ces seuls chiffres et sans entrer bien avant dans les arcanes des administrations, le désarroi que causerait un pareil état de choses, alors que l'insuffisance numérique des agents est l'objet de continuelles réclamations. Enfin, ces déplacements n'iraient pas sans de grands frais, et cela à un moment où les résultats de chaque affaire deviendraient beaucoup plus aléatoires, étant toujours à la merci d'un incident d'audience ou de l'audace d'un prévenu.

Pour les tribunaux eux-mêmes, cette multiplicité subite serait aussi une cause de lenteurs, si contraires au vœu de la loi. Enfin, et c'est là surtout que nous insisterons, c'est l'invasion des prétoires par les faux témoins.

Nul n'ignore les axiomes touchant le bien de l'Etat, professés non seulement par les populations des campagnes, mais même par des gens que leur rang social aurait dû, semble-t-il, protéger contre de pareilles

erreurs. Ces idées, comme nous l'avons vu dans la partie historique de notre étude, sont loin d'être nouvelles. C'était pour réagir contre elles et leurs conséquences qu'ont été faites les ordonnances de 1693 et 1699, qui réduisirent les délais dans le but d'entraver les témoignages de complaisance.

Il faut ajouter que ces idées sont encore bien loin de disparaître. Les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets, et chaque fois que la preuve contraire est admise, par exemple parce que le procès-verbal a été rédigé par un seul agent, les prévenus sont toujours escortés devant le tribunal par une foule nombreuse de témoins prêts à affirmer sous serment des choses qu'ils n'ont pu, évidemment, voir ni entendre.

A qui profiterait, du reste, la suppression d'un principe aussi utile ? Aux commerçants honnêtes ? Nullement, car, en Douane, la déclaration écrite et signée, présentée par eux au service, leur enlèverait la possibilité et le bénéfice de la preuve contraire. Par contre, les fraudeurs de toute espèce, tant en matière de douanes que de contributions indirectes, useraient et abuseraient évidemment de l'absence ordinaire de témoins et de toutes autres circonstances qui leur permettraient de combattre le procès-verbal.

Donc, il ne reste rien des arguments présentés en faveur de la suppression et celle-ci, au contraire, ne tarderait pas à entraîner les plus graves inconvénients.

Cependant, il ne serait pas inutile d'apporter, dans l'application de ce principe, certains tempéraments. Nous avons déjà vu les réserves à faire pour les procès-verbaux d'opposition.

L'art. 1^{er} du titre IV de la loi de l'an VII est ainsi conçu : « Deux préposés des douanes *ou autres citoyens français* suffisent pour constater une contravention... » La loi accorde donc au procès-verbal dressé par deux citoyens la même autorité qu'à l'acte dressé par deux agents de l'administration. On voit de suite, et sans qu'il soit besoin d'y insister, les abus dont cette disposition pourrait être la source. Depuis longtemps des réformes sur ce point ont été demandées. On a proposé ou de retirer à ces actes le privilège de la foi jusqu'à inscription de faux, ou d'autoriser les simples citoyens à arrêter un fraudeur mais en réservant aux seuls agents de l'Administration le soin de dresser le procès-verbal. A notre avis, la suppression complète des mots « *ou autres citoyens français* » serait plus simple, car il est à remarquer que cette disposition si dangereuse n'est, en fait, jamais appliquée.

En résumé, comme on le voit, le principe de la foi due jusqu'à inscription de faux constitue en quelque sorte, une véritable nécessité de notre système fiscal. Les inconvénients de sa disparition seraient tels qu'on ne peut en prévoir les conséquences.

Est-il permis d'espérer que ses adversaires recon-

naîtront leur erreur et que son maintien est chose assurée? Ce serait bien téméraire. Il suffit, pour s'en convaincre, de consulter le partage de plus en plus inégal des voix chaque fois que la question revient devant le Parlement.

CHAPITRE VIII

MODIFICATIONS QUI POURRAIENT ÊTRE APPORTÉES A LA PROCÉDURE ACTUELLE

Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre de ce travail, les formes spéciales de l'inscription de faux en matière fiscale se séparèrent en 1693 de la procédure du droit commun. Sauf quelques modifications de détail qu'y ont ajoutées les lois de la période révolutionnaire, cette procédure spéciale est restée telle qu'elle était à son origine.

Mais, en présence des attaques dont elle est l'objet, et aussi des transformations de tout ordre qu'ont subies les idées et la société modernes, on peut se demander si quelques améliorations ne pourraient y être apportées.

Une commission, à laquelle nous avons déjà fait allusion dans le chapitre précédent, fut nommée le 7 mai 1900 par le ministre des finances pour étudier la question du maintien du principe de la foi due et aussi les améliorations qui pourraient être apportées à la pro-

céduce de l'inscription de faux en matière fiscale. Le rapport de la sous-commission qui en était issue (1), concluait aux modifications suivantes que nous allons examiner en y ajoutant les quelques remarques qu'elles nous suggèrent.

a) Prolongation de la période pendant laquelle le prévenu peut s'inscrire en faux.

Le texte proposé est celui-ci : « Celui qui voudra « s'inscrire en faux contre un procès-verbal sera tenu « de déposer au greffe ou entre les mains du président « du tribunal une déclaration signée de lui, avant toute « défense au fond. »

Nous trouvons ici la consécration d'un usage établi par la jurisprudence, d'après lequel la déclaration doit être simplement signée par le contrevenant. Les mots « avant toute défense au fond » sont à la fois très larges et très clairs. Ils donnent la possibilité de s'inscrire en faux au prévenu condamné par défaut, ce qui jusqu'ici, n'existait pas en matière de Douanes. De plus, en cas de renvoi de l'affaire, le prévenu pourra s'inscrire encore valablement à l'audience de renvoi.

b) Prolongation du délai pour le dépôt des moyens.

La commission proposait le texte suivant : « Il devra

(1) Cette sous-commission était composée de MM. Bousquet, directeur général des Douanes, Roussan, administrateur des Contributions indirectes, et Baretti, chef de bureau à la même administration.

« dans les huit jours suivants, faire au greffe dudit tri-
 « bunal le dépôt des moyens de faux et des noms, qua-
 « lités et demeures des témoins qu'il voudra faire en-
 « tendre, le tout à peine de déchéance de l'inscription
 « de faux. »

Le délai de trois jours francs qu'accordent les textes actuels nous semble suffisant. Il est à considérer, en effet, que lorsqu'un prévenu fait sa déclaration d'inscription, il doit connaître déjà forcément les noms des personnes dont il invoquera le témoignage et sans lequel son attaque contre le procès-verbal ne saurait subsister. De plus, porter ce délai à huit jours nous paraît exagéré. Il ne faut pas perdre de vue que la brièveté des délais a été établie autrefois pour éviter la production de faux témoignages. Un laps de temps de trois jours sera suffisant pour le prévenu dont les moyens de défense méritent considération. Il est à craindre qu'une prolongation plus forte ne soit pas toujours employée dans l'intérêt de la vérité.

c) Suppression de l'obligation d'un fondé de pouvoirs par acte notarié.

Texte proposé : « La déclaration d'inscription et le
 « dépôt des moyens de faux pourront être faits par
 « l'avoué de l'inscrivant et, s'il n'y a pas eu constitu-
 « tion d'avoué, par un fondé de pouvoirs spécial passé
 « devant notaire. »

Il est assez rare que les parties aient constitué avoué.

Mais si elles l'ont fait, il leur faut actuellement constituer, de plus, un fondé de pouvoirs. Avec le nouveau texte l'avoué se trouve habilité à représenter son client pour l'inscription de faux.

Il nous semble qu'on pourrait également écarter l'intervention du notaire, qui en fait est assez difficile dans certains cas, par exemple en matière de Douanes où l'assignation est donnée à 24 heures.

d) Dispense de l'amende dans certains cas.

« L'amende édictée par l'article 246 du Code de procédure civile ne sera pas prononcée contre l'inscrivant en faux qui sera reconnu avoir agi de bonne foi. »

Nous avons vu plus haut qu'en cas d'acquittement en Cour d'assises des rédacteurs du procès-verbal, l'inscrivant était tenu de payer l'amende, alors que cet acquittement pouvait avoir été enlevé par quelque incident d'audience. Le nouveau texte permettra d'éviter le retour de pareils faits. Mais, cependant, on peut remarquer que l'expression « qui sera reconnu avoir agi de bonne foi » n'est pas suffisamment précise. Il faudrait, à notre avis, spécifier davantage les différents cas qui peuvent se produire.

Mais, ceci se rattache à toute une série de modifications plus importantes auxquelles le rapport de la sous-commission ne fait aucune allusion et qui serait cependant fort à désirer, selon nous. Nous voulons par-

ler de l'indication nette et précise de la procédure à suivre après le jugement admettant l'inscription et les moyens. D'après les principes admis actuellement, l'inscription est convertie immédiatement en plainte en faux criminel si les rédacteurs sont encore vivants.

Mais, avant cette seconde partie, il semble qu'il y ait place pour une enquête, faite par les juges saisis de la contravention, sur les moyens de faux et sur les circonstances qui ont accompagné le procès-verbal ; et, seulement au cours de cette enquête, si les juges se trouvent en présence d'un faux criminel non prescrit, une plainte en faux principal serait adressée au parquet et un juge d'instruction nommé, à qui seraient transmis les résultats acquis de l'enquête commencée. En vertu des principes que nous avons vus plus haut, ce magistrat aurait à statuer uniquement sur la culpabilité des rédacteurs du procès-verbal.

On pourrait même selon nous, aller encore plus loin et dire que le résultat de la poursuite criminelle, quel qu'il soit d'ailleurs, n'intéresse que le ministère public et l'accusé. Un acquittement proclame en effet son innocence, mais, en quoi implique-t-il la véracité des faits relatés au procès-verbal ? Un arrêt déjà cité plus haut disait, en parlant du non-lieu du juge d'instruction : « La fausseté pouvant être le résultat d'une erreur
« aussi bien que d'un crime, ce serait porter atteinte
« aux droits de la défense que de lui interdire la faculté
« de démontrer l'erreur, alors que, par la décision qu'il

« a rendue, le juge d'instruction s'est borné à nier « l'existence du crime (1). »

Nous ne voyons pas en quoi cet arrêt ne peut s'appliquer également au verdict du jury prononçant un acquittement. Cet acquittement n'est pas incompatible avec la fausseté du procès-verbal. Il nous semble donc équitable d'admettre dans ce cas le demandeur en faux à faire la preuve de ses moyens devant le tribunal saisi de la contravention, comme la jurisprudence l'y autorise dans le cas de non-lieu.

Mais, bien entendu, il ne saurait en être de même dans le cas où la poursuite au criminel a abouti à la condamnation des rédacteurs. Une pareille condamnation implique en effet forcément la fausseté du procès-verbal. Il est donc inutile de la démontrer de nouveau.

Telles sont les quelques réformes qu'appelle, selon nous, la procédure de l'inscription de faux. Est-ce à dire qu'elle mérite dès maintenant les violentes critiques que nous avons discutées dans le chapitre précédent ? Ces critiques visaient surtout les frais qu'elle engageait et les dangers qu'elle faisait courir à celui qui l'entreprenait.

Or, les améliorations proposées ne modifient en rien ces deux points. Les frais sont déjà fort minimes. Nous avons vu qu'ils s'élevaient à une quarantaine de francs,

(1) Cass. 25 juin 1881, *Bull. Cass. Crim.*, 161.

environ. De plus si le demandeur obtient la condamnation des faussaires, les dommages-intérêts qui lui seront alloués, s'il se porte partie civile, l'en couvriront largement.

Déjà, dans l'inscription de faux de l'ancien droit commun, le demandeur était tenu de se constituer prisonnier tout comme celui qui avait rédigé la pièce attaquée. L'amende qui subsiste toujours est donc une contre-partie très légitime à la gravité d'une accusation qui pouvait entraîner autrefois la peine de mort pour ceux qu'elle visait, et qui, aujourd'hui encore, leur fait encourir les travaux forcés à perpétuité.

Vu :

P. GAUDEMET.

VU : LE DOYEN DE LA FACULTÉ DE DROIT
DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON,
E. BAILLY.

Vu et permis d'imprimer :

Dijon, le 2 mars 1903,

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE,
E. BOIRAC.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

1° HISTORIQUE

- Recueil général des anciennes lois françaises de l'an 420 à 1789*, par Isambert, Decrusy et Taillandier.
- JOUSSE. — *Traité de la Procédure criminelle*.
- Nouveau Traité des Edits, Ordonnances et Arrests*, par Jacques Corbin, avocat au Parlement. Paris, 1623.
- Traité des Aydes*, pour tous les lieux où ils ont cours, par Pierre Asse. Paris, 1715.
- Recueil d'Edits et Ordonnances Royaux sur le fait de la Justice et autres matières les plus importantes*, par Pierre Néron et Etienne Girard. Paris, Montalant, 1720.
- Conférence des Ordonnances de Louis XIV avec les anciennes Ordonnances du Royaume*, par Philippe Bornier, lieutenant particulier. Nouvelle édition. Paris, 1729.
- Dictionnaire des Aydes*, par Pierre Brunet de Grandmaison. Paris, Prault, 1730.
- Recueil des Ordonnances, édits, déclarations et arrests de Sa Majesté sur le fait des Aydes de Normandie*. Troisième édition. Rouen, chez Besongne, 1733, 2 vol.
- L'Anti-Financier, relevé des malversations des Fermiers Généraux. Pamphlet*, par X... (Darrigrand). Amsterdam, 1764.
- Traité général des Droits d'Aides*, par Lefebvre de la Bellande. Paris, Prault, 1770, 2 vol.

Recueil des principaux droits de traites, par Magnien. Avignon, 1786, 4 vol.

2^e LÉGISLATION MODERNE

MAGNIEN. — *Dictionnaire de la législation des droits de Douane*, 1807.

MESNIL (Marie du). — *Dictionnaire des employés de Douane*, 1817.

MANGIN. — *Traité des procès-verbaux*. Introd. de Faustin-Hélie, 1839.

GUILGOT (J.-B. et P.-E.). — *Traité du Contentieux pour les Douanes de terre*. Pontarlier, 1844.

DELANDRE. — *Traité pratique des Douanes*, 2 vol., 1858.

TRESCAZE (A.). — *Dictionnaire général des Contributions Indirectes, des Octrois et des Manufactures des poudres et tabacs*. Lons-le-Saulnier, 1875.

Recueil des Lois, Arrêts et Ordonnances concernant les Douanes, 1876.

LABAU (H.). — *Traité pratique du Contentieux des Douanes*. Céret, 1882.

DELANDRE. — *Traité de 1858*, revu par Doussin, 1885.

PICARD (E.), Inspecteur des forêts. — *Des délits et des peines en matière forestière au Moyen Age dans le duché de Bourgogne*. Autun. 1891. (Extrait des Mémoires de la Société Eduenne.)

F. THIBAUT. — *Traité du Contentieux de l'Administration des Douanes*, 1891.

PABON. — *Traité des infractions du Contentieux et des Tarifs des Douanes*. Bordeaux, 1893.

BERTRAND (A.) et P. DESCHAMPS. — *Traité de jurisprudence générale en matière de Contributions Indirectes*. Paris, 1894.

- X... — *Droits et attributions de la Gendarmerie en matière de Douanes*. 1895.
- PALLAIN. — *Les Douanes Françaises*, 3 vol. Paris, 1896.
- PABON (L.) — *Manuel pratique du Contentieux à l'usage du service des Douanes*. 1896.
- PÉLABON. — *Répertoire des Lois et Arrêts en matière contentieuse des Douanes*. Marseille, 1897.
- HOURCADE. — *Manuel encyclopédique des Contributions Indirectes et des Octrois*. Poitiers, 1899.
- PABON (L.) — *Traité Manuel théorique et pratique du service des Douanes* (brigades et bureaux, contentieux) avec une préface de M. Thibault. 1901.
- ROUCHON et HOURCADE. — *Guide pratique pour la rédaction des procès-verbaux et la tenue du Contentieux* (Contributions Indirectes). Poitiers, 1902.

OUVRAGES DIVERS

- FAUSTIN-HÉLIE. — *Traité de l'Instruction Criminelle*.
- MERLIN. — *Traité universel et raisonné de jurisprudence*.
- DALLOZ. — *Répertoire et Recueil d'arrêts*.
- Pandectes françaises*. — *Répertoire et Recueil d'arrêts*.
- SIREY. — *Répertoire et Recueil d'arrêts*.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES.
INTRODUCTION.....	1

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE.....	5
SECTION I. — Législation du droit commun, jusqu'en 1693.	5
SECTION II. — Législation spéciale avant la Révolution.	15
SECTION III. — Les lois de la période révolutionnaire...	33

CHAPITRE II

CARACTÈRES DE L'INSCRIPTION DE FAUX.....	38
--	----

CHAPITRE III

PROCÈS-VERBAUX ET ÉNONCIATIONS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ATTAQUÉS.....	18
NULLITÉS.....	48
PROCÈS-VERBAUX D'OPPOSITION, INJURES ET VIOLENCES....	58
FAITS MATÉRIELS.....	60
IDENTITÉ.....	62

CHAPITRE IV

PROCÉDURE DE L'ADMISSION DE L'INSCRIPTION DE FAUX.....	71
SECTION I. — De l'inscription de faux.....	71
1. Qui peut s'inscrire en faux.....	72

2. TRIBUNAL COMPÉTENT.....	73
3. DÉLAIS.....	74
4. FORMES DE LA DÉCLARATION.....	91
SECTION II. — DÉPOT DES MOYENS DE FAUX.....	95
SECTION III. — JUGEMENT SUR L'ADMISSION DE L'INSCRIPTION DE FAUX.....	100

CHAPITRE V

PROCÉDURE APRÈS LE JUGEMENT D'ADMISSION OU DE REJET..	108
SECTION I. REJET DE L'INSCRIPTION.....	108
SECTION II. — ADMISSION DE L'INSCRIPTION.....	112
a) Procédure en cas de décès des auteurs du faux.....	113
b) Procédure lorsque les auteurs sont vivants.....	117

CHAPITRE VI

APPEL ET CASSATION.....	124
1. APPEL.....	124
2. CASSATION.....	130

CHAPITRE VII

CRITIQUES SOULEVÉES CONTRE LE PRINCIPE DE LA FOI DUE JUSQU'À INSCRIPTION DE FAUX.....	133
--	-----

CHAPITRE VIII

MODIFICATIONS QUI POURRAIENT ÊTRE APPORTÉES A LA PRO- CÉDURE ACTUELLE.....	147
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE.....	155



BUZANÇAIS (INDRE). IMPRIMERIE F. DEVERDUN
